



Bi n°1

Bulletin Féministe

Lors du congrès national nous avons décidé de protéger le débat militaire autour de la résolution féministe et les particularités des frontières soumises à des voies contradictoires (CPA, féminisme/religion/intersectionnalité et prochaines).

Àfin que l'ensemble des militant-e-s puisse se saisir de ces questions nous avons ouvert un premier bulletin de débat que vous pouvez trouver

Pour la suite, la CNIF prévoit le calendrier suivant (modifiés pour tenir compte du rythme des réunions) :

- À partir d'août/août, ouverture d'un bulletin des débats le mercredi ou le samedi. Les réunions de débat doivent être au minimum 5000 signes et être envoyées à cnifnpa@gmail.com

- Octobre : réunion de la CNIF et début du travail pour élaborer un texte de synthèse (en tenant compte des contributions, des avis des commissions locales, des AG des débats de l'Université, etc.)

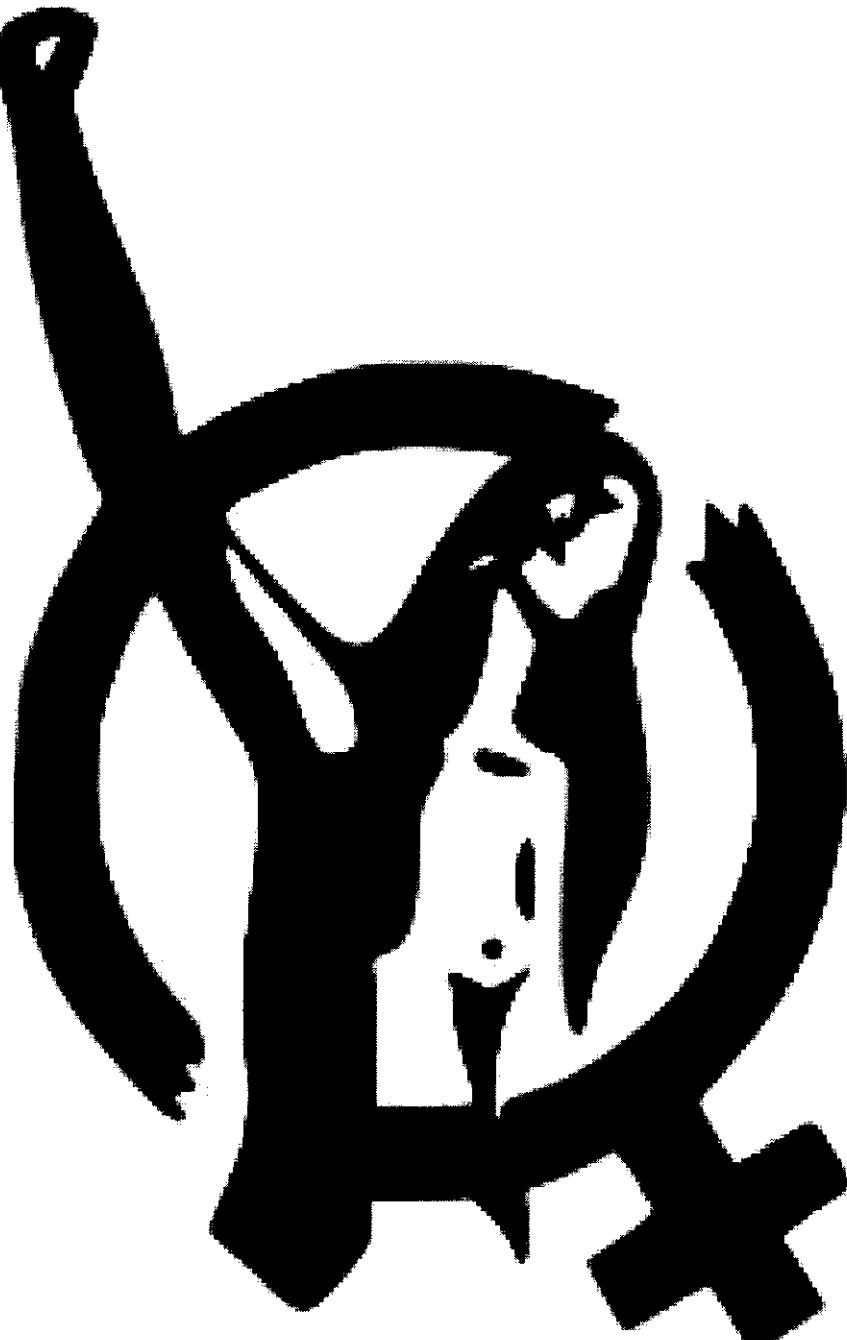
- Décembre : réunion AG locales pour discuter du texte proposé par la CNIF

- Fin janvier 2014 : l'CNIF élargit toutes leurs instances (comités d'Université en fonction de leur niveau, de la proximité...) pour finaliser le texte

- Pour finir : texte et quelques éventuelles scissions au vote du CPN

Plus voté de l'ensemble des militant-e-s lors du congrès national

Bonne lecture !



Sommaire du Bulletin:

Textes transversaux aux débats : Page 3 à 11

Partir de nos pratiques pour mener les débats – Chloé (RP, Sorbonne), Delphine (Grenoble), Anastasia (RP, Jussieu) - Page 3

Contribution sur les luttes féministes dans le monde - Flor (RP, Paris XIle) - Page 4

L'émancipation – Chloé (RP, Sorbonne), Delphine (Grenoble), Léa (RP, Nanterre), Anastasia (RP, Jussieu) - Page 5

Pour un féminisme inclusif - Anastasia (RP, Jussieu), Flor (RP, Paris XIle), Solène (RP, Sciences Po) et Sylvain (RP, Cachan) - Page 6

Féministes et anticapitalistes : tenir les 2 bouts - Claude et Emma (Toulouse) - Page 7

Féminisme et hétérocentrisme - Chloé (RP, Sorbonne), Elsa (RP, Paris 8-St Denis), Léa (RP, Nanterre) - Page 9

La transphobie dans les milieux féministes - Anastasia (RP, Jussieu) - Page 9

Sur la GPA : Page 11 à 13

Texte sur la GPA - Pauline (66), Anne (66), Marc (66) - Page 11

Réponse sur la GPA - Chloé (RP, Sorbonne), Delphine (Grenoble), Léa (RP, Nanterre), Alice (Grenoble) - Page 12

Sur la Prostitution : Page 13 à 16

Contribution sur le débat sur la prostitution - Chloé (RP, Sorbonne), Alice (Grenoble) - Page 13

Pour une définition précise du système prostituuteur - Arya, Jessica et Pauline (Toulouse) - Page 14

Pour une politique abolitionniste, clairement anticapitaliste, antiraciste et féministe - Arya, Jessica et Pauline (Toulouse) - Page 16

Féminisme, Religion, Intersectionnalité : Page 17 à 30

Contre le racisme et le sexisme et pour l'égalité des droits : contribution au débat pour la version 2, fenêtre 2 - Jessica (Toulouse) - Page 17

« La haine de la religion » ou un combat démocratique ? – Yvan (RP) - Page 18

Marxisme et religions : points de repères - P. Morsu (94) - Page 21

Sur l'appel de la manif du 18 mai, un début de réponse au camarade Pascal Morsu – Lemmy (94) - Page 24

Quelques considérants et quelques propositions concrètes - JB Pelé (RP, 92 nord) - Page 25

A propos de la manifestation du 18 juin : Ne pas se tromper de cible ! - Pedro Carrasquedo, (64, CPN, Y) Jean-Paul Cros (commission de conciliation, 34, Y) Daniel Petri, (75, Y), Wladimir Susanj (75, CP, Y) - Page 26

Débattre, ne pas être d'accord mais travailler ensemble ! Cathy (RP, 93) et Alice (Grenoble) - Page 29

ANNEXES : Page 30 à 31

Motion de fonctionnement de la CNIF : Quelle CNIF, pour quel travail féministe ? - Page 30

Liste des cadres dans lesquels nous intervenons - Chloé (RP, Sorbonne) - Page 31

Motion Féministe du IIe congrès du NPA - Page 32

Résolution du IIe congrès du NPA - Page 33

Textes transversaux aux débats

Partir de nos pratiques pour mener les débats

Chloé (RP, Sorbonne) Delphine (Grenoble), Anastasia (RP, Jussieu)

Les débats qui traversent actuellement l'organisation - ou du moins la frange des camarades qui s'y intéressent - sur les questions féministes portent sur 3 sujets : l'analyse de la GPA, la pénalisation des clients de la prostitution, et l'interdiction du voile musulman dans les lieux scolaires.

Or on peine à déterminer quel impact ces questions ont concrètement sur notre intervention. Certes, quand il faut décider de signer ou non un appel, ce type de revendications ou de positions va peser. Mais au quotidien, arrive-t-il si souvent qu'on se retrouve réellement à choisir notre intervention ou notre positionnement dans les luttes sur ces critères ?

Ce qui nous renvoie à ce qu'est notre intervention. De fait, en dehors des grands débats, ou de « mobilisations » par le haut, avec des cadres unitaires d'organisations, il y a fort peu de luttes ou de construction quotidienne en rapport avec ces sujets. Des camarades peuvent lutter pour la fermeture des bordels en Espagne, d'autres contre l'exclusion des mères voilées des sorties scolaires mais... Mais ces deux axes ne rencontrent d'ailleurs pas de désaccords en interne des commissions féministes.

De ce constat, nous pouvons déduire deux choses :

1. Nous n'avons quasiment aucune intervention spécifique de terrain, auprès des prostituées, ni auprès des femmes voilées, qui porterait sur la question de la pénalisation du client ou sur celle du port du voile en milieu scolaire (à l'exception du collectif Mamans Toutes Égales, qui ne fait pas clivage). Ce qui signifie que toute l'élaboration qu'on peut faire sur ces questions reste en grande partie hors sol. Par ailleurs, cela signifie également que notre intervention féministe ne porte pas sur des questions que nous estimons suffisamment importantes et graves pour provoquer de tels clivages en notre sein.
2. Quelle est donc notre intervention féministe dans l'ensemble ? Si on regarde le début de recensement (en annexe), elle est pourtant large, avec la participation à de nombreux collectifs unitaires généraux locaux ou plus spécifiques. Quand ils sont spécifiques, ils portent très majoritairement sur les violences faites aux femmes et les questions IVG/contraception. Nous avons aussi une bonne intervention syndicale, étant présentes dans la CGT, Solidaires, FSU.
3. Notre but n'est pas simplement de faire de l'apparition que ce soit dans les collectifs d'orgas ou en apparition propre. Il est de convaincre et d'organiser des femmes

pour leur émancipation. Or cela nous peinons à le faire, victimes comme tant d'autres du reflux du militantisme de ces dernières années. Il ne s'agit pas de se flageller sur ce qu'on n'arrive pas à faire mais plutôt de partir de ce qu'on fait déjà et d'élaborer grâce à cela et pour cela.

La concentration des débats sur des questions qui n'ont pas d'utilité pratique immédiate nuit à la construction de notre orientation et de notre intervention. Ainsi, les expériences positives, le matériel, les formations, ne sont quasiment pas mutualisées.

C'est pourquoi, pour avancer concrètement dans la construction d'un mouvement féministe lutte de classes et de masse, il serait important et utile de disposer d'un espace de partage collaboratif du matériel politique, propre ou unitaire, de formations, de comptes-rendus d'activité, mais aussi de documents libres sur des sujets variés, de bilans de lutte etc. Du matériel de formation, des fiches du type « comment développer une intervention féministe dans un syndicat/dans une intervention propre/sur tel ou tel thème » qui pourraient être mises à la disposition de tou-te-s les camarades, permettraient également de développer les interventions.

Ceci suppose quelques moyens, comme la mise en place d'un espace de partage et de stockage, et également des temps de discussion nationale qui ne soient pas axés sur les échéances internes. Cela suppose également que les thèmes féministes ne soient pas ignorés des cadres du parti, comme on le constate avec une fréquence déplorable.

C'est aussi en développant les liens dans le parti entre les commissions féministes et les autres commissions, par la mise en place de rencontres, et par le développement des formations féministes théoriques mais aussi pratiques, dans tous les comités, que l'intervention féministe s'améliorera. Trop souvent, les comités considèrent que faire une intervention féministe c'est participer ponctuellement à une diffusion sur un hôpital. D'autres cadres, d'autres angles d'approches peuvent être élaborés.

C'est en discutant collectivement de cela que nous pourrons avoir une élaboration dynamique et utile. Il ne s'agit pas de nier les débats existants, mais de les garder à leur juste place, afin de ne pas les laisser aspirer toute l'énergie et tout le temps de la poignée de camarades investies sur les questions féministes.

Féminisme, intersectionnalité et lutte de classe

Lutte Ouvrière - Lutte de Classe n°217 - juillet-août 2021

Le succès des manifestations du 8 mars 2021, après celles du mois de novembre 2020 contre les violences faites aux femmes, montre qu'une partie de la jeunesse se mobilise pour exprimer sa révolte contre la persistance des inégalités entre femmes et hommes et contre la violence dont sont victimes les femmes dans la société actuelle. Dans ce contexte de relatif renouveau des mouvements féministes, la notion d'intersectionnalité – qui définit des groupes de personnes par la liste de discriminations qu'elles subissent simultanément (sexisme, racisme...), donc à leur intersection – s'est diffusée en France ces dernières années, et elle peut apparaître comme offrant des perspectives nouvelles à des jeunes en révolte contre l'oppression des femmes. Beaucoup y voient en effet une façon de choisir un féminisme radical, de s'affirmer antiracistes en même temps que féministes, voire, pour certaines, de remettre en cause le système capitaliste.

Il s'agit parfois d'une volonté de se dire féministe tout en s'opposant à des courants politiques qui se drapent dans le féminisme uniquement lorsque cela les arrange – notamment l'extrême droite, qui, tout en ayant été contre tous les combats féministes en France, a tenté de récupérer et détourné le terme de féminisme, devenu consensuel, pour s'en prendre aux immigrés uniquement, en premier lieu aux musulmans. C'est aussi sans doute une réaction aux leçons de « féminisme républicain » de responsables politiques comme Marlène Schiappa ou Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, qui a récemment fustigé « l'islamogauchisme, le postcolonialisme, l'intersectionnalité » qui régneraient dans les universités. De fait, au gouvernement, ce fameux féminisme républicain se traduit tout au plus par des enquêtes constatant que les inégalités entre les femmes et les hommes reculent très peu, que les femmes ont toujours des salaires inférieurs à ceux des hommes et qu'elles subissent toujours des violences conjugales. Ces enquêtes sont suivies de leçons de morale s'adressant aux hommes, qui devraient apprendre à mieux se comporter. Pendant ce temps-là, non seulement le gouvernement n'exerce aucune contrainte pour imposer aux patrons une réelle égalité salariale, mais il ne fait même pas ce qui dépend directement de lui, par exemple consacrer des moyens suffisants à l'accueil des femmes victimes de violences. Et, plus généralement, toute sa politique anti-ouvrière contribue à aggraver la situation des femmes du monde du travail.

*révolte sur
les et l'oppos
d'espèce*

D'un autre côté, une partie des mouvements féministes actuels orientent leur action vers des problèmes qui sont avant tout ceux de la petite bourgeoisie, réclamant une plus grande visibilité des femmes dans les médias, un meilleur accès aux grandes écoles, aux postes de direction des entreprises. Même les appels à la « libération de la parole » dénonçant les agressions sexuelles et les comportements sexistes, par exemple à travers le mouvement MeToo, n'ont pas le même impact pour une femme qui dispose d'une certaine indépendance financière et pour une travailleuse confrontée au harcèlement sexuel de son chef mais qui ne peut pas se passer de son salaire.

Dans ce contexte, on peut comprendre que des jeunes soient attirées par des mouvements qui se disent plus radicaux. La révolte contre la persistance, dans la société bourgeoise, de multiples formes d'oppression comme le racisme et le sexism, est

légitime. Mais les militantes et militants qui se réclament de l'intersectionnalité ne font pas qu'exprimer cette révolte : leurs prises de position politiques montrent qu'ils contestent la capacité de la classe ouvrière à mettre fin à toutes les oppressions, sexistes comme racistes. Ils ne cherchent d'ailleurs pas à s'adresser aux larges masses des travailleuses et travailleurs, pourtant la seule force sociale capable de renverser le système capitaliste qui engendre et alimente ces oppressions.

L'intersectionnalité, un mot nouveau pour un constat ancien

Le mot intersectionnalité a été inventé en 1989 par une avocate et militante noire américaine, Kimberley Crenshaw, pour dénoncer, selon elle, la non-prise en compte de la situation des femmes noires tant par les mouvements féministes que par les mouvements antiracistes : elle reprochait au mouvement féministe de ne pas se préoccuper des questions raciales, incontournables pour les femmes noires, et au mouvement antiraciste de ne pas tenir compte de l'oppression liée au sexe, tout aussi pesante que le racisme dans la vie quotidienne des femmes noires. Le constat que les oppressions se cumulent, et qu'une travailleuse noire est confrontée à la fois à l'exploitation, au racisme et au sexisme, n'avait pourtant rien de nouveau, pas plus que le fait que séparer ces combats mène à des impasses. La militante américaine Angela Davis l'illustre par l'exemple du droit de vote des femmes : obtenu aux États-Unis en 1920 après plusieurs décennies de combats féministes, il n'a été de fait accordé qu'aux femmes blanches, puisque les Noirs, hommes et femmes, en ont été écartés jusqu'en 1965. Dans la lignée de Kimberley Crenshaw et d'Angela Davis, les militantes dites du Black Feminism définissent leur combat comme à la fois antiraciste et antipatriarcal, et parfois aussi comme anticapitaliste. Mais, tout en affirmant que tous ces combats sont liés, elles ne militent pas vis-à-vis de la classe ouvrière en tant que classe.

C'est le cas également en France chez les militantes et militants qui se réclament d'une approche intersectionnelle. Par exemple Françoise Vergès, proche du Parti communiste réunionnais, défend un « féminisme décolonial » ayant selon elle pour objectif « *la destruction du racisme, du capitalisme et de l'impérialisme* ». Mais elle ne s'adresse jamais à la classe ouvrière et, lorsqu'elle parle de l'exploitation des femmes noires dans le secteur du ménage en France, c'est pour l'opposer au confort des femmes blanches des classes moyennes[1]. Rokhaya Diallo, journaliste et universitaire, se dit « *féministe intersectionnelle et décoloniale* » et affirme que « *l'antiracisme ne peut être qu'anticapitaliste* », mais elle ne fait aucun lien entre anticapitalisme et lutte des classes et ne situe pas son combat du point de vue du mouvement ouvrier. L'idée qu'il faudrait une « convergence des luttes » entre sexe, classe et race apparaît dans une partie de l'extrême gauche, parfois sous la forme de la dénonciation du lien entre patriarcat et capitalisme, mais ce que cela signifie concrètement en termes de perspectives politiques reste au mieux très flou. Ainsi, dans un article récemment publié sur le site du NPA, l'autrice, soucieuse de ne pas apparaître opposée à une idée à la mode dans la petite bourgeoisie, appelle à concilier marxisme et intersectionnalité, mais sans aller jusqu'à dire comment[2].

Car de fait, bien souvent, la prise de position intersectionnelle, partant d'une dénonciation en apparence radicale du poids du racisme et du sexisme, surtout lorsqu'ils se cumulent, se réduit à affirmer que les femmes ne forment pas un groupe social homogène (ce qui n'est pas une découverte), que l'on voit davantage dans les médias et même dans les mouvements féministes les femmes blanches des milieux aisés que les autres, et qu'il faut laisser plus de place et de visibilité aux femmes dites racisées, c'est-à-dire victimes de racisme ; dans cette catégorisation, les femmes blanches de la classe ouvrière sont d'ailleurs absentes[3].

En outre, le concept d'intersectionnalité déborde largement les milieux qui se pensent contestataires. Dans les milieux universitaires, il est utilisé dans des recherches sur les discriminations[4]. Une association du nom de Gloria propose même des formations à l'intersectionnalité en entreprise, dans le sillage des chartes de l'égalité et autres gadgets permettant à des patrons de se donner un vernis féministe[5]. Cette notion peut donc être reprise par des courants très divers, et ce n'est pas surprenant : constater que les oppressions existant dans la société capitaliste sont multiples et s'ajoutent les unes aux autres n'a rien de révolutionnaire. La question est de savoir comment on les combat.

Derrière toutes les oppressions, la division de la société en classes

Et pour les combattre, il faut d'abord les comprendre. Or l'image de l'intersection utilisée par Kimberley Crenshaw est ambiguë : elle suggère que chaque oppression est une route, et qu'une travailleuse noire est à l'intersection entre trois routes, celle du racisme, celle de la domination masculine et celle de l'exploitation capitaliste. Mais elle ne dit pas si ces routes sont toutes de la même taille, ni d'où elles viennent. Elle laisse donc penser que les divisions de genre et de race sont à mettre sur le même plan que la division de la société en classes, au sens où elles seraient aussi structurelles. Or ce n'est pas le cas. Ce ne sont ni les hommes ni les Blancs qui dirigent le monde, mais la bourgeoisie. Que celle-ci soit majoritairement masculine et blanche ne signifie pas que les hommes blancs appartenant à la classe ouvrière sont responsables de l'existence d'inégalités entre les femmes et les hommes, ni que la présence au sommet de l'État d'une femme comme Margaret Thatcher ou d'un Noir comme Barack Obama change la nature de la domination politique et sociale.

Certes, la bourgeoisie n'a pas inventé l'oppression des femmes. Mais durant toute son histoire, le capitalisme a utilisé, aggravé, creusé toutes les inégalités qui lui permettaient de tirer les conditions de vie de l'ensemble de la classe ouvrière vers le bas : travail sous-payé des femmes, mais aussi des enfants ou des travailleurs immigrés. Ce n'est pas parce qu'il est sexiste ou raciste que le patronat sous-payé les femmes ou les immigrés : c'est parce que l'exploitation capitaliste repose sur la mise en concurrence des travailleurs, et qu'elle attise nécessairement tous les éléments qui peuvent agraver cette mise en concurrence. Mais il ne faut pas oublier que l'objectif de cette mise en concurrence, c'est d'exploiter l'ensemble de la classe ouvrière. Toutes ces discriminations pèsent donc non seulement sur ceux qui les subissent directement, mais aussi sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Ces discriminations économiques ont des conséquences qui débordent largement la question des inégalités dans le monde du travail. La crise sanitaire l'a rappelé : majoritaires dans les secteurs de la santé, de la distribution, de la propreté, les travailleuses sont surreprésentées dans les emplois dits de première ligne. Mais elles sont aussi plus nombreuses que les hommes à avoir un travail à temps partiel ou à vivre de missions et de contrats courts, et ont donc été particulièrement frappées par l'explosion du chômage et les baisses de revenus. Il faut ajouter à cela que les tâches domestiques et la prise en charge des enfants reposent encore beaucoup sur les femmes, et que ces tâches ont été alourdies par les mesures sanitaires, en particulier lorsque les écoles ont été fermées. Les périodes de confinement ont aussi aggravé les violences conjugales, et ce n'est malheureusement pas surprenant. La société bourgeoise, parce qu'elle est fondée sur des rapports d'exploitation, charrie une multiplicité de préjugés qui entraînent aussi dans l'ensemble de la vie sociale, jusqu'à la sphère privée, des comportements violents et dominateurs. L'oppression des femmes est le reflet d'une société dont les principales valeurs sont le pouvoir et l'individualisme. Elle touche l'ensemble des femmes, même celles qui ne sont pas les plus exploitées, mais on ne peut pas la comprendre si on l'isole de l'existence de rapports d'exploitation, en d'autres termes de la domination de la bourgeoisie.

Alors, utiliser la notion d'intersectionnalité pour décrire les multiples formes que prend l'oppression des femmes, c'est pointer une réalité : être une femme de milieu populaire, avec un petit salaire et en butte au racisme, aggrave tous les autres problèmes, car la liberté de choisir sa vie, de quitter un mari violent, est très limitée lorsque l'on n'arrive pas à joindre les deux bouts. Mais les femmes de la classe ouvrière le savent et le vivent depuis toujours. Pourquoi donc introduire un nouveau concept, si ce n'est pour en tirer des conclusions politiques ? En réalité, l'approche intersectionnelle donne lieu à des prises de position bien éloignées de la transformation révolutionnaire de la société, et même des intérêts immédiats des travailleuses et des travailleurs.

Des positions réactionnaires

Car, si les féministes intersectionnelles, qui dénoncent conjointement le racisme et le sexism, affirment se préoccuper des femmes des classes populaires, elles n'en parlent jamais en tant que travailleuses, et les perspectives qu'elles proposent conduisent à les enfermer dans des combats souvent réactionnaires.

Ainsi, le fait de voir les femmes d'origine immigrée d'abord comme des « femmes racisées », et non comme des travailleuses, conduit certaines militantes à défendre le port du voile islamique. Parce que celui-ci serait plus souvent porté par des femmes qu'elles qualifient de « non blanches », il serait raciste de considérer le voile comme un symbole d'infériorisation des femmes. Les féministes qui s'y opposent sont ainsi rangées du côté d'un féminisme blanc néocolonial. Cela revient à jeter aux oubliettes les combats des femmes de famille musulmane pour ne pas porter le voile, en France et ailleurs dans le monde, de l'Iran à l'Arabie saoudite.

Le refus de raisonner en termes de classes sociales conduit à des aberrations, comme la thèse d'un privilège masculin ou d'un patriarcat indépendant des classes sociales, qui

amène à dénoncer les hommes dans leur ensemble, et non les responsables et bénéficiaires de l'exploitation. Sur le terrain de la lutte antiraciste, l'équivalent est le privilège blanc, qui met sur le même plan les préjugés racistes répandus dans la population et le racisme systémique de la société capitaliste[6]. La conséquence militante ne peut être que de traiter un ouvrier qui a des préjugés machistes ou racistes comme un adversaire, et non de militer pour qu'il devienne un frère de combat.

Autre prise de position dérivant de cette approche intersectionnelle qui prétend inclure toutes les femmes dans les luttes : des femmes qui se disent féministes légitiment la prostitution, rebaptisée « travail sexuel », et ont été jusqu'à agresser des militantes la dénonçant lors de la dernière manifestation du 8 mars à Paris. Comme si on ne pouvait pas être à la fois solidaire des prostituées et opposé à la prostitution, qui n'est rien d'autre que la vente du corps des femmes !

Ces exemples de prises de position montrent qu'il ne suffit pas de dénoncer les oppressions pour se donner les moyens de les combattre, ni de se proclamer radical ou antisystème pour l'être. Quand l'approche intersectionnelle consiste à dire que tous les combats se valent et que le droit de porter le voile à l'école est un objectif féministe au même titre que les luttes pour l'égalité salariale ou le droit à l'avortement, elle conduit en réalité à des prises de positions communautaristes et réactionnaires, qui contribuent à diviser les femmes des classes populaires – et les hommes avec elles.

Féminisme et conscience de classe

Car le problème est là : tient-on à reprendre les divisions qui existent dans la société, et dans la classe ouvrière, ou à les combattre ? L'approche intersectionnelle insiste sur les divisions. Au contraire, pour des marxistes, la seule perspective permettant de combattre l'oppression des femmes, c'est de combattre l'exploitation capitaliste et l'ordre social bourgeois qui maintient cette oppression, et c'est donc de militer pour l'unité de la classe ouvrière, pour que les travailleuses et travailleurs soient conscients de leur identité de classe, au-delà des différences de sexe, de nationalité ou de religion.

Il ne s'agit pas de nier la diversité des origines et des croyances dans la classe ouvrière. Mais les travailleurs forment une classe qui a des intérêts communs et ils doivent en avoir conscience pour pouvoir mener leurs combats. C'est le rôle des militants révolutionnaires, convaincus que la société capitaliste doit être renversée et que la classe ouvrière en a les moyens, de militer pour cette conscience de classe, car c'est la division en classes qui est fondamentale dans la structuration de la société, et parce que c'est en s'organisant comme classe que le prolétariat peut renverser le capitalisme. Reprendre et figer les divisions qui contribuent à aggraver l'exploitation de tous est un piège.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire a su éviter ce piège durant son histoire. Louise Michel écrivait déjà : « *Le sexe fort est tout aussi esclave que le sexe faible, et il ne peut donner ce qu'il n'a pas lui-même ; toutes les inégalités tomberont du même coup quand hommes et femmes donneront pour la lutte décisive.* »[7] Dans le mouvement socialiste du début du 20e siècle, des militantes comme Clara Zetkin ont lié le combat féministe à la perspective socialiste, par exemple en créant une journée internationale de lutte pour les

droits de femmes, qui perdure aujourd'hui tous les 8 mars. Cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas de préjugés dans la classe ouvrière, même socialiste, à cette époque, mais ces militantes et ces militants les combattaient au nom de la conscience de classe.

Elles s'opposaient aux suffragettes, qui défendaient un droit de vote censitaire pour les femmes de la bourgeoisie, tout en s'opposant aux autres combats sociaux et politiques au nom de la priorité au seul combat féministe. Sur la question de la conquête du droit de vote pour les femmes, Rosa Luxemburg écrivait ainsi en 1912 : « *Le suffrage féminin, c'est le but. Mais le mouvement de masse qui pourra l'obtenir n'est pas que l'affaire des femmes, mais une préoccupation de classe commune des femmes et des hommes du prolétariat. Le manque actuel de droits pour les femmes en Allemagne n'est qu'un maillon de la chaîne qui entrave la vie du peuple [...]. Le suffrage féminin est une horreur et une abomination pour l'État capitaliste actuel, parce que derrière lui se tiennent des millions de femmes qui renforceraient l'ennemi de l'intérieur, c'est-à-dire la social-démocratie révolutionnaire. S'il n'était question que du vote des femmes bourgeoises, l'État capitaliste ne pourrait en attendre rien d'autre qu'un soutien effectif à la réaction. Nombre de ces femmes bourgeoises qui agissent comme des lionnes dans la lutte contre les « prérogatives masculines » marcheraient comme des brebis dociles dans le camp de la réaction conservatrice et cléricale si elles avaient le droit de vote. En fait, elles seraient certainement bien plus réactionnaires que la fraction masculine de leur classe [...]. La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir [...]. En luttant pour le suffrage féminin, nous rapprocherons aussi l'heure où la société actuelle tombera en ruines sous les coups de marteau du prolétariat révolutionnaire.* »[8]

Le Parti communiste, à ses débuts, a lui aussi affirmé que la lutte pour l'émancipation des femmes faisait partie intégrante du combat révolutionnaire, en organisant des grèves de femmes et même en présentant des femmes à des élections alors qu'elles n'avaient même pas encore le droit de vote. La stalinisation du mouvement communiste a conduit au retour à des idées conservatrices, notamment sur la famille, dès les années 1930. D'ailleurs Trotsky, dans le *Programme de transition*, soulignait que les organisations ouvrières stalinianes et réformistes ne s'intéressaient qu'aux couches supérieures du prolétariat. Ce programme s'adressait au contraire aux travailleurs, aux jeunes et aux femmes : après avoir rappelé que « *l'époque du capitalisme en décadence porte les coups les plus durs à la femme, tant comme ouvrière que comme ménagère* », il se concluait par un appel aux travailleuses et aux travailleurs : « *Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IVe Internationale !* »

C'est cette tradition féministe qu'il faut faire revivre, celle qui n'a pas l'illusion que les femmes, ou les hommes, pourront se débarrasser de l'oppression sans mettre fin à la domination de la bourgeoisie et à son cortège d'inégalités, de violence, de préjugés.

Contre toutes les oppressions, le combat communiste révolutionnaire

Les femmes qui se révoltent se heurtent à ce même État qui défend le pouvoir des capitalistes sur toute la société. Pour ne parler que de la France, c'est un État capable

d'imposer à toute la population de respecter un couvre-feu pendant des mois, mais pas d'imposer l'égalité salariale aux patrons ; un État qui utilise une police pourrie de préjugés racistes et sexistes, parce que la fonction principale de celle-ci est de défendre l'ordre de la classe sociale dominante. Alors, mener le combat pour l'émancipation des femmes jusqu'au bout, c'est être prêt à remettre en cause tout cet ordre social, et d'abord et avant tout l'exploitation capitaliste, qui est au fondement de tous les rapports sociaux. Et cela, seule la classe ouvrière peut le faire.

Tant que le patronat aura le droit de décider qui travaille, pour quel salaire, à quels horaires, dans quels lieux, et que la vie des travailleurs dépendra de ces diktats patronaux, ce même patronat aura les moyens de diviser et faire subir un chantage à la survie à certaines catégories du prolétariat : les femmes, les immigrés, les jeunes... Et tant que ces divisions subsisteront, elles entraîneront une multiplicité de formes d'oppression, y compris dans la sphère familiale.

Dire que le combat féministe ne peut aboutir que par la transformation de toute la société n'est donc ni minimiser l'importance de ce combat, ni le remettre à demain, pas plus que dire que les luttes économiques partielles ne peuvent pas offrir de perspective durable n'empêche de mener des grèves partielles. Les révolutionnaires doivent mener tous les combats, mais d'une façon qui fait progresser la conscience de classe et l'organisation des travailleurs, et toujours en expliquant qu'une société fondée sur l'exploitation ne peut pas être en même temps fraternelle et égalitaire. Pour un travailleur de sexe masculin, militer contre les salaires inférieurs des femmes est vital, car ces salaires peuvent servir de prétexte à baisser ceux de tout le monde. Il est aussi vital pour lui de militer contre le harcèlement des chefs envers les travailleuses : le petit chef qui se permet de harceler une salariée est le même qui sanctionnera son collègue masculin pour une broutille. Lutter contre les comportements machistes et racistes dans la classe ouvrière, c'est faire avancer le combat pour la conscience, c'est renforcer notre camp, cela fait partie du combat quotidien pour l'unité de la classe ouvrière.

Alors si des jeunes entrent en révolte contre cette société parce qu'elles et ils constatent qu'elle n'est pas capable de faire avancer les droits des femmes ni de faire reculer le racisme, c'est évidemment une bonne chose ; mais la seule perspective leur permettant de mener réellement ces combats, c'est de se tourner vers les idées communistes et vers la classe ouvrière, la seule qui peut jeter les bases d'une société réellement égalitaire en mettant fin à l'exploitation capitaliste.

3 mai 2021

[1] *Un féminisme décolonial*, La Fabrique, 2019.

[2] <https://nouveaupartanticapitaliste.org/actualite/strategie/lintersectionnalite-est-elle-soluble-dans-le-marxisme> (29 avril 2021).

[3] Voir, à titre d'exemple, le site féministe lespotiches.com, qui écrit : « *Le but est de développer un féminisme qui ne serve pas uniquement la cause des femmes blanches, cisgenre et hétérosexuelles appartenant aux classes moyennes ou supérieures* » et donne comme exemples de discriminations : « *des femmes noires qui cumulent racisme*

et sexism, les femmes musulmanes qui combinent islamophobie, sexism et souvent aussi racisme, ou encore les femmes transgenres qui vont subir un mélange de transphobie et de sexism ».

[4] Voir par exemple l'introduction du livre *Le genre du capital* de Céline Bessière et Sibylle Gollac, publié en 2020 : « *Notre travail s'inscrit ainsi dans une perspective intersectionnelle, qui articule, sans les hiérarchiser, plusieurs rapports de domination.* »

[5] www.gloriaforbusiness.com

[6] C'est ainsi que Rokhaya Diallo appelle à « renoncer au privilège blanc » en écrivant : « *Si les minorités sont discriminées c'est que les majoritaires bénéficient de leur discrimination : si une Arabe ou un-e Noir se voit refuser un appartement en raison de sa couleur de peau, c'est un Blanc qui l'obtiendra et ce quel que soit son degré d'engagement antiraciste. Renoncer à ces priviléges indus serait déjà un grand pas vers l'égalité* » (<http://www.slate.fr/story/146466/non-mixite-rokhaya-diallo>). Comme si le fait de renoncer à prendre un appartement allait changer quoi que ce soit au problème de fond : l'absence d'un nombre suffisant de logements !

[7] Louise Michel, *Mémoires*, chapitre XII, p. 136

(https://fr.wikisource.org/wiki/Mémoires_de_Louise_Michel).

[8] R. Luxemburg, « Suffrage féminin et lutte de classe », mai 1912

(<https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1912/05/suffrage.htm>)

ne s'appuie pas la lutte des classes.

Contribution sur les luttes féministes dans le monde

Flor (RP, Paris XIIe)

Les mobilisations de femmes se sont généralisées ces dernières années. Partout dans le monde, des nouvelles générations répondent à ce système en crise, qui n'offre aucun avenir. En plus, la crise économique renforce l'oppression des femmes, qui sont le maillon le plus faible de la classe ouvrière (et donc les premières à être licenciées ou à voir leurs salaires baisser), et qui voient la violence domestique augmenter énormément, tandis que les systèmes de protection (comme les foyers pour les victimes de violence) diminuent à cause de l'austérité.

Les luttes des femmes ont été au cœur du nouveau cycle mondial de rébellions, en Amérique latine, dans les pays arabes, et en Europe, où les femmes ont été à l'avant-garde. La nouvelle situation ouverte par ces rébellions a été l'opportunité pour de nombreux groupes de femmes de sortir de « l'invisibilité », de gagner avec leur combativité le respect des hommes. Des mécanismes pour protéger des femmes lors des manifestations ont été mis en place, comme des « brigades » contre le harcèlement sexuel, composées tant par des femmes que par des hommes. Les objectifs des luttes comprennent les différents aspects des oppressions que subissent les femmes, tout étant mis en rapport avec les différentes revendications démocratiques et populaires qui ont imprégné les mouvements de contestation de ces dernières années.

Pour revenir sur quelques exemples très récents et médiatisés :

Le groupe Pussy Riot, qui affronte les codes de la morale sexiste, bureaucratique et religieuse que défend le gouvernement du réactionnaire Poutine. Elles sont connues par la jeunesse partout dans le monde.

La lutte contre les viols en Inde, avec des manifestations massives et mixtes à New Delhi et d'autres villes. Malgré certains critiques, comme celle de Arundhati Roy, qui fait remarquer que ces manifestations défendaient une étudiante, et non les femmes pauvres, c'est clair que toute manifestation contre le viol profite à toutes les femmes. Dans une autre région de l'Inde des femmes se sont armées de bâtons de bambou et forment l'Armée Rose, le Gulabi Gang, qui combat les mariages d'enfants, et la violence des maris. Elles sont déjà 100.000 en 2011.

En Égypte, Tunisie et d'autres pays de culture islamique, les femmes et les LGTB se lèvent, se battent contre les partis islamistes qui cherchent à réduire les libertés. Elles participent dès l'origine aux révoltes arabes et luttent aussi pour leurs propres droits. En Égypte les femmes s'organisent contre le harcèlement et les agressions sexistes impulsés par le gouvernement islamiste pour les dissuader de participer aux manifestations. Elles s'arment et créent des services d'ordre.

Les campagnes contre les féminicides et contre la violence armée sont de plus en plus importantes au Mexique. Différents groupes se mobilisent comme "Broder contre la violence envers les femmes", elles s'installent dans les rues pour broder, en défiant les agresseurs, visibilisent les femmes. Les mobilisations contre le président de droite

Peña Nieto, qui ont été durement réprimées, ont vu les femmes à l'avant-garde.

Au Guatemala, se développe la lutte des femmes indiennes ixiles pour la condamnation de l'ex président Rios Montt¹, responsable d'innombrables viols et assassinats de femmes.

La mobilisation pour la dépénalisation de l'avortement en Argentine, au Venezuela, et pour une éducation au sujet de la sexualité pour les jeunes a aussi grandi. En Argentine, la lutte pour l'avortement légal a pris une ampleur historique ces derniers mois. Les cas d'adolescentes violées qui étaient obligées d'accoucher, sous la pression morale et judiciaire de l'Église, ont eu un fort impact sur l'opinion publique : la Cour Suprême de Justice a été obligée d'émettre un jugement qui permet l'avortement si la femme déclare qu'elle a été violée. Sur cette base, les avortements qui ont été réalisés, l'ont été grâce à la mobilisation des organisations féministes et du mouvement des femmes, contre la politique du gouvernement qui consistait à répondre sur le plan purement institutionnel à chaque attaque juridique de l'Église et de la droite. Une vraie loi d'avortement libre et gratuit, pas seulement restreint aux cas de viols, est aujourd'hui l'objectif d'un des combats centraux contre un gouvernement qui, malgré le fait qu'une femme est présidente, s'oppose à la légalisation de l'avortement, puisqu'il a été toujours contre les droits des femmes et allié avec l'Église catholique². Au Salvador, un cas de refus d'autorisation d'avorter pour une femme qui risquait sa vie, alors qu'en plus l'enfant n'avait pas de chance de survie, a provoqué des protestations qui se sont étendues jusqu'au Mexique.

Des manifestations comme la Gay Pride se généralisent dans les pays où la domination de l'Église est traditionnelle, accompagnées de la lutte pour le droit au mariage gay-lesbian dans les pays où il n'existe pas encore. Même lorsque ces lois ont été impulsées par les gouvernements, comme en Argentine, des mobilisations se sont poursuivies pour aller plus loin dans l'égalité des droits (foyers pour les victimes de violence homo-lesbophobe, des politiques réelles d'insertion dans l'emploi, etc.)

Il semble qu'apparaît au niveau international une nouvelle sensibilité à l'égard de l'oppression des femmes et des sexualités LGTB, sensibilité qui fait partie de la nouvelle étape, du nouveau cycle de révoltes et qui représente un refus généralisé des manifestations d'oppression, de domination patriarcale et de barbarie contre les femmes dans le cadre du capitalisme néolibéral.

Cette nouvelle sensibilité se montre par le fait que les mobilisations des femmes et des sexualités LGTB ont une importance croissante dans le mouvement d'ensemble des opprimés. C'est peut-être le développement du mouvement féministe le plus important depuis les années 1960-70. En plus, des couches de plus en plus larges de la population sympathisent avec le mouvement féministe et LGTB, et le soutiennent de manière active ou passive : les mobilisations pour le mariage pour tous, pour la légalisation de l'avortement, contre la violence faite aux femmes, montrent clairement que le soutien excède largement le milieu féministe et acti-

viste.

Les méthodes démocratiques d'organisation féministe récupèrent et développèrent la tradition démocratique de la classe ouvrière et des minorités comme les Noirs aux États-Unis. Dans la plupart des pays occidentaux, malgré la politique des États et partis réformistes de coopter des militantes féministes, à travers la création de ministères de la femme etc., des nouvelles générations de femmes se lèvent, pour continuer le combat autonome contre le capitalisme néolibéral et le patriarcat.

Tout en comprenant la spécificité des oppressions faites aux femmes, il faut développer une politique d'unité avec la

classe ouvrière, dans la perspective du renversement du système capitaliste. Les solutions dans le cadre du système capitaliste ne peuvent être qu'insuffisantes, limitées, et temporaires. Patriarcat et capitalisme sont profondément liés, et l'un ne peut être détruit sans détruire l'autre. Mais il faut savoir que l'oppression de genre n'est pas une oppression parmi d'autres. La combattre n'est pas d'emblée compris dans les revendications de classe fondamentales : il faut construire des organisations féministes qui soient à l'avant-garde de ce combat. L'émancipation des femmes sera l'œuvre des femmes elles-mêmes...

¹ : <http://www.rfi.fr/ameriques/20130511-guatemala-ex-dictateur-rios-montt-condamne-genocide-crimes-guerre>

² : http://www.socialismo-o-barbarie.org/revista_27/130222_revista_sob_27_04-genero.pdf

L'émancipation

Chloé (RP, Sorbonne), Delphine (Grenoble), Léa (RP, Nanterre), Anastasia (RP, Jussieu)

Nous souhaiterions revenir sur deux passages des versions 2 de la motion CNIF au Congrès.

Dans la fenêtre n°2 : le passage « une défense des femmes étrangères ou issues de l'immigration post-coloniale » pour désigner les femmes portant le voile.

Dans la fenêtre n°3 : le terme « système prostituateur ».

Ces deux passages tendent à présenter les femmes musulmanes voilées d'une part, et les prostituées d'autre part, comme des « Autres ». Le fait de se poser, en tant que rédactrices, comme hors du champ de ces thématiques, avec un rapport paternaliste à des femmes qui ne sont pas considérées comme réellement françaises, parce que musulmanes – le terme n'étant même pas employé alors que c'est bien l'enjeu de la discussion –, et avec un positionnement totalement extérieur à la question de la prostitution, tend à se prétendre au-delà de l'oppression.

Car considérer que des femmes voilées sont opprimées parce qu'elles portent le voile, de leur plein gré ou non, et que ne pas porter le voile est un signe d'émancipation ; que les cheveux découverts sont une marque d'émancipation, comme les Femen peuvent prétendre que les seins nus sont la preuve de l'émancipation et traiter les femmes qui ne les suivent pas d'« esclaves non conscientes de leur oppression » ; cela constitue un rapport de condescendance et de mépris, et surtout la marque d'un ethnocentrisme exacerbé.

Le fait de poser que les femmes non-voilées sont émancipées, que les talons hauts, les décolletés, et les cheveux au vent, sont l'apanage des femmes émancipées, c'est s'aveugler sur les déclinaisons du patriarcat. Non, le voile n'est pas *davantage* que les décolletés une marque du patriarcat.

C'est un port religieux, c'est aussi une tradition, un accessoire culturel. Exiger de quelqu'un qu'il ou elle renonce à quelque chose qui renvoie à sa culture parce que ce serait un signe d'oppression suppose qu'il existe des codes vestimentaires ne renvoyant à aucune oppression : ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle.

En revanche, dire que les codes vestimentaires d'une reli-

gion sont *particulièrement* oppressifs, ou n'ont pas leur place dans l'espace public, cela n'a rien à voir avec l'émancipation ; cela a à voir avec le fait qu'il serait insupportable, insoutenable, d'avoir des traces de cette religion dans l'espace public. Ceci, c'est de la persécution religieuse.

Certain-e-s affirment qu'il s'agit d'éviter le prosélytisme, pour permettre aux femmes qui ne portent pas le voile de ne pas le porter. Alors il faut aller au bout de la logique : interdire aux femmes victimes d'injonction sociale l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la sociabilité, en quoi est-ce féministe ? Peut-on vraiment prétendre que pour protéger des femmes – si tant est qu'il y en ait tant que ça – qui souhaitent ne pas porter le voile, et qui s'appuient sur son interdiction pour ne pas le porter, il faut l'interdire, alors que les femmes réellement contraintes de le porter (donc en réalité déjà plus opprimées) seront ainsi de fait exclues de tous les moyens de conquérir leur autonomie et de faire leur choix, est-ce une démarche féministe ?

S'appuyer sur un Etat et une police raciste pour réprimer des signes religieux d'une minorité déjà opprimée, ça n'a rien à voir avec l'émancipation des femmes. Si on voulait vraiment « émanciper » les femmes musulmanes, on leur donnerait les mêmes chances qu'à toutes, on ne les réprimerait pas. La logique à l'œuvre est que les femmes voilées sont soit des victimes (qu'il faut sauver des hommes musulmans), soit des complices (qu'il faut punir). Or il faut poser la question : en quoi le fait de cacher ses cheveux est-il une violence ? Techniquement, ça n'en est pas ; pas plus en tout cas que d'imposer aux femmes des codes de féminité autres, dans les sociétés de traditions chrétiennes.

Bien sûr il faut lutter contre l'idéologie sexiste et répressive des religions. Mais s'acharner ainsi sur la religion musulmane n'a pas tout à fait le même sens en France que sur la religion chrétienne. Il ne s'agit pas de dire que l'Islam est « LA religion DES opprimé-e-s ». Il s'agit de constater que l'Eglise catholique est toujours une force réactionnaire de masse en France, comme on l'a vu avec les « Manifs pour tous », alors que les rares institutions musulmanes, pour la plupart créées artificiellement par l'Etat français, n'ont pas

le même poids. Il s'agit aussi de constater que les chrétiens pratiquants en France sont issus majoritairement de la classe bourgeoise, alors que les musulmans pratiquants, du fait des politiques colonialistes et racistes de l'Etat français, sont issus majoritairement des milieux populaires. Il s'agit enfin, de constater que le rapport de l'Etat à la religion chrétienne relève au bas mot de la complaisance, alors qu'il stigmatise et discrimine les musulmanEs.

L'intégrisme musulman et le voile, ce n'est pas la même chose. La plupart des femmes portant le voile ne sont pas des intégristes, pas plus que leur entourage. C'est leur religion, c'est leur coutume. Ce n'est pas une violence, et ce n'est pas une menace. Poser l'équation voile=intégrisme=menace, c'est entrer dans une logique raciste du choc des civilisations ; c'est poser une logique injonctive d'émancipation, et c'est avoir une lecture ethnocentrique qui cadre mal avec notre projet internationaliste et féministe.

Désigner les femmes musulmanes voilées comme « étrangères ou issues de l'immigration post-coloniale » est une définition xénophobe. Il existe de nombreuses femmes musulmanes voilées qui sont françaises, qui sont nées ici. Ou alors faut-il considérer que tant que des personnes seront musulmanes, elles ne seront jamais réellement françaises ?

Pour ce qui est du système prostituateur, le fait de le définir ainsi montre une lecture limitée du phénomène de la prostitution. La marchandisation du corps des femmes est transversale à toute la société, les rapports marchandisés de sexe sont omniprésents dans les relations de couple hétérosexuel. Poser le terme de « système prostituateur » revient à se positionner en extériorité, comme s'il existait un « nous » fantasmé en dehors de ce système, les prostituées devenant des « elles », autres, victimes.

Or c'est précisément ce raisonnement qui revient à défendre

une logique répressive, en considérant qu'il serait possible de s'attaquer à un système autonome, détachable de notre société patriarcale et capitaliste. Puisque « nous » sommes en dehors de ce système, « nous » sommes émancipées, « nous » avons des rapports sains, démarchandisés, à la sexualité, « nous » avons un rapport *normal* au couple hétérosexuel, à nos partenaires.

Ceci amène à prétendre qu'il existe des hommes sains et des « clients », et que cette dernière catégorie doit être punie. Alors que la réalité est bien plus complexe, et que la logique de marchandisation du corps des femmes est si bien intégrée que pour la plupart des hommes, le fait de recourir ou non à des rapports marchandisés ne se pose que sur le degré d'explication du rapport : payer un cadeau et attendre un service sexuel est naturel pour de nombreux hommes, qui pourraient, ou non, recourir à des prostituées. De l'autre côté, la prostitution est bien plus courante chez les femmes que le décomptage de rue peut le laisser penser. Ce n'est pas une simple question de réseaux, de traite, d'immigration, ou de quelques escort de luxe. Il est extrêmement courant chez les femmes de céder face à des instances masculines par sentiment de devoir ou de dette suite à des cadeaux ou des aides financières – et en particulier au sein du couple hétérosexuel.

Ce qui est au cœur de nos désaccords, c'est donc bien la question de l'objectivité. Pour le voile comme pour la prostitution, il ne s'agit pas de prendre tout ce qui peut être dit par les premières concernées au pied de la lettre. Mais nous ne pouvons penser notre propre émancipation si nous sommes dans une logique de déni, et de projection de l'« Oppression » sur des Autres fantasmées.

Il faut nous méfier de la logique patriarcale qui voudrait que soient « objectives » des personnes qui ne sont pas concernées par une oppression : elle va à l'encontre de l'idée même d'autoémancipation.

Pour un féminisme inclusif

Anastasia (RP, Jussieu), Flor (RP, Paris XI^e), Solène (RP, Sciences Po) et Sylvain (RP, Cachan)

On ne peut pas prétendre défendre un féminisme universel. Le féminisme défendu par les organisations institutionnelles et les organisations qui sont hégémoniques dans le paysage féministe aujourd'hui est très largement un féminisme de femmes blanches, hétérosexuelles ou lesbiennes et cisgenres, qui s'adresse aux femmes blanches hétérosexuelles ou lesbiennes et cisgenres. De nombreuses minorités sont ainsi invisibilisées (trans, handicapées, bisexuelles) voirE rejetées (voilées, prostituées, etc.) Cette politique est suivie partiellement, voirE totalement par un certain nombre d'associations, comme le CNDF (Collectif National pour le Droit des Femmes).

Le système actuel est toujours patriarcal, mais ses défenseurs n'hésitent pas utiliser des prétextes issu de ce féminisme pour diviser les minorités : ainsi en est-il par exemple des arguments racistes du « choc des civilisations », qui tendraient à faire croire que l'égalité entre les sexes et le res-

pect des identités sexuelles seraient l'apanage d'un Occident « éclairé ».

Le NPA ne cherche pas qu'à détruire le capitalisme. Il cherche aussi à détruire tous les rapports de domination. Le patriarcat bien sûr, mais aussi ceux qui en découlent (homophobie, transphobie ...) ou pas (racisme, xénophobie...) Notre organisation se doit donc défendre un féminisme qui s'adresse à toutes les femmes. Pour cela, nous devons nous rappeler que tout discours est nécessairement situé, et que notre féminisme en est bien souvent marqué par un ethnocentrisme tout à fait problématique. Ainsi, il nous semble qu'il est primordial d'apprendre à tenir compte de la parole des premières concernées d'une oppression spécifique. Non pas parce que leur parole devrait s'en trouver sacré, mais parce que continuons de penser que l'émancipation des opprimé.e.s sera l'œuvre des opprimé.e.s elles et eux-mêmes, et non pas celle d'une avant-garde autodécla-

rée plus « émancipée » et donc plus éclairée.

Pour cela il est important que l'on soit en mesure de les accueillir en notre sein lorsqu'elles partagent nos idées, et notre envie de détruire ce système, capitaliste, raciste, hétérosexiste... Malheureusement, à l'heure actuelle, il est probable qu'une partie de notre discours empêche certaines personnes, partageant notre envie de changement radical de la société, de nous rejoindre, de par notre imposition d'une vision du féminisme qui ne tient pas assez compte d'elles et de leurs luttes, voire qui les rejette (notamment : les prostituées, les femmes voilées). Il est temps non seulement

d'adopter un discours féministe et des pratiques incluantes, mais aussi de retrouver notre place aux côtés de toutes celles qui luttent, que ce soit contre l'islamophobie et pour le droit d'être traitées comme les autres femmes en ce qui concerne les femmes portant le foulard, pour l'accès à des droits sociaux et pour le droit à l'autodétermination en ce qui concerne les prostituées, pour le refus de la psychiatrisation et le droit à déterminer soi-même son genre et sa vie en ce qui concerne les personnes trans, etc.

Féministes et anticapitalistes : tenir les 2 bouts

Claude et Emma (Toulouse)

Ce n'a jamais été aisé d'articuler combat féministe et combat anticapitaliste, et imposer un courant lutte de classes dans le mouvement féministe de même qu'imposer le féminisme dans le mouvement social n'est jamais allé de soi ; cela l'est d'autant moins aujourd'hui où l'un comme l'autre sont en recul. Dans la crise globale que nous vivons économique, sociale, écologique, mais aussi où les repères idéologiques sont battus en brèche, il est important de penser et de comprendre comment le capitalisme utilise sous de nouvelles formes l'oppression de genre pour maintenir sa domination

Pour prendre un exemple, nous sommes à un moment de l'histoire où la globalisation capitaliste déplace de la périphérie (pays du Sud et de l'Est depuis l'effondrement de l'URSS) vers le « centre » de façon encore jamais égalée une main d'œuvre féminine (51% des migrants sont des femmes) surexploitée, souvent sans droits parce que sans papiers pour remplir des tâches domestiques et de soin et... de prostitution.

Cette nouvelle donne nous oblige à repenser l'articulation entre féminisme et anticapitalisme, et en particulier à bien comprendre les interrelations entre oppressions de genre, de classe et de « race » ; ceci suppose de bien identifier les nouveaux « visages » de l'offensive capitaliste contre les droits des femmes ; les plus importants sont d'une part la marchandisation sans précédent du corps des femmes et d'autre part l'offensive réactionnaire menée par les intégrismes religieux contre les droits des femmes ;

Or, c'est sur ces 2 points que portent les divergences qui traversent le mouvement féministe se retrouvent dans l'organisation. Ceci a donné lieu à des fenêtres dans la résolution féministe du congrès, sans que les enjeux apparaissent clairement pour l'ensemble de l'orga.

Pour tenter d'éclairer les points de divergence

Sur la prostitution : Rappelons d'abord que depuis le début de la crise le phénomène s'aggrave et le nombre de personnes concernées explose. Au niveau mondial depuis les années 90 : 20 millions de personnes concernées, 75% ont entre 13 et 25 ans, entre 90 et 95% dépendent de proxénètes. En France 91% sont d'origine étrangère.

Cette « explosion », on en connaît les causes : mondialisation et libéralisation des échanges, crise économique, plans

d'austérité etc ont un impact très fort sur l'aggravation des inégalités et de la pauvreté dont les femmes sont les principales victimes. Par ailleurs la déréglementation financière permet aux transients de blanchir l'argent via les paradis fiscaux ; l'action criminelle des réseaux de traite comporte peu de risques pour des gains énormes d'autant que le réglementarisme en vigueur dans plusieurs pays européens a aboli le délit de proxénétisme ! Cette situation a donc permis que s'instaure un véritable lobby pro-prostitution, dont la 1ERE cible a été le BIT (bureau inter du travail) afin de faire reconnaître le « travail du sexe ». Ce lobby met en avant un concept : la prostitution forcée (condamnable) pour la distinguer d'une prostitution « libre ». En France STRASS est représentatif de ce courant visant à faire reconnaître la prostitution comme un travail. Si l'on suit le raisonnement jusqu'au bout jusqu'où irons nous dans la logique : quelle filière éducative de formation ? à partir de quel âge ? inscription et sous quelle rubrique à pôle emploi ? Ceci n'est pas de la science-fiction puisque dans les pays réglementaristes, des tentatives ont eu lieu en ce sens

Or l'acte prostitutionnel ne met pas en jeu la vente de la force de travail mais l'accès au corps et au sexe d'une personne par une autre, moyennant finances ; il contribue à la marchandisation du corps humain ; il nie la violence inhérente qui préside à cet « échange » : mettre le corps des femmes (et de quelques hommes) à la disposition de la sexualité des hommes, seule reconnue comme existante. En ce sens la prostitution ne concerne pas que les prostituées mais toutes les femmes.

Si le constat est unanimement partagé, alors il ne peut y avoir qu'une seule position possible : défendre la nécessité de l'abolition de la prostitution, non pas pour les lendemains qui chanteront dans la société socialiste, mais comme un combat pour aujourd'hui ; parce que soustraire la sexualité aux échanges marchands et aux violences qui les accompagnent, permettre que la sexualité de chacunE se fasse dans le respect du désir des unEs et des autres, est bien le moins que l'on puisse attendre de celles et ceux qui luttent pour l'émancipation humaine.

Alors où est le débat ? Pour certains il s'agirait de défendre la parole des prostituéEs, le "choix" de la prostitution libre (et non faussée sans doute), d'être à leur côté ; Mais pour cela point n'est besoin de défendre le système prostitutionnel : les droits humains de toute personne peuvent être dé-

fendus sans pour autant faire de la prostitution un métier.

Entendre la parole des prostituéEs: de qui se moque-t-on quand pour 90% d'entre elles c'est le silence imposé par les réseaux ? Comment parler de choix, quand l'âge d'entrée dans la prostitution est à 15 ans (en moyenne), que les femmes issues de milieux défavorisés et des minorités ethniques y sont sur représentées ; quand l'immense majorité indique vouloir si on lui offre la possibilité sortir de la prostitution !

Certes une personne peut consentir à vendre son corps. Le ferait elle si d'autres solutions s'offraient ? Le « consentement » mis en avant par le lobby pro-prostitution n'est ni l'expression d'un désir ou d'un quelconque idéal; de même que c'était l'existence de l'esclavage qui était LE problème et non le consentement des esclaves ,de même c'est le système prostitutionnel et non le consentement d'une minorité de prostituéEs que nous combattons.

Ne tombons pas dans ce nouveau piège du capitalisme, celui du soi disant libre choix ; pour défendre les plus opprimées, les plus humiliées d'entre les femmes point n'est besoin de s'allier avec celles et ceux qui comme STRASS défendent (à leur insu ou de leur plein gré, en se servant de la complaisance des médias) en dernière instance les desseins bien compris du capitalisme ; ce serait faire preuve de naïveté ou d'aveuglement que de ne pas identifier que c'est sur ce terrain à la fois idéologique et matériel que passe aujourd'hui la réorganisation capitaliste sur le corps des femmes

La 2ème fenêtre : quelles articulations genre, classe, « race » ? là encore le débat n'apparaît pas évident, d'autant qu'il est plus complexe. Il est à résituer dans un débat plus général sur la place des religions, de la laïcité ,du rôle de l'état, de l'analyse de l'immigration post coloniale et de sa place dans la société etc, toujours dans le contexte général où la force propulsive du socialisme n'est pas évidente comme solution à la crise ! et là encore dans un contexte international où l'impérialisme a fait de la théorie du choc des civilisations la grille de lecture pour maintenir sa domination, désignant par là même le nouvel ennemi : l'islam et un bouc émissaire commode en tant de crise comme « ennemi intérieur »: le musulman. Ceci trace du même coup une vision de la nation (eux et nous) gommant les appartenances de classe, en défense d'une république assiégiée, mise en péril par...les femmes voilées! Cette rhétorique n'est hélas pas l'apanage de l'extrême droite et de la droite mais fait de plus en plus de ravages à gauche et jusque dans la gauche de gauche et peut être même dans nos rangs (voir les réticences sur l'utilisation du terme d'islamophobie).

Le rapport du marxisme et de la religion ne sera pas traité ici, pas plus que l'historique de la laïcité ; mais plutôt ce qui a fait débat (violent dans le mouvement féministe et ça s'arrange pas) essayons qu'il soit plus serein entre nous .

Ce qui fait accord entre nous est bien sur l'analyse que les institutions religieuses se situent du côté de l'ordre établi et contre les droits des femmes ; l'accord parfait de TOUTES les instances religieuses contre le mariage pour tous vient de le remettre en mémoire de façon éclatante ; ce qui peut faire débat : le concept d'islamophobie, la définition de la laïcité, le concept d'oppressions croisées.

Aujourd'hui en France le racisme en partie lié à l'héritage colonial se camoufle derrière la lutte contre le combat contre l'islam; certainEs parmi nous rejettent le terme islamophobie arguant que c'est de racisme qu'il est question et que point n'est besoin de ce terme ; c'est pourtant pour leur appartenance réelle ou supposée à la religion musulmane que sont stigmatisées les populations issues de l'immigration post coloniale ; ce sont bien des mosquées qui sont profanées, ce sont bien des femmes qui parce qu'elles portent un foulard sont discriminées à l'école, dans la rue et au travail; les actes islamophobes sont en constante augmentation, en plus du racisme quotidien : ça se cumule et ça s'accumule ! Et bien sur parmi les musulmans, ce sont les musulmanes qui sont les cibles privilégiées puisqu'elles portent pour certaines d'entre elles LE stigmate !

Le concept de laïcité : on assiste à un véritable dévoiement de ce concept ; la loi de 1905 est totalement remise en question et est là encore utilisée contre les musulmanEs ; elle organise ce que nous défendons la séparation de l'état et des religions mais aussi et c'est tout aussi important la reconnaissance de la liberté de conscience et de culte ; les lois successives depuis 2004 représentent ni plus ni moins que des attaques contre ce double aspect de la loi de 1905. Elle repose sur une interprétation très particulière de la séparation entre espace public (neutre) et privé (lieu d'exercice de la religion) ; si l'exercice du culte n'est que privé autant dire qu'il devient clandestin, retour aux catacombes en quelque sorte ! mais bien sur cela ne concerne ni l'Alsace Lorraine, ni le parti chrétien-démocrate de C. Boutin, ni la CFTC, mais là encore l'Islam; et là encore les principales victimes sont les femmes. C'est pourquoi d'ailleurs qu'aborder cette question sur la portée symbolique du port du foulard a été un véritable piège ; parce que depuis 2004 les lois discriminatoires se sont succédées dans une surenchère permanente, à chaque aggravation de la crise (comme par hasard), de l'école à la rue et de plus en plus dans l'emploi; avec les conséquences inévitables : tenter de renvoyer les femmes musulmanes portant foulard à l'espace traditionnel, celui où elles sont invisibles leur foyer : ceci se double d'une discrimination de classe, car ce sont les emplois qualifiés et « protégés » qui sont visés (recherche, métiers de l'éducation); sans papières (de préférence) et pour s'occuper du ménage, des personnes dépendantes pas de problème, on fermera les yeux !

Le concept d'oppressions croisées : il est utile pour rendre compte de la multiplicité des oppressions et de leur combinaison dont sont victimes les femmes en raison de leur classe, genre, de leur appartenance à une minorité ethnique et/ou à une religion minoritaire; il permet d'analyser comment elles ont tendance à se cumuler, en tentant de prendre en compte sans les hiérarchiser tous ces aspects. Mais pour cela il faut éviter 2 écueils : dissoudre dans un féminisme universaliste abstrait les divers aspects de l'oppression ou au contraire hiérarchiser les oppressions, faisant par ex de l'oppression de « race », l'aspect prioritaire, ce qui implique une vision séparatiste du combat (dans lequel tombe le PIR par ex).

POUR NOUS FEMINISTES ET ANTICAPITALISTES, une seule boussole : l'égalité des droits, de **TOUS LES DROITS** pour **TOUTES**.

C'est le seul critère qui doit nous permettre de ne pas perdre

le Nord dans nos prises de position ; c'est aussi ce qui déterminera nos alliances dans le mouvement féministe et qui les rendra du coup à géométrie variable.(selon le thème abordé par exemple)

Dans notre combat universel pour l'émancipation des femmes, la défense de TOUS leurs droits ne souffre d'aucune exception ; aux côtés des femmes tunisiennes, égyptiennes etc quand leurs droits sont attaqués au nom de la religion, aux côtés du droit à l'éducation, à l'emploi, des femmes discriminées en raison de leur interprétation de leur religion (port du foulard ou voile).

Si le féminisme est pluriel et prend des formes différentes selon les temps et les lieux, la racine du combat féministe est unique: c'est le combat jamais acquis pour l'égalité des droits, contre l'oppression patriarcale et capitaliste.

Aussi le débat sur le féminisme n'est pas secondaire. Il est même au coeur de l'analyse que nous devons faire des méfaits du capitalisme. Mais dans un mouvement féministe divisé et dont les lignes de fracture recouvrent les débats plus généraux, avoir comme boussole l'égalité des droits, de tous les droits de toutes les femmes devrait nous permettre de nous situer dans la tourmente ; à condition d'être ferme sur nos principes et nos alliances; avec le souci permanent dans l'unification de notre camp social de prendre en compte le point de vue des plus opprimées: les femmes.

Féminisme et hétérocentrisme

Chloé (RP, Sorbonne), Elsa (RP, Paris 8-St Denis), Léa (RP, Nanterre)

Suite à une réunion non-mixte lesbienne et bisexuelle de région parisienne, nous souhaiterions attirer l'attention des camarades, notamment des camarades investies dans le travail féministe, sur la question de l'hétérocentrisme.

L'hétérocentrisme consiste à poser l'hétérosexualité comme la norme, le « par défaut », la moyenne et la majorité, en invisibilisant et en taïsant l'existence d'autres sexualités. Concrètement, cela prend la forme de raisonnements et de remarques fondées sur l'hétérosexualité supposée de l'interlocutrice, la mise en avant de problématiques hétéros, ou le renvoi des questions lesbiennes aux cadres LGBTI.

Ainsi, dans des réunions féministes d'élaboration et de travail, les articles, les formations, la discussion sur « la famille » est toujours comprise comme famille hétérosexuelle. La sexualité est présentée comme nécessairement hétérosexuelle. Les thématiques spécifiques aux femmes hétéros, comme la question des violences conjugales et le partage

des tâches – c'est-à-dire ce qui relève de l'appropriation individuelle – ou encore l'IVG et la contraception, constitue la quasi-totalité des sujets traités.

Ceci a pour conséquence pour les camarades lesbiennes et bisexuelles l'impression d'être mises de côté, renvoyées aux cadres LGBTI, où, pourtant, les thématiques gays sont tout aussi prévalentes (même si la PMA a permis de mettre un peu en avant les lesbiennes). C'est supposer que le lesbianisme relève de l'homosexualité, à ranger avec les gays donc, et non du féminisme. Pourtant, la lesbophobie est avant tout une conséquence du patriarcat.

Avec la multiplication des violences, notamment lesbophobes, de ces derniers mois, nous voulons alerter sur l'importance pour les lesbiennes et les bisexuelles de pouvoir s'appuyer sur une véritable solidarité féminine et féministe, et d'être pleinement prises en compte dans les luttes pour l'émancipation des femmes.

La transphobie dans les milieux féministes

Anastasia (RP, Jussieu)

Cette contribution est un peu particulière, en effet, je l'écris en tant que première concernée (je suis trans MtF). Elle commencera par un témoignage, mais restera politique et fera même des propositions concrètes. Notez qu'en conséquence, à part au dernier paragraphe, le « nous » désigne ici les trans MtF.

Pourquoi cette contribution

En tant que militante, j'ai eu de (trop) nombreuses occasions de lire des textes de féministes transphobes, et j'ai été particulièrement affectée par la violence assez extrême de ces

écrits. D'autant plus que les positions de ces féministes sur d'autres questions n'étaient pas si éloignées de celles tenues par un certain nombre de militant-e-s du NPA. Le résultat était que j'avais peur. Peur d'avoir affaire à ces féministes, même au sein du NPA. Bien que jusqu'à maintenant, en dehors de quelques maladresses de camarades, je n'ai pas été confrontée à de la transphobie au sein du NPA, la peur continue de se manifester, notamment lors de nouveaux cadres féministes (y compris à la CNIF). Et en l'absence de cadre où je peux exprimer cette peur³, j'ai dû la garder pour moi. En écrivant cette contribution, j'espère que les camarades

comprendront le problème de la transphobie dans le milieu féministe.

La transidentité interroge profondément la question du genre. Et l'identité du genre n'ayant rien à voir avec l'orientation sexuelle, la transidentité devrait être du ressort du féminisme, plus qu'associée aux luttes des LGB. Et si ça n'a pas été le cas, ce n'est pas uniquement pour des raisons historiques, mais aussi parce qu'un nombre non négligeable d'associations féministes (pas toutes, heureusement) rejettent les trans et se montrent ouvertement transphobes.

La nature de la transphobie « féministe »

La transphobie peut prendre diverses formes, de la plus ouverte avec des déclarations trashs, aux plus insinuantes, mais nous rejetant dans tous les cas. Dans les faits, cette transphobie est, pour la plupart dirigée vers les trans MtF. Je vais donc, pour le moment, ne parler que de ces attaques. Les féministes faisant preuve d'une transphobie ouverte, en plus de rejeter en bloc notre identité, nous accusent généralement de venir infiltrer les rangs des femmes pour « mieux les dominer ». Elles considèrent qu'on porte les signes de dominations (talons, jupes, ...) pour mieux les imposer aux femmes. Les plus radicales considèrent même que les trans sont des « hommes engagés dans une conspiration destinée à créer des femmes artificielles dont le but est de satisfaire les fantasmes sexuels des hommes » (sic ! Et c'est une académicienne « féministe », Janice Raymond, qui écrit ces propos).

Mais la transphobie peut prendre aussi des formes plus insinuantes, moins ouvertes. Mais elle continue de nous considérer comme des hommes, qui veulent devenir des femmes, mais qui restent des hommes qu'ils le veulent ou non (bien sûr, elles ne le disent jamais comme ça et elles contesteront toute accusation de transphobie.)

Ce n'est pas parce qu'elles n'en parlent que rarement qu'elles ne détestent pas moins les trans FtM. Elles les considèrent comme « des femmes qui se haïssent soi-même au point de rejeter le fait qu'elle sont des femmes » et faire comprendre que ce sont des « traîtresses » à la cause féministe qui développent une misogynie extrême⁴. D'ailleurs elles les considèrent comme ultra minoritaires, vu que d'après elles, ils ne seraient moins de 20 % de la totalité des trans, alors qu'en fait les (rares) études sérieuses montreraient qu'au contraire les FtM sont plus nombreux que les MtF, bien que moins visibles (car une « femme » habillée en « homme » passe presque inaperçue en comparaison des « hommes » habillés en « femme ».) Ne parlons même pas des trans Mt*/Ft*, c'est une notion qui doit leur être étrangère.

Une autre manière, qui peut être exprimée sans rejet direct, consiste à nous exclure de fait. Notamment dans le cadre de campagnes orientées vers certaines parties du corps (comme le clitoris, l'utérus, voir le vagin pour un certain nombre d'entre nous). Et le fait de refuser des alternatives pour les trans nous exclut de fait, surtout quand la campagne revêt un aspect symbolique (comme la campagne « Osez le clito » d'OLF).

L'essentialisme, un poison pour le féminisme

Quelque soit son degré, toute cette transphobie a une même racine : l'essentialisme. Cette doctrine consistant à croire que les femmes sont définies par un vagin, un utérus, des règles et les gènes ... ; que les hommes sont définis par un pénis, des testicules, une virilité et les gènes XY ; et qu'on est homme ou femme par nature. Cette croyance nie totalement l'aspect social du genre, et réfute totalement la fameuse citation de Simone De Beauvoir « On ne naît pas femme, on le devient »⁵. Cet essentialisme est un véritable poison pour le féminisme, car en plus de « justifier » la transphobie, il fait le jeu du patriarcat en justifiant la différence de traitement entre les hommes et les femmes, et donc automatiquement, l'oppression des femmes. Bien évidemment, si notre seule existence ne suffit pas à convaincre de l'absurdité de l'essentialisme, alors les intersexué-e-s le font, en montrant que les définitions d'homme et de femme sont culturelles, et qu'il ne peut avoir de définition absolue de ce qu'est un homme ou une femme.

Réponses à quelques idées reçus (et transphobes)

Voici quelques arguments utilisés par ces féministes pour « justifier » leur transphobie, suivis d'une contre-argumentation.

« Les trans MtF ont reçu une éducation masculine et ont donc reçu une éducation de dominant »

Cette vision est simpliste et réductrice. Elle ne tient pas compte de la nature de l'éducation. Si effectivement une partie de l'éducation est effectuée par les parents, éducateur-e-s, professeurs et est une éducation de garçon, il ne faut pas oublier la part provenant des médias (la télévision, les publicités, les livres, etc.) et qui n'est pas capable de faire la distinction entre un homme et une femme. Pour pouvoir fonctionner, elle utilise des mécanismes d'identification (i.e. : une publicité destinée aux femmes va utiliser des codes de telle manière à ce que les femmes vont s'identifier à cette pub). En conséquence, une trans qui s'identifie à une femme (MtF) sera plus affectée par les publicités destinées aux femmes qu'à celles destinées aux hommes. Par ailleurs, si des trans (pas forcément toutes) portent des talons (c'est un exemple, ça peut aussi marcher avec les jupes, robes, etc...) leur éducation y est très certainement pour quelque chose, compte tenu de l'aspect culturel des talons et que la volonté d'en porter n'est pas innée.

« Justement « ils » sont entre deux, « ils » ne sont donc pas opprimés »

Cette argumentation vise à nier l'oppression subie par les trans en tant que femmes. Pourtant elle existe. Mettons de côté l'oppression spécifique aux trans. Admettons que ladite trans arrive à « passer » (c'est-à-dire : apparaître comme étant une femme), qu'est-ce qui empêcherait cette trans de subir les oppressions directes de la part des hommes ? Par ailleurs, si l'oppression subie avant de sortir du placard est bien évidemment moins forte, elle n'est pas totalement inexisteante bien qu'indirecte. Mais je n'ai pas la place de développer.

« Les hommes, même devenus femmes, prennent la parole à leur place. »

Cette argumentation est probablement la plus essentialisante car elle refuse clairement de nous voir comme des femmes et nous accuse de « voler la parole » des femmes cisgenres pour pouvoir nous maintenir dans le silence⁶. Pour affiner leurs arguments, elles prétendent qu'on a la complicité des médias. Pourtant, il est beaucoup plus rare qu'on parle des trans que des féministes dans les médias.

Par ailleurs, si on avait les médias de notre côté, et qu'on avait la possibilité de s'exprimer « au détriment des cisgenres », comment cela se fait-il qu'il y a encore autant de gens qui pense, quand ils me voient habillée en femme, que je suis « simplement homosexuel » (y compris chez les militant-e-s !)

« Les "transexuels MtF" sont des masculinistes »

Cette phrase, très courante chez les « féministes » transphobes, et particulièrement insultante à notre égard, et totalement absurde. Les masculinistes qui « défendent les droits des hommes qui sont peu à peu retirés par les femmes » défendent un « idéal masculin » et considèrent la féminisation de l'homme comme un fléau qui est provoqué par les féministes. Et inutile de dire que derrière ils font preuve d'encore plus de violence à notre égard qu'à l'égard des femmes.

³ :Une AG non-mixte n'en est pas un, car je me retrouve entourée de cigenres, bien qu'y être acceptée en tant que femme est quelque chose que j'ai pris très positivement

⁴ : Si on fait le parallèle avec les trans MtF, il faudrait en déduire que nous sommes misandres. Pourtant vous êtes pas prêt-e-s de voir une telle « féministe » le défendre, vu qu'elles nous considèrent au contraire comme des masculinistes

⁵ : Cependant certaines « féministes » transphobes n'hésitent pas à utiliser la citation indûment pour justifier leur transphobie.

⁶ : Pour les raisons rapidement données plus haut, il faut voir la parole des cisgenres et transgenres comme complémentaires

Nous qui trahissons leur « cause » en devenant des femmes. Et quand ces féministes nous accusent d'utiliser les méthodes masculinistes, elles font preuve d'une très grande hypocrisie, car c'est plus souvent elles qui font preuve d'intimidation, de censure, etc.

Comment le NPA devrait se positionner

Le NPA devrait mieux associer la transidentité au féminisme. Cela signifie d'intégrer une dimension féminisme aux questions trans. Mais aussi, de tenir compte de la transidentité dans ses revendications féministes. Et pour cela considérer que bien que la majorité des femmes sont cisgenres, toutes ne le sont pas. Par exemple, prendre garde ne pas réduire la femme à des organes comme le clitoris. D'une part, parce que cela exclut de fait les trans (ainsi que les intersexuées). Mais aussi parce que cela fait le jeu du patriarcat en occultant l'aspect social de la femme qui est pourtant la base de l'oppression. Notez que cela ne signifie pas pour autant qu'on ne peut pas parler du clitoris ou autre, mais qu'être une femme ça ne se résume pas à ça. Par ailleurs, quand cela est possible, on devrait aussi articuler les revendications trans aux autres revendications féministes.

Gestation Pour Autrui

Texte sur la GPA

Pauline (66), Anne (66), Marc (66)

1. Qu'est-ce que la GPA ?

La GPA est la pratique par laquelle une femme, la « mère porteuse », porte un enfant à la demande d'une autre personne ou d'un couple et lui donne ensuite tous ses droits et devoirs parentaux.

Différence avec la PMA (pas d'instrumentalisation du corps de la femme) :

Dans le débat actuel sur l'égalité des droits, GPA et PMA (Procréation Médicalement Assistée) sont mises sur le même plan. Or, dans le cadre d'une PMA, il n'y a pas d'instrumentalisation du corps de la femme : la femme qui porte l'enfant a un désir d'enfant !

La GPA permet à l'un des deux futurs « parents », ou au deux, de transmettre ses gènes à l'enfant. Mais ce primat du génétique sur la famille n'est-il pas un recul sociétal et une régression sur les valeurs humanistes ? Faciliter l'adoption

pour des milliers d'enfants orphelins ou abandonnés ne serait-il pas plus humain, plus altruiste, plus solidaire ?

2. La marchandisation du corps des femmes

En tant qu'anticapitalistes nous sommes opposés à toute forme d'exploitation y compris dans le cadre du travail salarié. Mais on ne peut pas mettre sur le même plan, les répercussions physiques liées à l'exploitation et l'exploitation du corps dans ce qu'il a de plus intime. C'est une idée typiquement capitaliste de chercher à réduire toutes les capacités de production humaine à des marchandises, même ce qui a une dimension psychologique, affective et physique forte.

Ainsi, le désir légitime des couples stériles d'avoir un enfant a débouché sur un véritable marché à l'échelle mondiale. Dans le cadre de ce marché, la pratique rémunérée de la GPA ne constitue pas une dérive : elle est inévitable. Ce n'est pas un hasard si les partisans d'une GPA encadrée¹ n'ont pas d'exemple probant de pays qui pourrait servir de

référence en la matière. Il faudrait rester aveugle au développement d'un marché procréatif mondial - sur lequel les gamètes et les ventres s'échangent, pour le plus grand profit de cliniques et d'instituts spécialisés - (exemple des adoptions en Amérique du Sud, cliniques privées, entreprises intermédiaires entre parentes d'intention et mères porteuses, aux États-Unis notamment) pour oser encore rattacher la mise à disposition du corps des femmes à un échange "altruiste".

Comme il y a un marché, il y a forcément une incitation à répondre à la demande pour les plus démunies. Conséquence : nouvelle forme d'exploitation et de servitude, y compris de « servitude volontaire ». Le seul moyen pour que la GPA ne soit pas une forme d'exploitation / aliénation serait qu'elle soit véritablement gratuite. Or...

3. La GPA gratuite est-elle possible ?

Dans la plupart des pays où la GPA est légale (sauf Russie), aucune rémunération n'est admise. Mais dans les faits, le bénévolat n'existe pas : la GPA est toujours rémunérée sous forme de dédommagements : frais médicaux, arrêt de travail... Ces dédommagements masquent une véritable rémunération qui dépasse les frais engagés par la mère porteuse.

La GPA relève d'un rapport de classes sociales : toutes les études montrent que la mère porteuse est presque toujours d'un milieu social inférieur à celle des parents d'intention.

Comment cela pourrait-il être gratuit ? Qu'une femme mette gratuitement ses organes et neuf mois de sa vie à disposition d'autrui sans contrepartie financière n'est imaginable que dans des cas tout à fait exceptionnels tels que le don d'organe entre vivants qui s'effectue entre proches et surtout pour sauver une vie. Or même les partisans de la GPA admettent qu'elle ne doit pas se pratiquer entre proches, pour des raisons psychologiques évidentes. Par exemple, les auteurs de l'article déjà cité « *Gestation pour autrui : un cadre contre les dérives* » écrivent que « la gestation pour autrui ne sera une authentique pratique altruiste que si elle est encadrée. (...) »

Nous ne proposons pas de permettre à une mère de porter un enfant pour un de ses descendants. »

4. Par ailleurs, quels sont les risques pour la « mère porteuse » ?

- Des risques de complications : grossesse multiple, grossesse extra-utérine, poussée hypertensive, césarienne, hémorragie de la délivrance...

- N'y a-t-il pas également des risques psychologiques à porter un enfant pendant neuf mois pour devoir s'en séparer à la naissance ?

De plus, qui prend les décisions concernant l'arrêt ou la continuation de la grossesse (en cas de malformations, de trisomie, ...) ? La mère porteuse ? Les futurs « parents » ? Dans les deux cas, la situation pose problème : une mère porteuse obligée de poursuivre une grossesse à risque jusqu'au bout ou au contraire contrainte d'avorter ? Des futurs parents dépossédés du choix concernant l'enfant qu'ils vont éléver ? Par exemple, peut-on imposer aux parents d'adoption d'avoir un enfant trisomique si la mère porteuse ne veut pas avorter, alors que nous reconnaissons le droit à l'avortement pour ce genre de raison ? Du fait de cette complexité, la législation en la matière dans les pays autorisant la GPA est variable (exemples...). Et les procès dans les deux situations se multiplient...

5. Le problème des enfants nés d'une GPA

La situation des enfants nés à l'étranger d'une GPA pose problème. Il est évident que personne ne peut se satisfaire du fait que des enfants soient considérés comme apatrides : pour le pays de naissance, ils sont de parents étrangers ; en France, la question de leur filiation pose problème puisque la GPA est interdite. Or, c'est justement le problème, une reconnaissance de la GPA « après coup » signifierait une autorisation pour celles et ceux qui ont les moyens financiers d'aller – à grands frais – faire une GPA à l'étranger. Si nous n'acceptons pas la marchandisation des femmes dans notre pays, comment l'accepterions-nous pour des femmes d'un autre pays ?

Il faut donc que ces enfants accèdent à la nationalité française sans que cela constitue une légitimation de la GPA. Une procédure d'adoption par les « parents d'intention » peut être une solution qui le permettrait.

¹ : Voir par exemple l'article « *Gestation pour autrui : un cadre contre les dérives* » :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/12/13/gestation-pour-autrui-un-cadre-contre-lesderives_1451958_3232.html

Réponse sur la GPA

Chloé (RP, Sorbonne), Delphine (Grenoble), Léa (RP, Nanterre), Alice (Grenoble)

Les camarades de Perpignan ont rédigé une contribution sur la GPA pour le bulletin de discussion féministe. Bien qu'il y ait évidemment des points d'accord, il semble important de réagir sur certains passages.

Tout d'abord, sur la dimension d'exploitation de classe que peut constituer la GPA. Elle est effectivement évidente, et particulièrement dans les rapports Nord/Sud. Le commerce des ventres s'apparente alors à n'importe quelle forme de trafic d'êtres humains. Il n'est pas possible de soutenir un tel fonctionnement.

Cependant, il est impossible également de réduire la GPA à ces pratiques, pas plus que l'adoption ne saurait être interdite à cause des dérives de l'adoption internationale.

Si un jour la GPA est autorisée en France, il faudra bien sûr qu'elle soit très réglementée, mise à l'essai avant d'être généralisée, avec toutes les précautions dont elle a besoin.

Ainsi, la GPA altruiste, sur le modèle des dons d'organes entre vivants, entre proches, sans rémunération, ne représente pas du tout la même logique.

Or face à cette alternative, les camarades développent une

série d'affirmations qui sonnent pour nous comme autant d'injonctions au rapport au corps.

La proposition par exemple que les parents puissent « adopter » leur propre bébé – car il s'agit bien de leurs gamètes – ne semble poser aucun problème moral. Par contre, la mère porteuse, qui n'a aucun lien de parenté avec l'embryon qu'elle accueille, semble devoir s'y attacher irrépressiblement. Cette logique est exactement celle défendue par les opposants à l'avortement ou à l'accouchement sous X, qui mettent en avant l'aspect essentiellement traumatique pour les femmes (« N'y a-t-il pas également des risques psychologiques à porter un enfant pendant neuf mois pour devoir s'en séparer à la naissance ? »).

Ce type de discours vaudrait par ailleurs également contre les dons d'ovocytes ou de sperme, dans la mesure où il est impossible de savoir ce qu'ils deviendront, si des enfants en naîtront qu'on ne connaît pas, etc.

De la même façon, affirmer que les gens ne pourraient pas porter d'embryons de leurs proches « pour des raisons psychologiques évidentes » est trop péremptoire. Ces raisons sont-elles si évidentes ? N'y a-t-il pas là une vision normative du rapport à la gestation ? Entre proches – sœurs, cousines – est-il si impensable de se rendre ce type de « service », de s'aider ? Car ce qui découle de l'interdiction de la GPA, même altruiste, même entre proches (sur le modèle par exemple des dons d'organes), c'est bien l'interdiction pour des femmes de s'entraider sur ce plan.

Les exemples donnés ne tiennent pas : une grossesse à risque pourrait être traitée de la même façon dans le cas de la GPA que dans n'importe quelle grossesse, à savoir que

c'est la femme enceinte qui est prioritaire. Il est évident que c'est à la mère porteuse de faire ses choix pour sa santé, la GPA doit être encadrée, il faut établir des règles permettant de ne pas mettre la vie de la mère porteuse en danger, ni celle de l'enfant.

Enfin, affirmer que « Qu'une femme mette gratuitement ses organes et neuf mois de sa vie à disposition d'autrui sans contrepartie financière n'est imaginable que dans des cas tout à fait exceptionnels tels que le don d'organe entre vivants qui s'effectue entre proches et surtout pour sauver une vie », c'est tendre à imposer un rapport au corps, à la gestation, qui ne relève pourtant que du choix individuel (hors des rapports marchands, qu'on ne fasse pas de mauvais procès). Dire qu'une femme *ne peut pas* être disposée à porter l'enfant d'une autre, c'est essentialiser la gestation et la maternité, c'est aussi, à terme, remettre en question un certain nombre d'acquis, comme l'IVG ou l'accouchement sous X.

Une mère n'est pas celle qui accouche de l'enfant (le terme même de « mère porteuse » pousse à l'amalgame d'ailleurs), mais celle qui l'élève, l'aime, en prend soin tout le long de sa vie.

Les dons d'organes entre vivants peuvent également avoir des conséquences physiques et psychologiques lourdes. Considérer qu'il y aurait un statut particulier à la gestation pour autrui altruiste pour la seule raison qu'elle relève de notre rapport à la grossesse, à l'utérus, à la filiation, c'est supposer que toutes les femmes y ont le même rapport, un rapport essentialisé et mécaniciste.

SUR LA PROSTITUTION

Contribution sur le débat sur la prostitution

Chloé (RP, Sorbonne), Léa (RP, Nanterre), Alice (Grenoble)

Tout d'abord ce texte n'engage que ses signataires et ne prétend pas représenter les idées et positions de l'ensemble des camarades opposées à la pénalisation des clients.

Lors de la rédaction de la motion CNIF pour le Congrès, il y a eu un certain nombre de problèmes sur le passage prostitution. Le plus grave à notre sens est l'erreur de mise en page qui laissait croire que la partie de revendications se raccrochait à la version 2 alors qu'elle était en réalité commune.

L'autre problème est que les termes « système prostituuteur » et « politique abolitionniste » ont été intégrés dans la version 2 sans explicitation, alors qu'il s'agit de termes lourds de sens dans le mouvement féministe.

Enfin, il est à déplorer que des considérations communes sur bien des points n'aient pas été prises en compte par les camarades ayant souhaité maintenir des fenêtres contradictoires.

C'est pourquoi nous souhaitons revenir très simplement et clairement sur quelques points centraux pour nous :

La prostitution n'est pas souhaitable ou désirable d'un point de vue sociétal. Elle est dans sa grande majorité subie, et constitue alors un esclavage sexuel et non un métier. Que certaines se revendiquent d'un travail sexuel implique deux choses très différentes. D'une part le travail au sens de production de services, d'efforts, de recours à la force de travail, rémunérés. Sur ce point il y a effectivement un travail sexuel. D'autre part un travail au sens d'emploi, de métier, ce qui peut avoir comme conséquence la revendication d'une réglementation du métier de travailleuse du sexe, comme ça peut être le cas en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Suisse, qui permet le salariat prostitutionnel avec contrats de travail.

Pour notre part, nous nous opposons à la reconnaissance du travail sexuel comme un métier, car cela engendre des dé-

rites graves (formations, offres d'emploi...), et ne correspond en rien à la définition d'un travail utile socialement. Sur ce point, il y a sans doute des divergences avec des camarades ; mais pour notre part nous considérons que prétendre que la sexualité est un « besoin naturel » auquel il faut à tout prix proposer une réponse marchande est une déclinaison du discours patriarcal qui à terme justifie les viols.

Pour autant, les femmes contraintes de se prostituer (que ce soit par la violence ou par besoin économique) sont soumises à un Etat patriarcal et policier dont la répression est une des facettes et une oppression supplémentaire.

La répression étatique de la prostitution (et non du proxénétisme, entendons-nous) qu'elle soit directe (racolage passif) ou indirecte (pénalisation des clients) conduit de fait à un harcèlement policier et à des violences sexuelles des policiers, à la clandestinité des prostituées, et à leur vulnérabilisation. Notamment, cette vulnérabilisation se traduit par la dégradation du « rapport de forces » avec le client, et par l'accroissement des refus de préservatifs ce qui met les prostituées en danger de contamination par des MST et le VIH/SIDA. Cette vulnérabilisation risque aussi d'avoir pour conséquence de les rendre plus dépendantes des proxénètes.

Il y a donc une différence claire entre l'appréciation de la prostitution comme activité sociale et le soutien ou non à des dispositifs de répression policière ou étatique. Pour en finir avec la prostitution, il faut d'abord chercher à accroître l'autonomie des femmes, l'accès aux droits sociaux, la lutte contre les politiques migratoires.

Sur ce point, l'accès aux droits sociaux pour toutes est une condition incontournable pour permettre aux travailleuses du sexe pour pouvoir sortir de leur activité. L'idée n'est pas d'accorder l'accès aux droits sociaux au titre de l'activité de travailleuse du sexe, mais à touTEs sans condition.

Enfin, il nous semble important de revenir sur l'idée de « système prostitué ». Ce concept tend à poser la prostitution comme une réalité close, comme un système qu'on peut abattre indépendamment du patriarcat et du capitalisme, dont il est possible de sortir au sein même de cette société. Nous estimons que cette idée est fondamentalement fausse, et que la prostitution est une logique omniprésente dans notre société. La prostitution de rue en constitue la forme la plus extrême et violente.

Il nous semble que le désaccord central n'est donc pas tant sur l'analyse de la prostitution ou du travail sexuel, que sur le rapport à l'Etat et à la répression.

Pour une définition précise du système prostitué

Arya, Jessica et Pauline (Toulouse)

La prostitution est un sujet central dans les luttes féministes. Elle s'ancre totalement dans le système patriarcal, la prostitution concernant majoritairement les femmes. Le système prostitué actuel se nourrit et fait vivre le capitalisme, le néolibéralisme et le racisme. Il touche les catégories les plus défavorisées de la population : les femmes, les classes populaires, les homosexuel-le-s, les trans, les personnes migrantes et les sans-papiers. Il faut avoir en tête ces éléments afin d'analyser de manière la plus juste possible la prostitution et les perspectives envisageables afin de lutter pour une amélioration des conditions de vie des prostitué-e-s et contre le système prostitué.

La prostitution, un système, pas un travail.

On entend souvent parler de « travailleurs/euses du sexe », du « travail sexuel », ou, pour tomber dans le cliché sexiste, du « plus vieux métier du monde ». Ce qui caractériserait la prostitution comme un travail, c'est d'abord que beaucoup de personnes se prostituaient par choix. Déjà, rappelons qu'environ 92% des prostitué-e-s ont la volonté d'en sortir¹. Le libre choix est par ailleurs un concept néolibéral, permettant souvent d'éviter de parler d'oppression et de rassurer les hommes qui organisent/ont recours à la prostitution².

La prostitution serait également « un métier comme un autre ». Loin de nier l'aliénation et les dégâts physiques du-e-s aux conditions de travail actuelles, « en louant sa force de travail, la salariée garde la liberté de préserver son intégrité physique. En vendant son corps, la femme prostituée renonce à cette intégrité³ ». En effet, aucun-e travailleur/euse n'est autant exposé-e dans son métier aux viols, violences

physiques, dépendance à la drogue, MST... De plus, la prostitution ne mobilise pas les mêmes capacités qu'un travail à proprement parlé. Comme le décrivait Barbara, ancienne prostituée, « *il y a une différence fondamentale entre vendre sa capacité de travail intellectuel, manuel ou ménager et se laisser violer en échange d'un billet de 50 francs* ⁴ ».

Un-e prostitué-e vend son corps, devenant ainsi une marchandise. Nous parlons donc de « marchandisation du corps de la femme », de « traite » des femmes... et de système prostitué, plutôt que de « travail sexuel ». Nous ne parlons pas non plus de et à la place de la très faible minorité de prostitué-e-s l'ayant choisi, selon eux/elles, librement (la question n'étant pas ici de prohiber la prostitution mais d'en analyser ses causes et ses conséquences).

Dans le système économique actuel, tout système est composé d'une offre, d'une demande et d'un produit ou d'un service. Le système prostitué répond aux mêmes critères : l'offre émane des proxénètes qui selon la fondation Scelles détiennent entre 85 et 90% des prostitué-e-s à l'intérieur de réseaux. La demande, c'est bien entendu le client, qui à 95,59% des cas est un homme (enquête menée par Saïd Bouamama et Claudine Legardinier en 2004). Le produit, c'est la personne qui est prostituée. Dans le cas des prostitué-e-s se trouvant en dehors des réseaux, l'offre provient d'elles/eux-mêmes, la demande émane des clients et le « service » acheté est un rapport sexuel.

La prostitution, émanation du système patriarcal, ancré dans le système capitaliste.

Comme indiqué précédemment, l'écrasante majorité des clients sont des hommes. Dans le monde, selon l'OIT, la prostitution concerne à 98% des femmes et des jeunes filles. Elle répond tant à des impératifs :

- économiques (la prostitution génère 2 à 3 milliards d'euros chaque année en France, l'argent circulant entre hommes - clients/proxénètes- et étant capitalisé à plus de 70% par les proxénètes)

- que sexistes (la plupart des clients interrogés par Saïd Bouamama et Claudine Legardinier dans leur enquête parlent d'assouvir des besoins irrépressibles dans la nature de l'homme ou de se venger du « recul » de la domination masculine).

Dans le monde, elle génère des profits annuels estimés à 27,8 milliards de dollars, en troisième position derrière les trafics de drogue et d'armes.

La prostitution est ainsi un marché mondial, où les marchandises exportées et vendues sont des êtres humains. Avec le développement d'internet, la prostitution passe par le net et permet l'anonymat des proxénètes et des clients. Comme tout système marchand et libéral, elle s'adapte aux nouveaux moyens de communication et de vente pour se développer, s'expansionner, et générer plus de profit.

La prostitution est due aux conditions économiques et sociales précaires des femmes. Avec la crise économique, la prostitution a explosé en Europe, notamment en Grèce et en Espagne. En Moldavie par exemple, pays extrêmement pauvre, 70% des femmes de 15 à 25 ans se sont prostituées au moins une fois. Elle est due, pour les femmes étrangères qui représentent la majorité de la prostitution, à l'absence de papiers. Sans argent, sans travail, sans papier, parfois sans les trois, les femmes se tournent vers la prostitution pour survivre. Ce n'est pas par « choix », mais par contraintes économiques et sociales.

Il devient évident que la prostitution est une monétarisation du patriarcat. Elle opprime donc toutes les femmes.

Contre l'exploitation sexuelle, pour une véritable politique féministe antiraciste !

Nous nous refusons d'ignorer qu'une grande partie de la prostitution s'inscrit dans des réseaux d'exploitation.

Si nos oppositions aux lois répressives concernent tou-te-s les prostitué-e-s, nous devons également nous munir de revendications concernant plus particulièrement celles/ceux, nombreux/euses, qui sont sous la coupe de réseaux de proxénétisme.

Afin de lutter contre l'exploitation sexuelle, nous devons réaffirmer nos positions antiracistes et féministes.

Un grand nombre de personnes contraintes à la prostitution sont migrantes, et beaucoup n'ont pas de papiers. La plupart

des réseaux d'exploitation sexuelle sont reliés à des réseaux de passeurs/euses. Ces réseaux profitent de la vulnérabilité des personnes qu'ils ont fait passer, qui doivent rembourser leur dette, en les forçant à se prostituer. Ce sont les analyses qu'en font les associations de prostitué-e-s, ainsi que la CNCDH (Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme).

Nous condamnons l'État français, dont les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mettent en place des politiques répressives à l'encontre des prostitué-e-s mais refusent de voir les conséquences de « l'Europe forteresse » et des politiques menées en matière d'immigration en France. Pour lutter contre les réseaux d'exploitation, il faut entre autres cesser d'envoyer la police harceler les prostitué-e-s. Il faut ouvrir les frontières, régulariser tou-te-s les sans-papiers et démanteler les réseaux d'exploitation à l'aide des lois prévues contre la traite des êtres humains.

Le loi dite de pénalisation des clients : une loi répressive pénalisant avant tout les prostitué-e-s.

Contrairement à la posture d'opposition à la loi sur le délit de racolage passif que le Parti Socialiste feint de prendre, sa proposition de loi de « responsabilisation et pénalisation des clients » peut être considérée comme étant dans la droite ligne des lois répressives à l'encontre des prostitué-e-s. En effet, loin de toucher principalement les clients, le patriarcat ou le système prostituateur, cette loi pénalisera avant tout les prostitué-e-s elles/eux-même.

Cette loi aura actuellement, sans véritable politique abolitionniste, une énorme conséquence principale concernant le péril sanitaire : les associations de prévention et de santé communautaires, qui travaillent sur le terrain, particulièrement les associations de lutte contre le SIDA, s'opposent à ce projet de loi. C'est le cas du Mouvement français pour le Planning familial, d'Act Up, d'AIDES, de Médecins du Monde, de Solidarité SIDA, de l'UNALS et de bien d'autres. Elles considèrent que la loi dite de pénalisation des clients ne résoudra pas le problème de la prostitution mais l'invisibilisera. Les prostitué-e-s, notamment les plus précaires exerçant dans la rue, devront encore plus s'isoler et entrer dans la clandestinité, augmentant les risques de contamination par le VIH/SIDA. Elles/ils seront toujours plus éloigné-e-s des centres de prévention et de soins, et seront d'avantage contraint-e-s à accepter des conditions de vie dangereuses (difficulté à imposer le port du préservatif par exemple).

C'est pour cette raison que la question de la pénalisation des clients ne doit se poser que dans le cadre d'une véritable politique abolitionniste (loin d'être appliquée par le gouvernement), ceci pour permettre que la loi visant à responsabiliser et à pénaliser les clients (qui participent au système prostituateur) ne touche en aucun cas les prostitué-e-s elles/eux-même, mais les clients, le patriarcat et le système prostituateur.

¹ : Christine Le Doaré, présidente du centre LGBT de Paris, *Cahiers du féminisme, dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes*, 2011

² : Marie-Annick Mathieu, *ibid.*

³ : Marie-Annick Mathieu, *ibid.*

⁴ : Barbara, ancienne prostituée, *La partagée*, 1977

Pour une politique abolitionniste, clairement anticapitaliste, antiraciste et féministe

Arya, Jessica et Pauline (Toulouse)

En tant que militant-e-s anticapitalistes et féministes, nous nous devons d'adopter une position abolitionniste, clairement anticapitaliste, antiraciste et antipatriarcale. Ceci est la seule solution pour véritablement protéger les prostitué-e-s face au proxénétisme, aux violences et à la répression et pour lutter contre le système prostituateur capitaliste, raciste et sexiste.

En effet, il suffit de faire un tour d'horizon des pays n'ayant pas adopté une position abolitionniste au profit d'une réglementation de la prostitution pour s'apercevoir que les conséquences sur les prostitué-e-s sont calamiteuses. En Allemagne, la dépénalisation du proxénétisme a ainsi entraîné en huit ans une augmentation de 70% du trafic d'êtres humains¹. En Australie, le nombre d'infections au VIH a doublé en 10 ans (la pression des clients et des « patrons » sur les prostitué-e-s pour ne pas utiliser de préservatif en est la cause principale)². Le trafic d'enfants a explosé aux Pays-Bas avec 11000 enfants prostitué-e-s supplémentaires entre 1996 et 2005³ et malgré la légalisation, la situation des prostitué-e-s ne s'est pas améliorée (mauvais traitements, explosion des réseaux en marge de la prostitution réglementée et selon une enquête menée par la ville en 2010, un tiers des clients se sont rendus compte que le/la prostitué-e avec le/laquelle ils avaient une relation était soumis-e à une contrainte). Au Névada, on ne peut « travailler » dans un bordel légal sans maquereau⁴. Dans les Eros centers allemands comme dans les vitrines néerlandaises et belges, les prostitué-e-s sont exposé-e-s au regard des clients qui jaugent la marchandise, comme dans un étal, avant de choisir celle qu'ils prendront...

L'abolitionnisme est défini dans les termes qui suivent : « *le système abolitionniste considère la prostitution comme une forme d'esclavage dont il faut libérer les femmes. Il refuse toute réglementation de la prostitution (fichiers, maisons closes, contrôles, etc...). La prostitution est une activité libre qui n'est pas considérée comme un délit, au contraire du proxénétisme qui est criminalisé.* »

L'abolitionnisme, tel qu'on le connaît en France par exemple, tend vers le prohibitionnisme. En effet, les lois

actuelles telles que la pénalisation et la loi contre le délit de racolage passif tombent dans la prohibition. De plus, cette politique répressive contre les prostituées participent à la dégradation des conditions de vie des prostituées :

Ces lois poussent les prostituées à se cacher, leur santé se dégrade et celles-ci subissent de plus en plus de violence. La prostitution étant interdite, les associations qui s'occupent des prostituées perdent leurs subventions. Ainsi, la pénalisation de client est, aujourd'hui en France, un fléau pour les prostituées. Nous devons mettre en place une campagne de sensibilisation sur les conséquences de la prostitution (surtout envers les clients et les hommes en général) qui permettra d'accueillir une réelle politique abolitionniste et pas un abolitionnisme institutionnel, qui accentue les violences et l'exploitation du corps des femmes. Il faut une lutte réelle et offensive contre les réseaux de proxénètes. Les bénéficiaires de la prostitution et de la vente du corps des femmes, ceux qui misent leur capital sur l'exploitation sexuelle de la misère doivent être condamnés. Il faut également fournir des moyens humains et matériels pour permettre à celles qui le souhaitent de sortir de la prostitution : obtention de papiers, logement, aides financières, (ré)insertion professionnelle et sociale, centres d'accueils contre les violences...

Nous ne pouvons, en prenant en compte cette définition, travailler avec des associations réglementaristes quelles qu'elles soient car les revendications qu'elles amènent ne concernent qu'une infime minorité des prostitué-e-s et oublient les 90% de prostitué-e-s victimes des réseaux, auxquels on ne donne pas la parole, ni les 92% de celles et ceux qui veulent sortir de la prostitution. Il ne s'agit pas une fois de plus de parler à leur place (bien que la parole ne puisse le plus souvent pas leur être donnée), mais d'analyser et combattre les causes de leur exploitation.

^{1, 2, 3, 4} : Source : fondation Scelles

Féminisme, religion, intersectionnalité

Contre le racisme et le sexism et pour l'égalité des droits : contribution au débat pour la version 2, fenêtre 2

Jessica (Toulouse)

La laïcité est un principe qui distingue le pouvoir politique des organisations religieuses, qui vise à maintenir la neutralité de l'Etat vis-à-vis des religions et qui garantit la liberté de culte. Elle affirme également la liberté de conscience et vise à l'égalité par l'absence de hiérarchisation des croyances ou non-croyances. Elle ne consiste pas à combattre les religions et les croyant-e-s mais à empêcher leur influence en politique. Elle est aujourd'hui gravement instrumentalisée d'un côté et remise en question d'un autre côté. La mise en visibilité de l'Islam en France et dans le monde par les médias est un des facteurs de cette instrumentalisation. La droite et l'extrême-droite, sous couvert de défense de la laïcité et des droits des femmes, instrumentalisent la laïcité à des fins racistes en stigmatisant les musulman-e-s. D'un autre côté, la montée internationale des fundamentalismes religieux profite elle aussi de cette instrumentalisation pour remettre la laïcité et les droits des femmes en question. La laïcité en France est également remise en question par un retour des discours réactionnaires et/ou religieux (l'offensive contre le mariage pour tou-te-s...), par la prise en compte des argumentations religieuses par certains secteurs des institutions publiques (annulation d'un mariage par le tribunal de Lille en 2008 pour cause de non-virginité de la mariée), ainsi que par l'absence de remise en cause du statut de l'Alsace-Lorraine, des accords avec le Vatican pour la délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur par des écoles privées religieuses, et la subvention même partielle des écoles privées par l'Etat. Le combat pour une véritable laïcité est un combat d'actualité. La remise en question de ce terme sous prétexte que les lois laïques sont promulguées par des gouvernements bourgeois dans un pays impérialiste et raciste ne doit pas nous faire oublier le véritable intérêt de la laïcité, celui de l'égalité. En tant que parti féministe, anticapitaliste et antiraciste, nous devons cependant avoir une analyse particulière de son instrumentalisation lorsqu'il s'agit de stigmatiser les populations issues de l'immigration post-coloniale. (Je parlerais ici de « populations issues de l'immigration », de culture musulmane ou assimilées comme telles, bien que beaucoup de personnes concernées par les lois racistes en vigueur soient françaises. En effet, malgré leur nationalité, elles sont toujours perçues comme « immigrées » par le gouvernement et la droite en général, et jugées « non intégrables/ « assimilables » à la « culture française ».) Nous devons également dénoncer le message patriarcal et la légitimation de la domination des hommes sur les femmes véhiculé par les institutions religieuses, tout en faisant la différence entre ces institutions et leurs croyant-e-s.

La loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux dans les écoles publiques a provoqué de nombreux débats et de nom-

breuses divisions dans les organisations féministes et de gauche. Dans la LCR, la position qui a été adoptée à la majorité a été : Ni loi, ni voile.

Cette loi mise en place par le gouvernement de Chirac, et qui s'est par la suite étendue aux « nounous », professeures, mamans... se cache derrière des faux semblants de « laïcité » et de « féminisme » pour cacher sa dimension raciste. En effet, cette loi ne vise que les signes religieux musulmans, et plus particulièrement le voile des musulmanes. Au nom de « la libération des femmes », cette loi ne vise que les femmes et épargne les responsables masculins de l'oppression patriarcale. Les femmes se retrouvent exclues de l'enseignement public et sont jugées selon leur tenue vestimentaire. En 2010, le gouvernement Sarkozy va plus loin et décrète la "loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public". Après leur exclusion de l'enseignement public, c'est de l'espace public que les femmes voilées sont exclues. Elles sont rendues coupables des vêtements qu'elles portent et qui leur sont parfois imposés. Ce rejet et cette stigmatisation sont des obstacles à l'émancipation des femmes, voilées ou non.

Ce rejet s'est également fait sentir au sein de certaines organisations féministes lors de l'exclusion des femmes voilées de certaines manifestations en faveur de l'égalité hommes-femmes.

Derrière la défense de la « laïcité », c'est la place et le corps des femmes qui sont au centre du débat. Les signes religieux ne marquent pas de la même façon les hommes et les femmes, et il est aussi vrai que les Institutions religieuses quelles qu'elles soient ont toujours véhiculé et véhiculent toujours la domination patriarcale. Les lois gouvernementales ne vont cependant pas à l'encontre de cette domination mais contribuent à la renforcer. En effet, elles sont d'une part contre-productives et desservent le combat féministe en le divisant. Elles favorisent les crispations identitaires et, en le condamnant, donnent au voile une aura symbolique de résistance et encouragent son « port volontaire ». D'autre part, elles renforcent l'oppression sexiste des femmes immigrées en lui ajoutant une dimension raciste par la stigmatisation de leurs traditions et/ou religion. Elles participent à l'exclusion d'une partie de la population, partie féminine, de la société et entravent fortement leur émancipation. L'interdiction du voile en Iran en 1936 a eu exactement les mêmes conséquences pour les femmes : leur disparition de l'espace public. L'émancipation des femmes et des opprimé-e-s ne peut passer par la société républicaine, elle se fera par les femmes et les opprimé-e-s. Le voile peut être critiqué mais non jugé. Nous ne devons pas nous poser en inspectrices-eurs de la liberté mais considérer l'ensemble des femmes

comme nos égales, seul moyen d'engager le dialogue et faire converger nos luttes. Les luttes féministes ne doivent donc pas se laisser diviser par le racisme, le communautarisme et l'appartenance religieuse, supposée ou non, de certaines femmes si nos revendications sont les mêmes, à savoir l'égalité hommes-femmes. Notre combat féministe et antiraciste doit aussi nous pousser d'un côté à nous engager aux côtés des femmes stigmatisé-e-s et à rejeter les lois racistes et islamophobes promulguées par le gouvernement, et d'un autre côté à chercher à intégrer l'ensemble des femmes, dans toute leur diversité, dans notre combat féministe.

Nous devons cependant garder en tête le caractère patriarcal et réactionnaire des institutions religieuses. Ce caractère se prolonge dans la défense de l'ordre social, contre les tentatives émancipatrices et révolutionnaires de gauche et pour le maintien hiérarchique social et sexué de la société (différenciation des sexes, charité envers les pauvres...). Nos positions de gauche doivent fonder notre combat contre le sexism, l'impérialisme, le racisme, l'islamophobie... Celles-ci sont incompatibles avec tout soutien ou accord stratégique avec une quelconque religion. En tant qu'organisation de gauche, notre fonction s'arrête à la défense ferme de la séparation entre la Religion et l'Etat. Nous devons combattre la stigmatisation raciste sans prendre parti pour une religion, mais en avançant nos positions anticapitalistes, à savoir la lutte contre les exploiteurs quels qu'ils soient. La lutte contre le capitalisme, le sexism, le racisme, l'homophobie... ne se fera que par l'unité des opprimé-e-s, quelles que soient leurs croyances ou leurs absences de croyance. Les discours de la droite dénonçant la « montée » de l'islamisme en France et en Europe cachent le racisme derrière le voile de l'islamophobie ; il est plus facile de s'en prendre à une religion étrangère qu'à une couleur de peau ou une origine ethnique. Ces discours divisent les luttes sociales et progressistes, et radicalisent la population en deux extrêmes opposés. La gauche républicaine se cache aussi derrière des idées laïcardes pour avancer leurs idées de la Nation Française telle qu'elle devrait être, comme le montrent les propos de Mélenchon tenus en 2010 sur le voile, qui jugent sans remettre en question le racisme en France que « féminisme » et « voile » sont incompatibles, divisant encore plus les femmes entre elles par ces propos.

Les exceptions du caractère conservateur des religions sont le fruit des courants progressistes de celles-ci (théologie de libération...) et non des institutions. Ce sont le fruit des croyances progressistes, émancipatrices et sociales, avec lesquelles nos luttes peuvent converger, et qui vont à l'encontre de leurs « églises ». Ces dernières prêchent en effet la résignation ici-bas, dans l'attente de l'au-delà, en justifiant par ce fait les exactions des classes dominantes. Les cou-

rants fondamentalistes de l'islam prônent les « martyrs », ceux qui meurent en combattant les « infidèles », mais ne se soucient pas de la pauvreté et la misère. Les régimes théocratiques quels qu'ils soient et reconnus comme tels ou non (Iran, Russie, Pologne...) sont toujours des régimes qui s'en prennent ouvertement aux droits des femmes. Partout où les intégristes islamistes, catholiques, orthodoxes... ont le pouvoir, ils ont fortement renforcé le pouvoir patriarcal (interdiction de l'avortement en Pologne, condamnation de l'homosexualité en Russie, port obligatoire du voile et/ou de la burqa en Iran...). Ils ont établi la domination du religieux sur le laïque et la persécution des forces progressistes sans jamais remettre en cause la misère sociale. Les régimes théocratiques et les institutions religieuses sont donc à condamner fermement.

La mise en scène de « l'invasion islamiste en Europe » et du débat sur le foulard s'est déroulé au nom de la « libération des femmes ». Les critiques des féministes envers les religions dont l'islam ont été récupérées par les positions réactionnaires de la droite et l'extrême-droite à des fins racistes, leur faisant perdre quasiment toute crédibilité dans les milieux de gauche. C'est également au nom de la « libération des femmes et des homosexuel-les » que les pays impérialistes justifient leurs guerres et leurs occupations, comme celle de l'Afghanistan par les Etats-Unis. L'Occident se montre en libérateur éclairé contre l'obscurantisme des pays voisins. Ces positions hypocrites et paternalistes qui tendent à justifier les guerres impérialistes doivent être dénoncées. Le patriarcat est international et ne s'arrête pas aux portes de l'Occident. Les viols de guerre et les autres crimes perpétrés par l'armée américaine dans les pays occupés prouvent l'hypocrisie de cette volonté de libération.

C'est aussi au nom du « rejet de l'impérialisme occidental » que les violences envers les femmes, « culturelles » ou non, sont parfois effacées, voire « légitimées ». Les « crimes d'honneur », féminicides, avortements sélectifs des fœtus filles, lapidation, excision... sont des crimes internationaux envers les femmes. Nous devons soutenir les femmes qui luttent pour leurs droits et leur dignité dans tous les pays, contre les moralités religieuses, patriarcales, réactionnaires et violentes qui justifient les crimes perpétrés à leur encontre.

« *La haine de la religion* » ou un combat démocratique ?

Yvan (91)

Ce texte n'a pas l'objectif de discuter des ou de la religion il se veut simplement une prise de position par rapport à un livre très critique voire hostile au NPA et à son candidat à la présidentielle, « *la haine de la religion* » de Pierre Tevanian. Les camarades ont pu lire dans Téan N° 192 dans la rubrique *Les comités en action* une brève décrivant avec

enthousiasme une réunion autour de l'auteur qui était par ailleurs l'invité de la Brèche le mercredi 25 avril. Il m'a semblé indispensable de formuler un point de vue critique sur ce livre pour le moins contestable tant dans son objectif, les idées qui y sont formulées, que dans son attitude vis-à-vis du NPA et en particulier de son candidat à la présidentielle Philippe Poutou.

Discuter casuistique ou politique

Le livre de Tevanian est consacré à « la manière dont depuis deux décennies le féminisme et la laïcité ont été subitement redécouverts et réinvestis, de l'extrême gauche à l'extrême droite, pour justifier presque toujours des attitudes – mais aussi des lois et des politiques publiques – dont il me paraît assez patent qu'elles ont peu à voir avec l'émancipation des femmes ou la séparation des autorités religieuses et politiques, et beaucoup avec l'obscurantisme et la chasse aux sorcières. » écrit l'auteur dans le Prologue, donnant ainsi immédiatement un aperçu sur sa méthode de discussion, l'amalgame et la confusion.

L'accusation de « *rejet des femmes voilées – et plus largement des musulmans* » vise la gauche en général. On ne discute plus du voile mais du rejet de femmes voilées, la nuance est de taille, pour aussitôt passer à l'accusation de racisme, le rejet des musulmans en général !

Et tout cela « *s'adosse à un registre argumentatif spécifique qui n'est ni celui de la laïcité en tant que telle, ni celui du féminisme, mais celui du combat antireligieux* ».

Et Tevanian part en guerre contre « *cette posture antireligieuse* ». « *Depuis qu'il y a en France des « affaires de voile », et plus largement une « question musulmane », j'en-tends de plus en plus, dans tous les « milieux progressistes » que je traverse, des manifestations unitaires aux meetings du Front de gauche, du NPA ou d'Europe Ecologie, en passant par les espaces libertaires, sans oublier les salles des profs, des discours de rejet de l'Islam et des musulmans, du voile et des femmes qui le portent, dont le principal ressort argumentatif n'est pas la laïcité ou le féminisme mais une profession de foi athéiste et antireligieuse.* » Tout est mis pêle-mêle dans le même sac, l'Islam et les musulmans, le voile et les femmes qui le portent, le NPA, les libertaires et EELV... Notre professeur de philosophie ne fait pas dans la dentelle. Le respect des idées des autres n'est de toute évidence pas son fort !

Et dans son combat qui, on le verra au final, vise principalement la gauche de la gauche, le NPA, il cherche un allié en Marx. Allié de poids il faut dire et qui a surtout l'avantage d'avoir déjà été canonisé plusieurs fois et de ne pas pouvoir répondre sur l'usage que font certains de ses textes. En l'occurrence, ses textes, c'est beaucoup dire puisqu'il ne s'agit que d'une citation déjà disséquée dans tous les sens, celle sur l'opium du peuple et la religion.

Tevanian enfonce quelques portes ouvertes pour mieux combattre son personnage inventé de toutes pièces, le marxiste dévoyé dans l'athéisme et égaré dans l'islamophobie !...

Et voilà dénoncé « *l'inconséquence du NPA [...] sa complicité coupable avec l'islamophobie ambiante* ».

Tevanian martèle pour celles ou ceux qui n'auraient pas compris : « *Je le répète : le rejet viscéral de la religion, l'allergie revendiquée, la défiance ou le mépris affichés à l'égard des croyants, mais aussi la manière fort cavalière dont ces attitudes parviennent à se légitimer grâce à un célèbre texte de Marx invoqué comme une formule magique, tout cela n'est pas marginal mais au contraire central, omniprésent, quasi-hégémonique dans l'ensemble de la gauche française, de la plus « modérée » à la plus « radicale ».*

Pour préciser, toujours dans le Prologue « *que ces antireligieux conséquents et non racistes ne sont pas si nombreux que ça* », et poursuivre : « *même lorsque le fondement d'une posture antireligieuse n'est pas raciste, l'irréligieux pas davantage qu'un autre ne vit en dehors de la société, d'un contexte politique où la religion et l'irréligion sont massivement mobilisés et agencés dans une construction rhétorique raciste dont le nom est islamophobie* »

Et toujours dans ce même style digne d'un jésuite devenu procureur : « *Je n'accuse donc pas tous les antireligieux d'être racistes, si on me lit bien, mais j'interpelle pourtant tous les antireligieux.* »

Après un tel préambule, il est bien difficile de discuter de l'ensemble des sophismes et amalgames qui constituent l'argumentation de Tevanian, ou surtout ce serait bien laborieux. D'autres auront le courage de le faire, pour ma part, je me contenterai d'essayer de délimiter la rupture que représente la politique défendue par Tevanian par rapport à un point de vue anticapitaliste, démocratique et révolutionnaire.

Il n'y a pas de démarche démocratique hors des luttes de classes

Il s'agit d'essayer de définir le fond du désaccord d'autant que ce même désaccord existe entre camarades du NPA. Quel est-il donc ?

Éliminons de prime abord les procès d'intention, nous ne partons pas en guerre contre la religion en général, les croyants en particuliers. Comme le note, au passage Tevanian, nous acceptons des croyants au sein de notre parti même si il y a à la base de notre programme d'émancipation une conception matérialiste et évolutionniste de l'univers et de l'histoire étrangère à tout raisonnement religieux. Cette conception ne nous est pas un dogme qui nous serait propre, nous ne sommes pas une secte. Elle est le résultat des acquis des connaissances humaines qui sont la base des luttes d'émancipation en prenant appui sur les réalisations matérielles, sociales, économiques qu'elles ont permis au travail humain d'accomplir.

La discussion sur l'existence ou non de dieu n'a pour nous aucun sens, l'important est que les femmes et les hommes s'émancipent des peurs et de l'ignorance qui les poussent à rechercher un supplément d'âme au ciel ainsi qu'une explication d'un monde resté mystérieux...

Cette émancipation sera l'œuvre des exploités eux-mêmes. Aucune Église ou chapelle, aucun philosophe ou sauveur suprême, aucun curé de quelque religion qu'il soit ne pourra se substituer à eux.

Nos analyses, notre démarche se situe, en conséquence, du point de vue de la lutte sociale et politique des exploités et opprimés pour rompre les rapports d'exploitation et d'oppression.

C'est de ce point de vue que nous abordons toutes les questions, celle du racisme, de la xénophobie ou même du rôle de la religion sur terre, des Églises ou clergés de quelque obédience soient-ils. Notre démarche politique vise à aider aux mobilisations, à la lutte individuelle et collective, seul moyen de construire le paradis sur terre... Elle vise à encourager la révolte individuelle et collective contre l'ordre établi et toutes les formes d'oppression dont la religion est, sous toutes les latitudes, un des vecteurs essentiels.

Notre démarche est fondamentalement démocratique mais la démocratie n'est pas une simple discussion, c'est aussi un

rapport de force.

Nous abordons la question du voile d'un point de vue démocratique, nous combattons toutes les formes de discrimination dans le même temps que nous considérons le voile comme un instrument d'oppression et que nous encourageons toute celles et ceux qui entendent le combattre. Nous apportons en particulier notre soutien aux profs qui conçoivent leur travail comme un moment des luttes d'émancipation en particulier de la religion.

Tout en défendant les droits démocratiques, nous combattons l'oppression y compris « librement » consentie.

Le fait que nous défendons la possibilité pour des femmes portant le voile d'accompagner leurs enfants dans des sorties scolaires ne signifie en aucun cas que nous abdiquons de notre point de vue.

La pétition intitulée « *Nous sommes toutes des femmes voilées* » est en la matière une façon caricaturale d'exprimer sa solidarité avec les femmes victimes de discrimination. Une triste parodie d'un slogan de 68, « *Nous sommes tous des juifs allemands* », 68 qui représente une étape importante dans le développement de la lutte pour les droits des femmes.

Ce faux féminisme qui n'est que mépris, condescendance. De ce point de vue, l'évolution du SWP anglais qui a fait de la lutte contre l'islamophobie un des axes centraux de toute sa politique devrait au moins amener à se poser des questions ?

L'expression d'islamophobie pose problème parce qu'elle se retourne inévitablement contre nous en cédant la place à une forme d'islamophilie. Nous ne nous situons pas sur le terrain de la religion, nous luttons contre le racisme et la xénophobie qu'ils se camouflent ou non derrière des préjugés contre l'islam ou une aversion contre la religion. Nous défendons un droit démocratique, nous ne justifions pas un préjugé.

Notre démarche, ici, participe des mêmes raisonnements que ceux de nos camarades qui mènent le combat en Tunisie ou en Egypte contre l'islamisme politique et pour les droits de femmes..

Nous ne nous situons pas du point de vue d'une partie de l'intelligentsia française qui raisonne en tant que citoyens d'une puissance impérialiste et se sentent coupables de leur propres priviléges au regard de l'oppression des peuples et agissent par compassion pour celles et ceux qu'a opprimés et que continue à opprimer l'État français. C'est là un des fonds de commerce des Indigènes qui jouent de cette culpabilité.

Nous nous situons, nous, du point de vue des luttes d'émancipation. Nous ne sommes ni à la remorque des laïcs républicains du Front de gauche ni des indigènes de la République. Nous défendons une politique de parti révolutionnaire internationaliste.

Compassion et préjugés sociaux

Dans sa conclusion Pierre Tevanian persiste et signe dans sa méthode de l'amalgame : « *Le plus odieux, [...], c'est une ressemblance troublante : au moment même où l'État sarkozyste organisait une mise en scène institutionnelle de son racisme sous la forme d'un « grand débat sur l'identité nationale », les instances du NPA organisaient au sein du parti un grand débat sur l'identité anticapitaliste – dont la figure-repoussoir était rigoureusement la même : le musulman pratiquant et décomplexé, et plus encore la musulmane voilée.* »

Cette délicate mise en cause n'est qu'une introduction de ce qui apparaît, au final, comme une des raisons d'être du livre, l'agression contre Philippe Poutou à propos de ce qu'il désigne comme son « *pitoyable baptême médiatique* » lors de l'émission « *On n'est pas couchés* » de Laurent Ruquier. Je préfère une citation un peu longue plutôt que tenter de résumer un tel raisonnement : « *« l'ouvrier candidat » fut soumis à un dégoûtant bizutage de la part du présentateur, de ses deux chroniqueuses Audrey Pulvar et Natacha Polony, et de l'invité vedette présent avec lui sur le plateau : l'incontournable Michel Onfray. Le mépris de classe fut tellement désinhibé qu'il suscita une certaine gêne – et même des réactions indignées – jusqu'au sein des médias mainstream, mais ce qui ne fut pas assez souligné fut le rôle particulier que joua le foulard d'Ilham Moussaïd dans le bizutage du candidat révolutionnaire. Sommé par Natacha Polony, soutenue par l'autorité du philosophe Michel Onfray, de s'expliquer sur l'incongruité absolue qu'était censée constituer l'existence même d'une liste NPA acceptant « une voilée », Philippe Poutou rendit les armes sans même mener bataille, s'empressant de certifier que lui, à titre personnel, n'avait pas été favorable à une telle candidature, averti qu'il était grâce à la lecture des bons auteurs (en l'occurrence la douteuse Chadohrt Djavann, auteure de l'indigent *Bas les voiles !* 3) de la signification réactionnaire du maudit foulard islamique. La scène, aussi éœurante que pathétique, fut un véritable moment de vérité politique : face à quatre des représentants les plus emblématiques de la haute bourgeoisie éditorialisante, quatre ennemis de classe caractérisés qui le maltraitaient de toutes leurs forces et de toute leur morgue depuis de longues minutes, l'ouvrier des usines Ford, porte-parole revendiqué de la classe laborieuse, ne trouvait rien de mieux à faire que montrer patte blanche et mendier son droit d'entrée dans le cercle des candidats sérieux, au prix d'un singulier manquement à la solidarité de classe la plus élémentaire. Pour complaire à des Natacha Polony, Audrey Pulvar, Laurent Ruquier, Michel Onfray, l'ouvrier-candidat était donc prêt sans le moindre scrupule à désolidariser ostensiblement d'une camarade de parti, militante de base comme il l'avait été de nombreuses années durant cette campagne présidentielle, et appartenant à tous égards au camp des opprimés – en tant que femme dans un pays sexiste, en tant qu'Arabe et musulmane voilée dans un pays islamophobe, en tant qu'issue de la classe populaire dans un système capitaliste. Ce qu'officialisait le candidat NPA en quelques secondes, sans vraiment le mesurer semble-t-il, sans même peut-être l'avoir*

prémedité, c'était ni plus ni moins qu'un divorce : Philippe Poutou allait être, dans cette campagne, le candidat de l'anticapitalisme blanc. »

La messe est dite ! Mais l'auteur s'acharne : « *Loin donc, très loin, des lois du marché politique – ces lois non écrites mais constamment rappelées par des Onfray ou des Polony, et aussitôt validées par des Poutou, ces lois qui nous disent que la respectabilité politique, quand on est anticapitaliste, a un prix : cracher sur une voilée* »

Sans doute pour essayer de se redonner, comme il dirait lui-même, une valeur marchande, Pierre Tevanian se réfugie dans une citation de Lénine : « *L'unité de la lutte véritablement révolutionnaire de la classe opprimée pour la création d'un paradis sur terre est pour nous plus importante que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis céleste.* »

Qu'il dénature aussitôt pour nous proposer « *qu'en un « commun combat » anticapitaliste, féministe, antiraciste, s'unissent celles et ceux qui croient au ciel et celles et ceux qui n'y croient pas.* ». Qu'est-ce que signifie ce vœu pieux ?!

Nous voulons unir toutes celles et ceux qui, quelles que soient leurs croyances, veulent construire un paradis sur terre en participant à la lutte de classe concrète et pratique telle qu'elle se déroule ici et maintenant, aussi à l'échelle internationale, une lutte démocratique contre toutes les formes d'oppression.

Oui, nous aussi nous rêvons « *que la gauche marxiste et matérialiste devienne enfin marxiste et matérialiste* » et qu'au lieu de discuter du ciel elle discute des réels contenus politiques des écrits et des actes dans les rapports de classes et politiques tels qu'ils s'organisent à l'heure de la mondialisation impérialiste et libérale. Et il serait tout aussi aveugle de fermer les yeux sur les dangers de l'Islamisme politique que de les fermer sur ceux que représente la mobilisation des cathos intégristes...

Tout ça se passe sur terre...

Marxisme et religions : points de repères

P. Morsu (94)

P. Tevanian a publié récemment un livre intitulé « la haine de la religion ». Si ce texte a eu peu d'impact dans le grand public, force est de constater qu'il en a eu au sein du NPA.

L'auteur lui-même est connu comme une figure de l'islamo-gauchisme et ne se réclame pas du marxisme. On ne sera donc pas surpris que son texte contienne de longues spéculations idéalistes sur lesquelles on ne reviendra pas.

Ceci étant, le texte contient un certain nombre de considérations relatives au marxisme dont on verra ci-dessous la pertinence. Comme elles servent à certains courants internes au NPA pour justifier leur collaboration avec des groupes (semi-) religieux, il est indispensable de revenir sur la question.

Un autre travail reviendra sur la question de la laïcité, à propos de laquelle – là encore – nous avons pu lire bien des « innovations ».

1 - Une discussion inopportunne

Disons le tout net. Il n'entrait pas dans nos plans de réouvrir une discussion qui a fait tant de mal au NPA. Notre parti pouvait très bien vivre un moment sans s'attaquer à la question. A l'heure de la crise capitaliste, de l'« agenda 2014 », la question n'a pas une urgence telle qu'il faille agir dans la précipitation.

Oui mais voilà. Un des groupes de pression interne au NPA a estimé utile de faire prendre position au parti sur « la lutte contre l'islamophobie ». Il s'est malheureusement trouvé une majorité au Comité Exécutif pour les suivre sur ce terrain.

Résultat : la signature par le NPA d'une prise de position des plus caricaturales. Impossible de se taire, donc. Les militants du NPA devront dévoyer leur énergie pour débattre de cette question alors qu'il y a bien d'autres urgences - le combat à mener contre le gouvernement, ses donneurs d'ordres patronaux en premier lieu.

Espérons en tout cas qu'il se trouvera une majorité de militants pour condamner cette initiative, qui nous divise sur un sujet second.

2 - Le corps du délit

L'ouvrage de P. Tevanian est sous-titré « *Comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche* » et vise spécifiquement le NPA. L'objectif est de nous faire renoncer à une des valeurs les plus essentielles du marxisme, son hostilité au fait religieux. L'un des angles d'attaque choisi est de tenter de trouver dans Marx et les travaux marxistes une justification de ses thèses.

On peut synthétiser la thèse de Tevanian par le fait que la croyance religieuse étant le produit de conditions concrètes, sociales, il serait « non matérialiste » de mener un combat contre les religions. Concernant le fameux fragment relatif « *l'opium du peuple* », il écrit :

Ces textes des années 1840 constituent en somme

pour Marx un adieu à la question religieuse : il s'y confronte, mais pour conclure que là n'est pas le problème. (p. 33)

L'ennemi serait l'ordre social qui produit la religion et non la croyance comme telle.

« Lutter contre la religion, c'est donc lutter contre ce monde-là, dont la religion est l'arôme spirituel » écrit Tevanian¹. Affirmation fausse mais pratique et déjà utilisée au sein du NPA. Elle permet à certains de renoncer par principe à toute activité antireligieuse, voire de pratiquer ouvertement avec des courants religieux.

3 - Marx ...

Inévitablement, Tevanian est dans l'obligation de s'en prendre à Marx. Il procède donc à une contre-analyse du fameux fragment relatif à « *l'opium du peuple* » (ch. 4). Le cœur de l'argumentation consiste à expliquer que « *la religion répond à un besoin, apporte un réel réconfort* » face à l'état du monde (p.24). Selon Tevanian, la métaphore de l'opium n'aurait pas de contenu négatif (p. 27).

Partant de là, Tevanian en arrive logiquement à écrire que pour Marx, « *la religion n'est pas l'ennemi* », voire même que « *le combat antireligieux est explicitement dénoncé par Marx* ».

On pourrait se lancer dans une longue discussion sémantique, mais ce n'est pas indispensable.

Il suffit de lire la *Critique du programme de Gotha* pour faire justice de tout ceci. En fait, Marx revendiquait de ses partisans non seulement une hostilité platonique mais même un combat *actif* contre les bondieuseries. Concernant la « *liberté de conscience* » revendiquée alors par les socialistes allemands, celui-ci écrivait :

(...) le Parti ouvrier avait là, l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie « liberté de conscience » n'est rien de plus que la tolérance de toutes les

sortes possibles de liberté de conscience religieuse, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse.

Insistons d'ailleurs sur cette dernière phrase. Pour les marxistes, le militantisme anti-religieux fait partie de leurs tâches. Ce qui se discute, c'est évidemment les modalités de ce combat. Rien d'autre. Mais un parti qui n'affiche pas son hostilité aux bondieuseries ne saurait être un parti marxiste.

4 - ... Engels ...

Tevanian s'en prend aussi à Engels.

On sait que dans son texte célèbre relatif au programme des blanquistes, celui-ci se prononçait contre le recours aux méthodes administratives pour éradiquer les superstitions religieuses.

(...) Ce qui est certain, c'est que le seul service que l'on puisse rendre encore, de nos jours, à Dieu est de proclamer l'athéisme un symbole de foi coercitif et de surpasser les lois anticléricales de Bismarck sur le Kulturkampf, en prohibant la religion en général. Et cette exigence de transformer les gens en athées par ordre du *mufti* est signée par deux membres de la Commune qui ont certainement eu l'occasion de constater que, premièrement, on peut écrire autant d'ordres que l'on voudra sur le papier sans rien faire pour en assurer l'exécution et que, deuxièmement, les persécutions sont le meilleur moyen d'affirmer des convictions indésirables ! Ce qui est certain, c'est que le seul service que l'on puisse rendre encore, de nos jours, à Dieu est de proclamer l'athéisme un symbole de foi coercitif et de surpasser les lois anticléricales de Bismarck sur le Kulturkampf, en prohibant la religion en général.

Tevanian voit dans ces lignes un point d'appui pour ses propres conceptions. En fait, Engels se limite à discuter des modalités du combat contre le fait religieux, en aucun cas de sa nécessité.

Il aurait suffit à Tevanian de lire plus avant le recueil de Marx-Engels sur la religion, qu'il cite pourtant abondamment, pour y connaître l'appréciation d'Engels sur le fait religieux.

Maintenant, plus que jamais, le peuple doit être tenu en bride par des moyens moraux, et le premier et le principal moyen d'action sur les masses est et reste encore la religion. De là les majorités d'ecclésiastiques dans les school boards, de là les dépenses sans cesse grandissantes que la bourgeoisie s'impose pour encourager toute sorte de démagogie dévote, depuis le ritualisme jusqu'à l'Armée du Salut. (Sur la religion, p.306)

Et concernant l'enseignement privé/religieux, celui-ci se prononçait pour leur traitement comme des sociétés privées, ayant à l'égard des bon pères ces phrases significatives : *On ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles, qui leur appartiennent en propre, et d'y enseigner leurs bêtises !*

On voit donc que si Marx-Engels n'avaient pas « la haine » de la religion dénoncée par Tevanian, le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne tenaient pas ces superstitions en haute estime.

5 - ... Lénine ...

1905

Dans le chapitre XII de son ouvrage, Tevanian a recours à Lénine pour « démontrer » la neutralité de Lénine vis-à-vis

de la question religieuse.

Ainsi cite-t-il un fragment de *Socialisme et religion* (1905). Coupé de son contexte, le lecteur peut en déduire que Lénine était neutraliste sur la question religieuse, prêt à accueillir des croyants au sein du Parti sans autre précaution. Voici en effet ce qu'écrit Lénine et que cite Tevanian : *nous ne devons nous fourvoyer dans les abstractions idéalistes de ceux qui posent le problème religieux on termes de « raison pure », en dehors de la lutte de classe, comme font souvent les démocrates radicaux issus de la bourgeoisie. Il serait absurde de croire que, dans une société fondée sur l'oppression sans bornes et l'abrutissement des masses ouvrières, les préjugés religieux puissent être dissipés par la seule propagande. Oublier que l'oppression religieuse de l'humanité n'est que le produit et le reflet de l'oppression économique au sein de la société serait faire preuve de médiocrité bourgeoise. Ni les livres ni la propagande n'éclaireront le prolétariat s'il n'est pas éclairé par la lutte qu'il soutient lui-même contre les forces ténébreuses du capitalisme. L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel.*

Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti.

En fait, ce qu'explique Lénine concerne les questions tactiques relatives à la lutte anti-religieuse, rien de plus. « *Ni les livres ni la propagande n'éclaireront le prolétariat s'il n'est pas éclairé par la lutte* » écrit-il. Autrement dit, la lutte contre la religion inclut nécessairement une dimension pratique.

Mais ça ne signifie certainement pas que le dirigeant bolchevik préconisait de renoncer à toute agitation anti-religieuse. Le même texte affirme :

Nous réclamons la séparation complète de l'Église et de l'État afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse, notre propagande. (...) notre association, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation, s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abétissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée ; elle intéresse tout le Parti, tout le prolétariat.

1909

Tevanian cite aussi l'article archi-connu *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion* (1909). Son objectif est de tenter un parallèle entre le cas de la militante avignonnaise I. Moussaïd et les préconisations léninistes visant à accepter dans le parti des croyants voire des prêtres.

Ainsi cite-t-il le passage suivant de l'article de Lénine :

Nous devons non seulement admettre, mais travailler à attirer au parti social-démocrate tous les ouvriers qui conservent encore la foi en Dieu

Il est fort regrettable qu'il n'oublie la suite de ce texte relative au régime interne du parti :

Nous autorisons à l'intérieur du parti la liberté d'opinion, mais seulement dans certaines limites, déterminées par la liberté de tendances : nous ne sommes pas tenus de marcher la main dans la main avec les propagateurs actifs de points de vue écartés par la majorité du parti.

Quant à l'action concrète des léninistes, voici un exemple de leur intervention parlementaire :

Le social - Noirs. (démocrate Sourkov, représentant du parti ouvrier et de la classe ouvrière, est le seul député de la Douma qui ait su véritablement placer les débats sur le plan des principes et exposer sans ambages quelle est l'attitude du prolétariat et quelle doit être l'attitude de toute démocratie conséquente et vigoureuse à l'égard de l'Église et de la religion. « La religion est l'opium du peuple »... « Pas un sou de l'argent du peuple ne doit être accordé à ces ennemis jurés du peuple qui obscurcissent la conscience populaire. » Ce cri de guerre, sans équivoque et courageux, lancé par un socialiste, a retenti comme un défi à la Douma Cent L'attitude des classes et des partis à l'égard de la religion et de l'Église, 1909)

Tevanian évoque aussi la question de l'admission de croyants, voire de prêtres, au sein de l'organisation. Il n'est donc pas inutile de rappeler comment Lénine prenait la question :

On répond d'ordinaire par l'affirmative, sans réserve aucune, en invoquant l'expérience des partis social-démocrates européens. Mais cette expérience est née non seulement de l'application du marxisme au mouvement ouvrier, mais aussi des conditions historiques particulières de l'Occident, inexistantes en Russie (nous parlons plus bas de ces conditions), de sorte qu'ici une réponse absolument affirmative est fausse. (...)

En clair : la façon dont la social-démocratie internationale traitait la question religieuse était un symptôme de plus de l'opportunisme à l'œuvre au sein de la II^e Internationale... Mais en 1909, l'heure n'était pas encore à la scission entre marxistes et réformistes et Lénine prenait ses précautions. En tout cas, il explique dans le même texte ce qui empêche « une réponse absolument affirmative » :

Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement ; quant à faire subir à ses membres un examen pour savoir s'il y a chez eux absence de contradiction entre leurs opinions et le programme du parti, une organisation politique ne peut s'y livrer. Mais il va de soi qu'un cas analogue ne pourrait être qu'une rare exception même en Europe ; en Russie, à plus forte raison, il est tout à fait improbable. Et si, par exemple, un prêtre entrait au parti social-démocrate et engageait à l'intérieur de ce parti, comme action principale et presque exclusive, la propagande active de conceptions religieuses, le parti devrait nécessairement l'exclure de son sein.

En d'autres termes : d'accord pour l'admission de croyants dans le parti, mais aucune propagande religieuse en son sein. On est loin de « la main tendue au croyants »....

6 - ... Trotsky

Il nous semble avoir montré que sans l'ombre d'un doute, les fondateurs du marxisme se situaient sur le terrain du combat contre la religion, que nous nous situons dans cette tradition politique.

Sans doute n'est-il pas nécessaire de s'étendre sur le cas de Trotsky. Tevanian lui-même est bien forcé de reconnaître

que celui-ci inscrivit son activité dans la tradition séculaire du combat contre les bondieuseries – d'où les réserves qu'il exprime vis-à-vis des travailleurs de celui-ci.

En tout cas, rappelons à tous des militants du NPA qui se situent sur le terrain du marxisme que celui écrivait dans son fameux « *Défense du marxisme* »

Un révolutionnaire peut-il ne pas lutter contre la religion ? (...) La religion est l'opium du peuple. Celui qui oublie de lutter contre la religion est indigne de porter le nom de révolutionnaire. (...)

(...) Nous, les révolutionnaires, nous n'en avons jamais fini avec les problèmes de la religion, car nos tâches consistent à émanciper non seulement nous-mêmes mais aussi les masses de l'influence de la religion. (...)

(...) Évidemment nous nous comportons avec prudence vis-à-vis des préjugés religieux d'un travailleur arriéré. S'il désire combattre pour notre programme nous l'acceptons comme membre du parti. Mais en même temps notre parti l'éduquera avec persistance dans l'esprit du matérialisme et de l'athéisme. Si vous êtes d'accord avec cela, comment pouvez-vous vous refuser à lutter contre une religion que partagent, à ma connaissance, l'écrasante majorité des membres de votre propre parti qui s'intéresse aux problèmes théoriques ?

7 - Marxistes et religieux

Ces rappels pour redire que le drapeau du marxisme révolutionnaire inclut celui du combat contre les superstitions religieuses. Pour défendre son orientation, Tevanian devra se trouver d'autres témoins de moralité politique.

En fait, toute l'ambiguité du livre de Tevanian vient d'une incompréhension. Il est vrai que pour le combat contre la religion n'est pas notre activité principale. Ce qui nous fonde, c'est l'anticapitalisme, le combat pour le Socialisme, le gouvernement des travailleurs. Nous ne sommes pas des francs-maçons.

Qui plus est nous ne pouvons faire de l'agitation anti-religieuse une question en soi. Elle demeure subordonnée à notre activité générale, d'autant plus que le processus de rupture avec les superstitions religieuses inclut nécessairement une dimension pratique, vu le caractère irrationnel de ces croyances.

Mais de là à conclure que le marxisme n'est pas hostile aux religions, il y a là un pas que Tevanian (après d'autres) saute allègrement.

Et si on comprend les citations faites ci-dessus, on comprendra notre appréciation de l'affaire d'Avignon. Que des gens n'ayant pas rompu totalement avec la religion nous rejoignent est une chose. Par contre, accepter qu'une représentante du NPA fasse étalage de ses convictions religieuses revient à renoncer à un des éléments constitutifs du marxisme. C'est aussi simple que cela.

8 - Conclusion : de l'usage d'un terme

Il faut conclure. Précisons donc que notre combat est évidemment orienté sur la religion comme telle, pas l'Islam.

Incontestablement, une foule de réactionnaires utilisent les traits les plus moyenâgeux de cette religion pour mener des campagnes racistes. Bien des réactionnaires avérés – les Valls, les Guéant... – se déclarent ouverts laïcs. Curieusement la politique de soutien aux églises catholiques ne gêne pas nos preux laïcs – la loi Carle et le reste....

Il est donc indispensable de garder la barre bien droite –

contre les cléricaux de tout poil autant que les racistes déguisés en « laïcs ».

En ce qui concerne la première catégorie dans sa version musulmane, son drapeau actuel serait la lutte contre l'« islamophobie ». Osons donc le dire nettement : ce drapeau n'est pas le nôtre. Confondre l'antiracisme et la lutte contre l'islamophobie, ce serait faire preuve d'un opportunitisme avéré. L'objectif des marxistes est d'en finir avec les religions, pas de les renforcer. Lutte contre le racisme : bien sûr ! Contre « l'islamophobie » en tant que telle : pas ques-

tion !

Pour toutes ces raisons, on ne peut que condamner la signature par le NPA de l'appel à manifester le 18 mai en soutien aux « *Mamans toutes égales* ».

Ajoutons qu'on ne peut qu'halluciner de voir le NPA fréquenter des organisations du type de *Participation et Spiritualité Musulmanes*, *l'Association pour la Reconnaissance des Droits et Libertés à la Femme Musulmane*, etc., etc.

Puisse ce texte contribuer à l'indispensable sursaut !

¹ : Marx écrivait quant à lui que « *la lutte contre la religion est donc par ricochet la lutte contre ce monde, dont la religion est l'arôme spirituel* », ce qui n'est pas la même chose. On y reviendra.

Sur l'appel de la manif du 18 mai, un début de réponse au camarade Pascal Morsu

Lemmy (94)

Dans son texte « *marxisme et religion : points de repère* », Pascal fait un grand amalgame entre des questions diverses, qui ne sont pas automatiquement liées, qui ne se situent au même niveau.

D'après lui, un « *marxiste orthodoxe* », qui partage les vues de Marx, Engels, Lénine et Trotski, ne peut qu'être en désaccord avec Tevanian, faire du « *militantisme anti-religieux* », être contre la candidature NPA de I. Moussaïd, et être contre la signature par le NPA de l'appel à la manif du 18 mai. Pas si simple...

Le livre de Tevanian « *la haine de la religion* »

Je ne l'ai pas lu, la critique qu'en fait Yvan Lemaitre et la charge de Tevanian contre le NPA ne m'encouragent pas à le lire. Je suis d'accord avec Pascal, il est surprenant que des camarades du NPA le présentent comme un ouvrage de référence, par exemple Solène Brun, pour qui ce livre « *invite à repenser ce qui relève de la laïcité, et ce qui relève d'un militantisme antireligieux...* ».

La position des glorieux ancêtres

Sur la religion, sur le clergé, sur l'intégration dans le parti de croyants, voire de prêtres ou de popes, ce qui sont d'ailleurs autant de questions différentes. Cela mériterait un long développement. Pascal fait des citations intéressantes (mais sans en situer le contexte) et en donne parfois une interprétation hâtive. 2 exemples :

De la citation de Marx, « *le parti ouvrier (...) s'efforce de libérer les consciences de la*

fantasmagorie religieuse », Pascal en déduit: « *Pour les marxistes, le militantisme anti-religieux fait partie de leurs tâches* ». Le militantisme anti-religieux ? Je vais y revenir...

Après une citation de Lénine en 1909, Pascal en conclut: « *En clair : la façon dont la*

social-démocratie internationale traitait la question religieuse était un symptôme de plus de l'opportunisme à l'œuvre au sein de la II^e Internationale ». Il ne s'agit manifestement pas là de l'opinion du Lénine de 1909 qui à cette époque ne jugeait pas la 2^e internationale et sa principale section, la SD Allemande, opportuniste sur son orientation politique en général ou sur la question de la religion en par-

ticulier.

La position du NPA par rapport aux religions

Pour Pascal, nous devons combattre les religions, même s'il faut discuter des « *modalités* » de ce combat, et de plus, faire du « *militantisme anti-religieux* », de « *l'agitation anti-religieuse* ». Vraiment ?

Comme l'explique Yvan Lemaitre, « *nous ne partons pas en guerre contre la religion en général, les croyants en particulier* », nous nous situons « *du point de vue de la lutte sociale et politique des exploités et opprimés pour rompre les rapports d'exploitation et d'oppression* ». Dans les sociétés capitalistes, nous combattions les superstitions religieuses que dans la mesure où elles font obstacle à l'émancipation du prolétariat, elles s'opposent à ses luttes, politiques, sociales, démocratiques, et elles maintiennent en place, ou elles favorisent, des oppressions et des discriminations contre les femmes, les homosexuels, les non croyants, etc. Ce qui peut être variable d'une religion à une autre. Par exemple, n'en déplaise à Pascal, Marx, Engels, Lénine et Trotski, n'ont pas connu la « *théologie de la libération* », même si nous devons nous opposer à certaines de ses positions, sur la question de

l'avortement par exemple. En ce sens, je ne suis pas d'accord avec le théorème universel d'Yvan, selon laquelle « *la religion est, sous toutes les latitudes, un des vecteurs essentiels de l'ordre établi et toutes les formes d'oppression* ». Ceci dit, force est de constater que cela caractérise la grande majorité (quasi-totalité?) des religions, quand il existe des bureaucraties cléricales qui les prônent.

L'épisode de la candidate voilée du NPA aux régionales de 2010

Cela a fait couler beaucoup d'encre hors et puis dans le NPA, moi-même j'y suis allé de ma petite contribution. Le congrès du NPA en 2011 a voté des motions, qui sont ce qu'elles sont... Je trouve vraiment pas pertinent de relancer ce débat, surtout de la façon très partielle dont le fait Pascal, « *une représentante du NPA a fait étalage de ses convictions religieuses* ».

L'islamophobie

Pascal explique : « *Confondre l'antiracisme et la lutte contre l'islamophobie, ce serait faire preuve d'un opportuniste avéré. L'objectif des marxistes est d'en finir avec les religions, pas de les renforcer. Lutte contre le racisme : bien sûr ! Contre « l'islamophobie » en tant que telle : pas question !* »

Le terme « islamophobie » est certes contestable. Pour ma part, je préfère l'expression « racisme anti-musulman ». Qu'il s'agisse d'une forme actuelle de racisme, Pascal le reconnaît à demi-mots : « *une foule de réactionnaires utilisent les traits les plus moyenâgeux de cette religion pour mener des campagnes racistes* » ; des campagnes racistes contre qui sinon contre les musulmans.

On voit bien où le raisonnement de Pascal pêche: il explique qu'il ne faut pas lutter contre le racisme anti-musulman, car ce serait « renforcer la religion » musulmane ! Il ne nous dit pas si lutter contre l'antisémitisme, ça renforce, ou pas, la religion juive (bon OK, je sors). Le NPA doit combattre toutes les formes de racisme, donc y compris le racisme antimusulman, mais sans bien sûr en prioriser un par rapport aux autres, ni en opposer l'un à l'autre.

L'appel de la manif du 18 mai

C'est, bien plus que le livre de Tevanian, le « corps du délit ». C'est ce qui a suscité un certain nombre de réactions sur la liste CPN, dont celle, initiale, de Pascal. C'est une question politique d'actualité (camarade Jean-François Cabral,

pas LA, une!) qui est posée concrètement au NPA, sur laquelle, au grand dam de Pascal, ni Marc, Engels, Lénine ou Trotski, n'ont pu donner leur avis. Cet appel exige l'abrogation des lois, ou l'abandon des projets de lois, d'exclusion des femmes portant un foulard, aujourd'hui de l'accompagnement des sorties scolaires, demain peut-être dans le milieu professionnel ou dans les lieux publics. Comme Yvan, je suis pour que le NPA soutienne une telle revendication: la lutte contre le symbole d'oppression des femmes que constitue le voile n'est pas un combat contre les femmes voilées et ne sera pas gagnée à coup d'interdits administratifs. Quelle est la position de Pascal par rapport à cette revendication concrète et actuelle,

on ne le sait pas...

Autre chose est : le NPA a-t-il eu raison de signer cet appel ? Je ne partage pas la « position caricaturale » de Pascal qui qualifie : « *la signature par le NPA d'une prise de position des plus caricaturales* ». Il y a dans cet appel des expressions qui peuvent être discutables et qui gagneraient à être reformulées, mais je n'ai pas de divergences politiques importantes. Je pense par contre qu'il aurait fallu ajouter une phrase dans cet appel pour situer cette lutte, juste, légitime, contre le racisme anti-musulman, dans le cadre d'une lutte globale contre toutes les formes de racisme : cela aurait peut-être permis de se débarrasser de certaines organisations signataires « encombrantes ».

Quelques considérants et quelques propositions concrètes

JB Pelé (92 nord)

○ Sur la religion :

1- Le NPA n'est pas un parti neutre sur la question religieuse : il est matérialiste. Il estime que ce sont les hommes et les femmes qui font et transforment les sociétés. La construction d'un monde sans exploitation ni oppression, permettant le libre-développement de chacun et chacune, ne dépend d'aucune intervention divine.

2- Transformer la société nécessite de rompre avec un certain nombre de préjugés réactionnaires et de croyances superstitieuses promettant un bonheur illusoire. Mais la question de savoir s'il existe ou non un monde meilleur au-delà de la mort ne saurait nous diviser sur les moyens de le construire ici-bas. Le préalable pour rejoindre le NPA n'est pas d'être convaincu de l'intégralité d'un programme révolutionnaire, mais de vouloir militer pour changer le monde. C'est en agissant et en nous formant que nous pouvons passer de la révolte à la révolution, rompre avec une partie de nos comportements et préjugés réactionnaires.

3- L'exploitation et l'oppression, le patriarcat, l'hétérosexisme et la division de la société en classes sont antérieurs aux religions. Si celles-ci ont pour tâche historique de justifier l'ordre établi, elles sont le reflet des sociétés dans lesquelles elles sont nées, non leur cause. Nous combattons toutes les formes d'exploitation et d'oppression, pas les religions en elles-mêmes.

4- Si, dans nos luttes, nous nous trouvons confrontés à des

institutions religieuses ou à des réactionnaires, laïcs ou cléricaux, nous les combattons en tant que défenseurs de l'ordre social et moral, non en tant que croyants.

5- On peut être sexiste, raciste ou homophobe tout en étant athée et militer contre le sexisme, le racisme et l'homophobie tout en croyant en Dieu. Les personnes croyantes, voire qui le manifestent par un signe visible, ne sont pas *a priori* plus marquées par les préjugés réactionnaires que les autres.

6- Il n'existe pas une « religion des opprimés ». On ne peut pas analyser le rôle d'une religion en dehors du contexte, éminemment terrestre, d'une société donnée.

Par exemple :

- la place du catholicisme n'est pas la même en France, où elle est la religion de la classe dominante qu'en Irlande du Nord où elle symbolise la lutte contre l'impérialisme britannique ;

- en Iran avant 1979, l'Islam structurait l'opposition au régime monarchique. Depuis l'instauration de la République islamique, il est l'instrument de l'oppression des femmes, des classes populaires et des minorités nationales ou religieuses.

7- La religion peut aussi être le reflet de la contestation, voire le vecteur de la révolte. Mais les courants politiques religieux sont fondamentalement réactionnaires. En aucun cas ils ne mèneront à l'établissement de la société que nous souhaitons.

○ Sur l'Islam et le voile aujourd'hui :

1- Dans la société française des années 2010, l'Islam est surtout la religion des immigrés et enfants d'immigrés des anciennes colonies et pays dominés d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient ; c'est une frange de la population appartenant majoritairement à la classe ouvrière et à sa jeunesse. La place de l'Islam en France dans les années 2010 n'est pas la même que celle d'autres religions ou que celle de l'Islam dans d'autres pays et/ou à d'autres époques.

2- L'islamophobie, c'est-à-dire la stigmatisation des musulmans et musulmanes, mais aussi des cultures, civilisations et pays marqués par l'Islam, est centrale dans la stratégie des classes dominantes occidentales pour diviser la classe ouvrière et pour justifier des interventions impérialistes. C'est pourquoi nous la combattons.

3- Le voile est vu, dans la société française des années 2010, comme un signe musulman, même s'il peut exister dans les autres religions. Il est sexiste puisqu'il ne concerne que les femmes. Mais d'autres attributs le sont également : types de vêtements, maquillage, bijoux, coiffures et pilosité... Et un voile peut avoir de multiples significations pour les femmes qui le portent.

4- Pour nous, il ne saurait être un moyen d'émancipation. Mais nous ne le stigmatisons pas au-delà de ce qu'il est : une conséquence de l'oppression des femmes plus qu'un moyen de la perpétrer, et non l'origine de cette oppression. Nous nous opposons systématiquement à toute tentative, où qu'elle soit, de l'imposer comme de l'interdire.

5- Dans la société que nous voulons construire, débarrassée de toute oppression, exploitation et inégalité de genre ou de classe, le voile comme symbole sexiste et religieux n'existe-

ra sans doute plus. Mais nous prenons les choses à l'endroit et combattons la cause plutôt que la conséquence.

6- Le NPA cherche à se construire avant tout dans les franges de la population les plus exploitées et les plus opprimées. Nous pensons pouvoir apporter à la révolte des jeunes et des travailleurs de meilleures perspectives que celles des religions.

○ Quelques propositions concrètes :

Le NPA doit encourager tous ses comités, qu'ils soient d'entreprise, de quartier ou de jeunes :

- à intervenir dans des lieux de concentration de la jeunesse (en privilégiant les lycées de quartiers populaires, les lycées pro et les centres de formations et d'apprentis)
- à intervenir dans des lieux de travail, notamment ceux employant des jeunes et des travailleurs peu qualifiés
- à intervenir dans des luttes de quartiers, par exemple les collectifs sur le logement ou contre les violences policières Il aide les camarades à coordonner leurs interventions :
- dans la jeunesse
- dans les syndicats ouvriers et dans leurs branches intervenant en direction des travailleurs et travailleuses précaires ou privés d'emploi
- dans les collectifs intervenant sur des questions d'antiracisme et de solidarité internationale, notamment pour la Palestine

Le NPA doit se doter des outils nécessaires à ces interventions (bulletins de boîte, bulletins lycéens et jeunes travailleurs, presse, réunions nationales...) et à la formation des camarades pour lutter contre l'ensemble des préjugés réactionnaires que nous inculque la société.

A propos de la manifestation du 18 juin : Ne pas se tromper de cible !

Pedro Carrasquedo, (64, CPN, Y) Jean-Paul Cros (commission de conciliation, 34, Y) Daniel Petri, (75, Y), Wladimir Susanj (75, CP, Y)

Le NPA est signataire de l'appel au 18 juin. C'est tout notre honneur. Bien sûr, ce débat est normal et légitime entre nous et il traverse nos courants. Ce qui est moins normal, c'est lorsqu'on cherche le débat à partir de citations tronquées et de manipulations de toute sorte. C'est pourtant ce que fait le camarade Morsu.

C'est ainsi qu'à propos de cette manifestation du 18 mai, Morsu nous parle... d'autre chose. Il entre dans une polémique hors-sujet avec Tevanian. Voilà un bien mauvais tour de passe-passe. En effet, le problème posé n'est pas le rapport entre le marxisme et la religion mais l'appel à manifester le 18 que le NPA a signé. Une signature qu'il « condamne ».

Tenons-nous bien : à aucun moment de sa démonstration, il ne nous livre ce qu'il y a, selon lui, de répréhensible dans l'Appel pour la défense de la laïcité, de la liberté d'expression et de l'égalité de traitement ! Non à l'islamophobie ! Non à l'exclusion des mères, portant un foulard, de l'école !

Etourderie ? Non pas. Hypocrisie politique, sans aucun doute.

Le problème posé n'est pas celui de l'attitude des marxistes par rapport à la religion, en général. En outre, le NPA n'est pas un parti marxiste ou trotskyste mais un parti ayant vocation de regrouper tous les exploités et les opprimés conscients de la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de « changer de base ». Un parti qui effectivement hérite du parti de Lénine et de Trotsky, ce principe : « *Nous devons non seulement admettre, mais travailler à attirer au parti social-démocrate tous les ouvriers qui conservent encore la foi en Dieu ; nous sommes absolument contre la moindre injure à leurs convictions religieuses* ». (Un passage du texte de Lénine auquel il fait référence mais qu'il omet, dieu sait pourquoi, de citer.) Rappelons donc, puisque c'est à nouveau nécessaire, nos principes fondateurs :

« *Nous voulons que le NPA fasse vivre le meilleur de l'héritage de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celui de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires.* »

Et, puisqu'il le faut, citons à nouveau le passage de Lénine que Morsu rappelle dans son texte :

« Nous ne devons pas nous fourvoyer dans les abstractions idéalistes de ceux qui posent le problème religieux on termes de « raison pure », en dehors de la lutte de classe, comme font souvent les démocrates radicaux issus de la bourgeoisie. Il serait absurde de croire que, dans une société fondée sur l'oppression sans bornes et l'abrutissement des masses ouvrières, les préjugés religieux puissent être dissipés par la seule propagande. Oublier que l'oppression religieuse de l'humanité n'est que le produit et le reflet de l'oppression économique au sein de la société serait faire preuve de médiocrité bourgeoise. Ni les livres ni la propagande n'éclaireront le prolétariat s'il n'est pas éclairé par la lutte qu'il soutient lui-même contre les forces ténébreuses du capitalisme. L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel.

Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti. »

Comme à regret, il commente : « *En fait, ce qu'explique Lénine concerne les questions tactiques relatives à la lutte anti-religieuse, rien de plus* ». C'est de l'enfumage : l'athéisme ne peut être dressé en préalable à l'unité de la lutte révolutionnaire. Voilà ce que dit Lénine qui dresse le principe politique suivant, indépendant de toute tactique : nous ne devons pas interdire aux ouvriers qui ont des préjugés religieux de se rapprocher de notre parti. A telle enseigne que Morsu se voit contraint de citer un autre passage de Lénine qu'il ne peut, par dogmatisme, déjuger :

« Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement ; quant à faire subir à ses membres un examen pour savoir s'il y a chez eux absence de contradiction entre leurs opinions et le programme du parti, une organisation politique ne peut s'y livrer. Mais il va de soi qu'un cas analogue ne pourrait être qu'une rare exception même en Europe ; en Russie, à plus forte raison, il est tout à fait improbable. Et si, par exemple, un prêtre entrait au parti social-démocrate et engageait à l'intérieur de ce parti, comme action principale et presque exclusive, la propagande active de conceptions religieuses, le parti devrait nécessairement l'exclure de son sein. »

Relu par Morsu, cela donne : « En d'autres termes : « d'accord pour l'admission de croyants dans le parti, mais aucune propagande religieuse en son sein ». Lénine a-t-il écrit : « aucune propagande religieuse » ? Non, il a écrit qu'il faudrait exclure un prêtre engageant à l'intérieur du parti comme action principale et

Presque exclusive la propagande active de conceptions religieuses. Ce que, par exemple, la camarade avignonnaise I. Moussaïd n'a pas fait. Et, pourtant, Morsu faisait partie de ceux qui lui demandaient de se décoiffer pour pouvoir être candidate de notre parti. Morsu tolère les croyants au sein

du NPA à condition qu'ils taisent leur conviction religieuse. Lénine n'a évidemment rien à voir avec ça !

De même, il lit mal Trotsky. Le passage qu'il cite est extrait d'une lettre ouverte à James Burnham face auquel Trotsky défendait la dialectique matérialiste et la méthode du marxisme, répudiée comme une « religion » par ce dirigeant du SWP. Mais, relisons ensemble : « *Évidemment nous nous comportons avec prudence vis-à-vis des préjugés religieux d'un travailleur arriéré. S'il désire combattre pour notre programme nous l'acceptons comme membre du parti. Mais en même temps notre parti l'éduquera avec persistance dans l'esprit du matérialisme et de l'athéisme* ». Là encore, répétons-le, nous ne sommes pas dans le SWP américain, parti marxiste (qui combattait pour un parti plus large, un parti ouvrier aux Etats-Unis) mais dans le NPA qui n'est pas un parti marxiste. Il reste que Trotsky parle d'éduquer les membres du parti dans l'esprit du matérialisme athée dont il se revendique. Eduquer dans cet esprit, c'est faire ce que fait Trotsky tout au long de « défense de marxisme » qui n'est pas un plaidoyer contre « les bondieuseries » mais une défense, becs et ongles, du contenu du marxisme et de sa méthode, en liaison avec la l'analyse de la nature de l'URSS, avec la deuxième guerre mondiale. Tel est le véritable esprit de l'athéisme prolétarien.

Mais, rendons la parole à Morsu :

« Le drapeau du marxisme révolutionnaire inclut celui du combat contre les superstitions religieuses. Pour défendre son orientation, Tevanian devra se trouver d'autres témoins de moralité politique. En fait, toute l'ambiguité du livre de Tevanian vient d'une incompréhension. Il est vrai que pour le combat contre la religion n'est pas notre activité principale. Ce qui nous fonde, c'est l'anticapitalisme, le combat pour le Socialisme, le gouvernement des travailleurs. Nous ne sommes pas des francs maçons. Qui plus est nous ne pouvons faire de l'agitation anti-religieuse une question en soi. Elle demeure subordonnée à notre activité générale, d'autant plus que le processus de rupture avec les superstitions religieuses inclut nécessairement une dimension pratique, vu le caractère irrationnel de ces croyances. Mais de là à conclure que le marxisme n'est pas hostile aux religions, il y a là un pas que Tevanian (après d'autres) saute allègrement. Et si on comprend les citations faites ci-dessus, on comprendra notre appréciation de l'affaire d'Avignon. Que des gens n'ayant pas rompu totalement avec la religion nous rejoignent est une chose. Par contre, accepter qu'une représentante du NPA fasse étalage de ses convictions religieuses revient à renoncer à un des éléments constitutifs du marxisme. C'est aussi simple que cela. Conclusion : de l'usage d'un terme Il faut conclure. Précisons donc que notre combat est évidemment orienté sur la religion comme telle, pas l'Islam. Incontestablement, une foule de réactionnaires utilisent les traits les plus moyenâgeux de cette religion pour mener des campagnes racistes. »

Encore une fois, le débat ne porte pas sur le livre de Tevanian dont les écrits n'engagent que lui-même, pas plus qu'il ne porte sur « l'affaire d'Avignon » mais sur l'attitude du NPA par rapport à l'islamophobie et ses conséquences. Sur « l'affaire d'Avignon », nous avons donné amplement notre point de vue en temps utile et pris la défense de la candidature d'Ilham Bouchaïb, en particulier, contre le

chauvin Mélenchon. Mais, pour l'heure, il s'agit de savoir si on devait ou non signer l'appel au 18.

Si, comme il le prétend, Morsu était d'accord avec Lénine, il soutiendrait cet appel des deux mains, au lieu de chercher à caviarder et enfumer les écrits de Lénine, d'Engels et de quelques autres. Lénine écrivait en effet « Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, « être plus Bismarck que Bismarck lui-même », c'est-à-dire reprendre la sottise de la lutte bismarckienne contre les cléricaux (la fameuse « lutte pour la culture », le Kulturkampf, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du Zentrum, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que raffermir le cléricalisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. »

Ce faisant, Morsu prend bien soin de ne pas citer le passage suivant, le passage qui nous occupe le plus dans la discussion sur l'appel au 18 :

« En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion. Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la social-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. »

Marxiste, Morsu pourrait dire que, sur la question religieuse, Engels et Lénine se trompaient et péchaient par « opportunisme avéré » mais en faussant-tronquant la position d'Engels et Lénine sur cette question, il quitte le terrain du marxisme. Comme toujours, le dogmatisme affiché en grandes pompes doctrinaires sert d'introduction au révisionnisme.

Qu'il ose donc dire franchement qu'il est en désaccord avec Lénine sur « l'abolition de toutes mesure de lutte policières contre telle ou telle religion ». Ce qui nous conduit au contenu de l'appel « condamné » par Morsu.

Que Morsu ose dire qu'il est pour les lois anti-voile

Qu'il ose dire qu'il est :

Pour la circulaire Chatel qui l'exclusion des mères portant un foulard de l'accompagnement des sorties scolaires

Pour l'exclusion d'une élève portant un bandeau et une jupe longue

Pour le licenciement d'une salariée de la crèche Babyloup pour « port du foulard », en violation des garanties collectives encore contenues à ce jour dans le Code du travail. Pour la proposition de loi, enregistrée à l'Assemblée nationale le 16 janvier 2013, visant à étendre le principe de « neutralité religieuse » notamment aux assistantes maternelles, y compris à leur domicile, et aux structures d'accueil de la petite enfance,

En effet, l'appel au 18 n'est pas un appel contre l'islamophobie en général mais un appel contre des faits et des mesures concrètes dont tout marxiste conséquent se doit d'exiger l'abolition.

La seule réponse de Morsu à ce jour est :

« Osons donc le dire nettement : ce drapeau n'est pas le nôtre. Confondre l'antiracisme et la lutte contre l'islamophobie, ce serait faire preuve d'un opportunisme avéré. L'objectif des marxistes est d'en finir avec les religions, pas de les renforcer. Lutte contre le racisme : bien sûr ! Contre « l'islamophobie » en tant que telle : pas question ! »

Reprendons sa propre citation de Lénine :

« Le Kulturkampf, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du Zentrum, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que raffermir le cléricalisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. »

S'il s'y tient, il doit comprendre que c'est l'islamophobie qui « raffermi » et « renforce » les religions et non la lutte contre l'islamophobie.

Eh bien non ! Morsu assène : « Lutte contre le racisme : bien sûr ! Contre « l'islamophobie » en tant que telle : pas question ! ». Et, ce, après avoir écrit

« Incontestablement, une foule de réactionnaires utilisent les traits les plus moyenâgeux de cette religion pour mener des campagnes racistes »

Il n'a donc pas écrit « les traits moyenâgeux de toutes les religions » ou de « la religion en général », mais de la religion musulmane, tout en reconnaissant implicitement que la propagande contre l'islam permet de « mener des campagnes racistes ». Parvenu à ce point du détour, Morsu est en train d'introduire dans nos rangs l'idée que la religion musulmane est « plus moyenâgeuse » que les autres. Or, c'est précisément de ce genre de considération que se nourrit l'islamophobie, laquelle n'est qu'une déclinaison du racisme anti-arabe et anti-africain. Refusant d'identifier l'islamophobie comme une forme de racisme, refusant de combattre l'islamophobie et ses conséquences (y compris son utilisation contre le Code du travail), Morsu lui prête le flanc.

Débattre, ne pas être d'accord mais travailler ensemble !

Cathy (93) et Alice (Grenoble)

Nous ne sommes pas d'accord sur les questions de voile, nous n'avons pas voté les mêmes motions au 1er congrès du NPA, ni les mêmes amendements au 2e. Pourtant nous nous définissons toutes les deux comme des militantes féministes et lutte de classes.

Pour la manif du 18 mai à l'appel de Mamans Toutes Égales, le NPA a décidé de signer le texte et d'être présent avec ses mots d'ordre et son matériel. C'est dans ce cadre que nous avons travaillé sur un projet de tract antiraciste, féministe et lutte de classe. Finalement, nous nous y sommes prises un peu tard et il n'a pas été possible de l'avoir à temps pour la manif.

Nous avons pensez que cet exemple pouvait malgré tout être utile pour montrer qu'on peut ne pas être d'accord et bosser ensemble, avec l'idée que nos divergences permettent d'affiner les débats, qu'elles ne doivent pas nous empêcher d'avancer !

Non au racisme, non au sexism, oui à la solidarité de classe !

Diviser pour mieux régner : 1ere partie, le racisme

Avec la crise sociale et économique à laquelle s'ajoutent les affaires Cahuzac ou Guéant, il est tentant de chercher à détourner l'attention, trouver des boucs émissaires. Ce n'est pas vraiment nouveau comme méthode : dans les années 30, les nazis expliquaient que, puisqu'il y avait, en Allemagne, 3 millions de chômeurs et 3 millions de juifs, la solution la plus simple étaient d'éliminer les juifs ; aujourd'hui quand le Front National propose de produire français avec des français c'est bien du même type d'argumentaire qu'il s'agit. Ceux et celles qui n'assument pas ouvertement leur racisme, nous parlent de lutte contre le communautarisme. Ils/elles prétendent que si certain-e-s ne peuvent pas s'intégrer c'est parce qu'ils/elles ne partagent pas les valeurs de la République, parce qu'ils/elles sont musulmanes. Il s'agit en réalité non pas de défendre la laïcité ou les droits des femmes, mais bien de stigmatiser une partie de la population. C'est un discours qui dépasse largement les frontières de la France : c'est la théorie du choc des civilisations de Bush après les attentats du 11 septembre qui a permis de justifier de nouvelles croisades de l'occident.

Diviser pour mieux régner : 2e partie, le sexism

Dans le même temps, on assiste à une attaque en règle contre les droits des femmes. Manque de places en crèche, allocations incitant au retour au foyer, temps partiels imposés très majoritairement aux femmes pour soi-disant leur permettre de concilier vie familiale et vie professionnelle... Dans le cadre de ce système patriarcal, ce sont très majoritairement les femmes qui assument les tâches domestiques nécessaires c'est-à-dire des heures de travail non reconnu comme tel, et comme pour les immigré-e-s, si elles pouvaient retourner chez elles, cela permettrait aux hommes d'avoir du travail. De ce côté-là, les religions quelles qu'elles soient n'ont jamais été en reste : elles valorisent les femmes en tant que mères, défendent les institutions réactionnaires comme le mariage, s'opposent à la contraception et l'avortement... Bref, elles apportent largement leur pierre à l'édifice patriarcal.

Quand racisme et sexism se conjuguent, ce sont les femmes qui trinquent encore !

Avec la crise et l'augmentation du chômage, trouver du boulot quand on est une femme, qu'on a des enfants et qu'on est d'origine immigrée relève de l'exploit ! Il reste bien les heures de ménage ou d'aide à domicile, en horaires

décalées, dans des sites éloignés, avec des contrats précaires et des bas salaires. A cela se rajoute les lois visant directement les femmes musulmanes qui se sont accumulées ces dernières années : exclusion des services publics, de l'accompagnement des sorties scolaires lorsqu'elles sont voilées, loi sur la burqa, interdiction des « signes religieux » au domicile des nounous... C'est parce que le discours dominant fait la part belle au racisme et au sexism qu'il est aujourd'hui possible d'imposer de telles conditions de vie et de travail d'abord aux femmes issues de l'immigration puis à toutes et tous.

Combattre le racisme, le sexism et les politiques antisociales, solidarité internationale

Pour le NPA, il est vital de combattre au quotidien les discours racistes et sexistes d'où qu'ils viennent. C'est pourquoi nous nous opposons évidemment à la droite et à l'extrême droite, que nous critiquons également toutes les institutions religieuses comme cadres d'oppression sociale et de domination patriarcale, et que nous nous retrouvons avec celles/ceux qui, à gauche, mènent ces batailles (et ils/elles ne sont pas si nombreuses/eux). Le NPA combat toutes les discriminations contre les femmes portant le voile, et soutient toutes les femmes qui se révoltent contre la contrainte de porter le voile en France et partout dans le monde.

Nous ne défendons pas les valeurs de la République qui sont celles des classes dominantes, de leurs intérêts, de la propriété privée et du fric ! Et c'est pour préserver leurs intérêts qu'elles s'appuient largement sur le racisme et le sexism. D'autant plus que dans le contexte de crise le patronat et le gouvernement sont obligés de taper fort : précarisation et flexibilité avec l'accord national interprofessionnel du 11 janvier, baisse des salaires, attaques contre les retraites et la protection sociale... Tout ceci ne pourra pas se faire sans résistances comme on l'a vu avec les millions de manifestant-e-s contre la réforme des retraites en 2010. Alors, ils essayent de nous diviser pour mieux nous matraquer. Ne nous laissons pas faire, défendons nos intérêts en tant que classe sociale, contre le patronat et le gouvernement, pour nous émanciper toutes et tous et construire une société débarrassée de toutes les oppressions et toutes les discriminations !

Dès aujourd'hui, nous nous battons entre autres pour :

- L'abrogation de toutes les lois qui discriminent, stigmatisent, et nuisent à l'accès à l'éducation, à l'emploi, et à la socialisation des femmes issues de l'immigration
- La régularisation de tou-te-s les sans-papiers

- Le droit de vote des immigré-e-s à toutes les élections
- L'égalité des salaires entre les femmes et les hommes
- L'interdiction des temps partiels imposés, des contrats précaires
- Le retrait de la loi de flexi-précariété dite loi de « sécurisation de l'emploi »

- La réduction massive du temps de travail pour travailler toutes et tous
- L'égalité du droit au mariage, à l'adoption et à la Procréation Médicalement Assistée pour toutes et tous

ANNEXES

FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE D'INTERVENTION FÉMINISTE

Préambule : le congrès qui vient de se dérouler montre bien la situation paradoxale dans laquelle se situe notre intervention féministe : grâce au travail de la CNIF, une résolution féministe a été soumise au débat ; mais le résultat des votes (beaucoup d'abstentions et de NPPV) montre aussi combien ce débat est resté confiné dans les sphères de l'intervention féministe, sans réelle irrigation dans l'ensemble de l'organisation. En effet, il a manqué une réelle prise en charge (diversifiée selon les villes et leur activité féministe) et une apparition claire des lignes de clivage et des réels enjeux de nos divergences.

Quelle CNIF, pour quel travail féministe ?

La CNIF est une commission de travail, de même nature que les autres commissions du parti. A ce titre, elle a un rôle de discussions, d'échanges d'expériences, d'élaboration et de partage. Elle est soumise aux mêmes règles : faire des propositions dans son champ de compétences aux diverses instances de direction (CPN et CE) pour permettre l'apparition du NPA, alimenter ses prises de position sur les sujets et débats de société liés à la vision hétéronormée du monde, élaborer ou mutualiser des formations, etc.

Mais précisément parce que cette analyse des rapports sociaux de sexe doit irriguer l'ensemble de nos interventions, nous devons avoir le souci que ce point de vue soit présent dans toutes nos analyses et dans la création de notre matériel. Cette grille de lecture est transversale à notre activité militante et de ce point de vue doit aussi irriguer l'ensemble des commissions et des comités.

La CNIF n'a pour autant aucun rôle décisionnel, elle n'a pas vocation à se substituer aux instances de direction. Ce cadre d'élaboration et de propositions féministes doit contribuer à formuler/émettre des avis sous formes de notes pour le CPN et le CE. Elle doit aussi pouvoir réagir à l'actualité, alimenter la rubrique de TEAN et la revue, avoir des liens particuliers avec la commission formation, veiller que toutes les campagnes du NPA (emploi, dette, antiracisme, etc) intègrent bien la dimension féministe.

Il apparaît essentiel que la CNIF formalise en son sein des équipes de travail sur ses différentes missions : TEAN/

presse, féminisme-syndicalisme, féminisme-antiracisme, féminisme-formation, féminisme-LGBTI, etc.

Un des rôles essentiels de la CNIF à cette étape de construction est de recenser minutieusement l'intervention féministe : dans quelle ville existe-t-il une activité féministe interne au NPA ? Sous quelle forme ? Quelle est l'implication de nos militant-e-s dans les associations féministes ? Lesquelles ? Existe-t-il des cadres unitaires ? Y sommes-nous représenté-e-s ? Y a-t-il un travail syndical féministe ? (commissions femmes/féminisme, dans quels syndicats, notre implication).

Ce travail est indispensable (c'est presque un préalable) pour que nous ayons une vision réelle d'ensemble du mouvement féministe, de ses composantes, de son implantation sur le territoire. Ceci nous permettra de mieux cerner les divers courants auxquels nous sommes confronté-e-s et d'avoir des prises de position plus adaptées en lien avec une intervention de terrain.

C'est pour ces raisons que la CNIF ne peut être une somme d'individu-e-s de bonne volonté et/ou intéressé-e-s par la question. L'idée est d'avoir un outil composé de personnes connaissant l'intervention et le terrain féministes afin de pouvoir au mieux impulser une dynamique et irriguer le parti dans son ensemble. La CNIF doit être également composée de membres mandaté-e-s soit par leur commission féministe quand elle existe, soit par la direction de leur ville en préalable de la validation par le CPN.

Compte tenu de la place spécifique que prennent les initiatives parisiennes dans l'apparition du NPA, les réunions unitaires doivent être particulièrement prises au sérieux avec des binômes RP/CE (ou représentant-e-s du CPN).

Les rythmes militants : une réunion par an devrait se tenir à minima, des rencontres à chaque université d'été et au moment des CPN ; comme pour d'autres commissions (santé par exemple), on peut envisager une conférence téléphonique trimestrielle, et des échanges supplémentaires sous la même forme en cas d'actualité brûlante.

L'équipe d'animation: il faut la concevoir comme un secrétariat technique, avec pour souci sa représentativité équilibrée (régions/RP). Les échanges de l'équipe d'animâ-

tion se font sur liste « équipe d'animation », avec comptes-rendus des débats, infos, échange d'expériences, « prédigéré -e-s » avant d'être balancé-e-s sur la liste de la commission ; trop de mails tuent l'info !
Elle a pour rôle d'appliquer ce que la CNIF décide (rédaction des notes au CE par exemple), d'organiser les

réunions avec les ODJ et comptes-rendus, d'assurer le lien entre les différentes villes (avec commission féministe ou militant-e isolé-e). Mais elle ne doit en aucun cas se substituer à la CNIF dans ses missions d'impulsion et d'irrigation du parti sur les questions féministes.

Liste (non exhaustive) des cadres dans lesquels nous intervenons :

Chloé (RP, Sorbonne)

IVG/Contraception :

Collectif défense IVG Lyon

Collectif Tenon (RP)

Planning familial Paris et Rouen

Collectif droits des femmes (Rouen, Perpignan)

Collectif caennais

Collectif Alençon

Syndicats :

SUD étudiant

UNEF

CGT

Solidaires

SUD Santé-Sociaux

FSU

SNES

Associations :

Osez le Féminisme (Metz)

Association contre les violences faites aux femmes « Les héritières de demain » sur St Dié

La Mutinerie espace féministe et lesbien à Paris

Maison des Femmes (St Brieuc)

Chorale non-mixte les Josettes Rouges (Le Havre)

Les héritières de demain (St Dié)

Chorale l'Ebranleuse (Toulouse)

Collectifs unitaires :

Plateforme unitaire (Grenoble)

Femmes contre l'austérité (RP, Toulouse)

CNDF (RP)

Collectif Grève des femmes (Toulouse)

Collectif inter-orga LGBTI (Toulouse)

8 Mars pour TouTEs (RP)

Mamans toutes égales (RP)

Collectif havrais pour les Droits des Femmes

Collectif Résistance (St Dié)

Collectif femmes immigrées victimes de violences (Perpignan)

Collectif femmes en révolution (Lyon)

Collectif contre la double violence - sexism/racisme (Toulouse)

Collectifs de facs :

Collectif Tiresias, féministe et LGBTI-Q Paris IV - Sorbonne

Collectif ROSA (Collectif féministe Anticapitaliste) à Sciences Po

Collectif Garçes (Collectif féministe unitaire) à Sciences Po

Collectif Mœurs Attaque à Paris 8

Motion CNIF

La Commission nationale d'intervention féministe a produit pour le Congrès 2013 une résolution féministe à fenêtres contradictoires.

Cette résolution et ces fenêtres ont été diversement interprétées par les comités, et ont donné lieu à plusieurs motions locales demandant le report du positionnement final du NPA sur les questions traitées, afin de ménager des conditions de débat plus satisfaisantes. La CNIF elle-même, au moment de l'élaboration collective de cette résolution, avait indiqué que si les votes exprimés étaient inférieurs à 50%, les fenêtres concernées ne constituaient pas un mandat unanime et définitif. Enfin, des erreurs de mise en page dans le bulletin et le PV-type ont déclenché des problèmes de compréhension.

Il faut tenir compte de cela pour analyser les votes :

Fenêtre 1. P1.A : Pour : 683 Contre : 101 Abst : 206 NPPV : 451

Fenêtre 1. P1. B. : Pour : 657 Contre : 66 Abst : 249 NPPV : 451

Fenêtre 2. V1 : 413 – V2 : 582, Abst : 183 NPPV : 283

Fenêtre 3.1 : V1 : 342 – V2 : 481, Abst : 273 NPPV : 347

Fenêtre 3.2. : V1 : 310 – V2 : 328, Abst : 300 NPPV : 499

Si la V2 est majoritaire, vote sur le V2B : Pour : 116 Contre : 80 Abst : 182 NPPV : 280

Texte global (voté parfois avec les fenêtres majoritaires localement, parfois sans) : Pour : 791 Contre : 15 Abst : 175 NPPV : 301

Par ailleurs, il est à signaler que le renouvellement de la CNIF est inverse à ces résultats : en effet, sur 27 candidatures, 12 sont des camarades défendant la version 2 de la fenêtre 2 (majoritaire dans le parti) et 14 des camarades défendant la version 1 (et 1 abstention).

En conséquence, la CNIF demande à ce que le congrès enregistre les votes locaux en tant que tels et adopte donc la résolution uniquement dans ses parties communes. A cette étape, il ne s'agit pas de trancher les débats qui nous animent, mais de partir des résultats des congrès locaux (tenant compte également du taux important d'abstentions et NPPV) pour poursuivre les discussions et l'élaboration collective.

La CNIF demande à la direction de fixer un calendrier prévisionnel pour que ces discussions se tiennent avant la fin de l'année 2013. D'ici là l'orientation féministe du NPA est encadrée par les votes locaux.

Intégration sans vote : Ajout à la Résolution en page 41, côté droit, avant la dernière phrase (donc après la ligne 47) de :

«DANS LA TENUE DES REUNIONS DES DIFFERENTES INSTANCES QUI EXISTENT AU SEIN DU NPA, PLUSIEURS CHOSES POURRAIENT ETRE SYSTEMATISEES :

- SYSTEMATISATION DES FORMATIONS SUR LE FEMINISME**
- MISE EN PLACE DE VRAIES SOLUTIONS POUR LES GARDES D'ENFANTS**
- FEMINISATION DES PROPOS**
- ALTERNANCE HOMMES/FEMMES POUR LES PRISES DE PAROLE AVEC MINUTAGE**
- EN FINIR AVEC LA REPARTITION GENREE DES TACHES »**

Pour info, il s'agit de l'appel adopté lors des Rencontres féministes organisées par le NPA les 10 et 11 décembre 2011 intitulé « PROPOS ET COMPORTEMENTS SEXISTES DANS LE NPA : CELA SUFFIT ! ».

Vote sur cette motion : Pour : 172, Contre 0, Abstention : 21, NPPV : 13

Vote sur la résolution finale : Pour : 188, Contre 0, Abstention 12, NPPV : 6

Résolution proposée par la commission nationale intervention féministe pour le Congrès

I. Situation politique:

Dans le contexte de crise les politiques d'austérité entraînent la casse de la protection sociale, des milliers de suppressions de postes dans la Fonction Publique et la détérioration des services publics. Les femmes en subissent en premier lieu les conséquences.

De nombreux centres IVG ont déjà fermé, rendant l'accès à l'avortement de plus en plus difficile. La pénurie grave de places en crèche impacte la possibilité pour les femmes de travailler. Les femmes représentent aujourd'hui près de 60% des fonctionnaires, en particulier dans l'éducation, la santé (77%) ou l'administration publique (près de 600 000 emplois, soit 73% des employé-e-s) : les femmes seront donc les premières touchées par les réductions de postes de la fonction publique.

Les luttes actuelles (PSA, Doux...) se concentrent sur la perte d'emplois masculins. Or, dans ces secteurs industriels, des emplois féminins directs et indirects sont également menacés. Les femmes sont majoritaires dans la restauration collective, notamment des entreprises, et elles représentent 70% des agents d'entretien et plus de 40% des salarié-e-s du secteur des services aux entreprises. Le secteur du commerce, dont 80 % des employé-e-s sont des femmes, sera immanquablement touché par la crise. Dans la distribution, 95% des caissiers sont des caissières, précarisées par les temps partiels, et déjà Carrefour annonce des milliers de licenciements. La crise commence à toucher également le secteur tertiaire en particulier les aides à domicile où les femmes travaillent majoritairement avec des heures découpées et sans formation (l'aide étant une compétence sous-entendue "innée" pour les femmes).

En 2009, c'est le taux de chômage des hommes qui a le plus augmenté car les secteurs industriels ont été les premiers touchés, mais le petit regain d'activité qui a suivi leur a davantage bénéficié, alors que le taux de chômage des femmes à lui continué à augmenter. Fin 2010, le taux de chômage des femmes était supérieur à celui des hommes de 1,4 point, avec 1 354 000 chômeuses et 1 275 000 chômeurs. Les femmes représentent toujours plus de 80% des temps partiels, souvent imposés avec des heures inconfortables (tôt le matin et tard le soir). Elles sont toujours une variable d'ajustement pour le capitalisme.

Dans ce contexte, l'arrivée du nouveau gouvernement a permis quelques avancées: remboursement à 100% de l'IVG, de la contraception pour les jeunes femmes, l'adoption d'une nouvelle loi sur le harcèlement sexuel, le projet de mariage pour les personnes de même sexe et la mise en place d'un ministère des droits des femmes. Mais ces mesures ne s'accompagnent pour l'instant ni de la volonté ni des moyens de changer vraiment les choses : pas de réouvertures de centres IVG, pas de droit à la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes, pas de véritable loi-cadre contre les violences, pas de régularisation massive des sans-papiers (qui bénéficierait en particulier aux femmes

victimes de violences ou des réseaux de traite)...

Parallèlement à l'arrivée de la gauche au pouvoir, les mouvements de droite extrême et d'extrême droite (SOS-Tout petits, Alliance Vita, Civitas...) continuent à occuper le terrain contre le mariage des homosexuel-le-s, contre l'avortement, pour le retour à l'ordre moral...

La montée des idées racistes (renforcées par les politiques menées par la droite mais aussi, souvent, par la gauche au pouvoir), touchent en particulier les femmes d'origines immigrées qui subissent une double oppression raciste et sexiste. Les femmes musulmanes sont particulièrement stigmatisées et la gauche n'est pas revenue sur les lois racistes mises en place par les précédents gouvernements.

L'aggravation de la crise et la montée des idées réactionnaires ne se limitent pas à la France. Dans le monde entier, et en Europe en particulier, les femmes subissent de plein fouet la dégradation de la situation sociale et politique : c'est ce qu'ont dénoncé les féministes européennes au cours de leur tournée de meeting à la fin de l'année 2012.

Dans ce contexte, l'autonomie économique des femmes est davantage remise en cause, aggravant leur dépendance vis-à-vis des hommes. Elles n'ont souvent pas d'échappatoire et sont contraintes de rester dans les cadres familiaux et conjugaux même si elles y subissent des violences (dont les viols conjugaux). Les réseaux mafieux profitent des situations dramatiques des femmes du Sud pour les prostituer dans les pays du Nord. Ces situations de marchandisation et de violences poussées à l'extrême sont un des aspects les plus révoltants de l'imbrication entre capitalisme et patriarcat.

II. Eléments pour une orientation féministe :

A. Nos principaux axes d'intervention

Notre texte d'orientation général propose 3 axes principaux d'intervention auxquels nous devons intégrer la dimension de genre : contre l'austérité, pour l'emploi, contre l'offensive réactionnaire.

Contre l'austérité, 2 angles : pour les services publics et contre les suppressions de postes. Nous demandons la réouverture de tous les centres IVG fermés et l'ouverture de nouveaux CIVG dans les hôpitaux de toutes les villes encore dépourvues, et l'ouverture de places de crèche à la hauteur des besoins. Contre les violences (psychologiques, physiques, sexuelles), augmentation des subventions aux associations d'aide aux victimes, développement des foyers d'accueil pour les femmes et au besoin leurs enfants, ainsi que pour les jeunes LGBTI. Il faut également des moyens pour développer une éducation non sexiste à l'école mais aussi dans toutes les structures accueillant des jeunes.

L'État doit créer des emplois de titulaires dans tous les secteurs où les besoins se font sentir, petite enfance, éducation et santé en particulier, emplois dont on sait qu'ils sont majoritairement féminins et dont l'absence retombe d'abord sur les femmes. Dans le privé, il faut imposer l'égalité des salaires, l'interdiction des temps partiels imposés, la transfor-

mation des contrats précaires en CDI... tout ceci permettra aux femmes de gagner leur autonomie économique, et de ne pas être les premières à être renvoyées au foyer dans un contexte de chômage de masse.

Les femmes en emploi étant les plus précaires et les plus soumises aux maladies professionnelles, aux TMS, au harcèlement, il faut une politique volontariste de syndicalisation et d'organisation partout où cela est possible (et dans l'ensemble de nos cadres). Nous devons également œuvrer à un féminisme syndical unitaire, comme lors des rencontres intersyndicales CGT-Solidaires-FSU.

Contre toutes les politiques et les idées réactionnaires, nous voulons l'égalité des droits pour toutes et tous, français-e-s/immigré-e-s, LGBTI/hétéro, marié-e-s/PACSé-e-s/en couples libres. Ce sont des conditions nécessaires pour que nous puissions nous épanouir et jouir en toute liberté, en particulier les femmes.

Fenêtre n°1 : Les deux parties ne sont pas contradictoires mais ont vocation à être votées séparément.

Partie 1.A.: Pour éviter que les enfants issus d'une Gestation Pour Autrui à l'étranger ne soient apatrides ou clandestins, nous nous prononçons pour leur inscription à l'état-civil.

Partie 1.B.: Il convient toutefois de préciser que notre position en faveur de l'accès à l'égalité des droits pour les couples homosexuels n'implique pas notre adhésion à la Gestation Pour Autrui que nous considérons comme une des expressions de la marchandisation des corps des femmes.

Face à la crise mondiale, la solidarité internationale est incontournable : solidarité avec les femmes des révoltes arabes, avec les femmes migrantes, les femmes victimes de violences notamment dans les zones de conflits armés, avec les femmes grecques, espagnoles ou portugaises contre les plans d'austérité, pour la régularisation de touTEs les sans-papiers...

Si les problématiques féministes doivent traverser toutes nos interventions, nous devons aussi porter une attention particulière à la préparation par tou-te-s de l'organisation des échéances spécifiques (25 novembre, 8 mars...). Un travail d'analyse et d'élaboration doit être mené en lien avec les autres commissions et en particulier les commissions santé, antifasciste, antiraciste, LGBTI, d'intervention sur les lieux de travail. La rédaction des communiqués de presse, de notre matériel propre, d'articles pour TEAN hebdo et revue doit être animée par la CNIF puis débattues et votées si nécessaire par les instances décisionnelles du NPA (CPN et dans l'impossibilité le CE).

B. Notre intervention dans le mouvement féministe : un mouvement divisé mais aussi renouvelé

Le mouvement féministe est aujourd'hui affaibli et divisé dans ses cadres et par des débats clivants. Les militant-e-s du NPA sont investi-e-s dans des cadres très variés, associatifs (CNDF, Planning familial, collectif parisien 8 mars pour toutes, Marche mondiale des femmes, Osez le féminisme, La barbe, collectifs de facts...) et/ou syndicaux. A l'intérieur de ces structures, nous défendons notre ori-

tation féministe dans le respect de leur indépendance. Les réalités locales sont très variables mais les critères de choix pour s'investir ici ou là sont partout les mêmes : structures ayant une intervention à destination d'un public large, s'adressant au-delà des cercles militants, ayant une implantation locale, capable de mobiliser et dont l'orientation ne présente pas d'incompatibilité avec la nôtre. Lors des mobilisations nous essayons de nous inscrire autant que possible dans des cadres unitaires larges, en essayant de convaincre au besoin. En cas de désaccord trop important, nous pourrions être contraint-e-s de ne pas signer certains appels. Dans tous les cas, le NPA doit se donner les moyens d'avoir sa propre apparition.

Les débats qui traversent aujourd'hui les organisations du mouvement féministe traversent également notre parti. Si ces débats peuvent être importants et intéressants, ils ne doivent pas nous paralyser au regard de l'urgence du combat féministe. En tant qu'organisation politique, nous devons chercher à élaborer collectivement notre propre orientation en tentant de dépasser ces clivages. C'est pourquoi nous proposons d'aborder rapidement les deux principaux débats du moment

Fenêtre n°2: Versions contradictoires

Version 1 : Articulation des oppressions sociales, racistes et de genre

Le dernier congrès a été le cadre d'assez longs débats autour des questions de laïcité et du port du voile. Dans la perspective de dépasser ce clivage, il est important d'approfondir la discussion sur l'articulation entre les différentes oppressions sociales, racistes, et de genre et de comprendre comment elles se combinent, quelles sont les possibilités de luttes émancipatrices qui peuvent être menées par celles qui les subissent et quel rôle nous pouvons y jouer en tant que militant-e-s anticapitalistes.

Nous dénonçons la nature patriarcale des religions en général, leur rôle oppresseur, en particulier des femmes. Nous luttons contre tous les intégrismes. Pour autant, nous constatons qu'aujourd'hui en France, on ne peut mettre sur le même plan le christianisme (dominant et non soumis à la « laïcité » version étatique et bourgeoise) et l'islam (religion d'une catégorie sociale populaire racisée, dominée et stigmatisée). Un discours islamophobe existe au-delà des rangs de l'extrême-droite et de la droite, et est utilisé pour véhiculer des idées racistes, sous couvert de défendre les droits des femmes.

Nous devons combattre toutes les discriminations qui visent les femmes et/ou les immigré-e-s, et donc aussi celles qui visent les femmes immigrées et/ou musulmanes. Or ces dernières années les mesures allant dans ce sens se sont accumulées : exclusion de l'école et des services publics, loi sur la burqa, exclusion des mamans voilées des sorties scolaires, interdiction des « signes religieux » au domicile des nounous... Nous revendiquons l'abrogation de ces lois, qui discriminent, stigmatisent, et nuisent à l'accès à l'éducation, à l'emploi, et à la socialisation de ces femmes.

Version 2 : Les différentes oppressions s'accentuent quand elles se conjuguent au féminin. Nous dénonçons la nature patriarcale de toutes les religions, leur rôle historique dans la perpétuation de l'oppression des femmes. Aujourd'hui,

en France comme ailleurs, à la faveur de la crise, nous assistons à une tentative de remise en cause sans précédent des droits et des acquis des femmes. Dans ce combat toutes les institutions religieuses se retrouvent dans une union sacrée comme en témoigne leur prise de position commune contre le mariage pour toutes et tous. Nous dénonçons ces tentatives des institutions religieuses de dicter leur loi à la société toute entière et réaffirmons l'importance de la laïcité qui, tout en garantissant la liberté de conscience, acte le principe de séparation des pouvoirs entre églises et état.

Ceci ne doit pas nous empêcher de dénoncer aussi le discours islamophobe non seulement de la droite et de l'extrême droite mais qui infiltre aussi une partie de la gauche. Ce discours, qui instrumentalise la lutte féministe, est un des véhicules des idées racistes et il ne peut aboutir qu'à une division des oppriméEs.

Bien évidemment, nous devons mener, sans concession aucune, la lutte contre tous les intégrismes car nous ne pouvons faire de distinction entre les différents intégrismes sous prétexte "qu'on ne peut mettre sur le même plan la (les) religion(s) officielle(s) et celle des oppriméEs".

Notre discours ferme à cet égard sera d'autant plus crédible qu'il se conjuguera avec une défense des femmes étrangères ou issues de l'immigration post-coloniale contre les discriminations dont elles sont victimes et qui nuisent à leur accès à l'autonomie (travail, éducation). Pour des anticapitalistes le combat contre les discriminations ne se divise pas.

Enfin nous considérons la lesbophobie comme une forme aggravée d'homophobie, qui combine homophobie et oppression des femmes.

Sur la prostitution, nous considérons qu'elle constitue la forme extrême de la rencontre entre le patriarcat et le capitalisme.

Fenêtre n°3 – 1ere partie : Versions contradictoires

Version 1 : Pour lutter contre l'esclavage sexuel, qui constitue la majeure partie de la prostitution, il faut commencer par arrêter de criminaliser et de vulnérabiliser les victimes. Nous combattons donc les mesures répressives directes ou indirectes comme le délit de racolage passif ou la pénalisation du client. En effet ces mesures poussent toujours davantage les prostituées dans la clandestinité et les rendent davantage vulnérables à leurs exploiteurs et à la violence physique et sexuelle des clients et de la police.

Version 2 : Pour lutter contre le système prostituuteur et donner un coup d'arrêt aux mesures prises à l'encontre des prostituées, il est nécessaire d'élaborer et de mettre en place une réelle politique abolitionniste.

Nous revendiquons la mise en place de moyens humains et matériels pour permettre à celles et ceux qui veulent sortir du système prostitutionnel de pouvoir le faire et nous défendons notamment plusieurs axes et mesures

concrètes :

- La suppression de toutes les mesures répressives à l'encontre des prostituées (dont le racolage passif - loi LSI de mars 2003)
- La mise en place de tous les moyens sociaux et financiers nécessaires fin de garantir la protection, l'accompagnement et l'intégration sociale et professionnelle des prostituées
- La régularisation des prostituées
- Une formation continue pour l'ensemble des personnes qui assurent ce travail d'accompagnement, de protection et d'insertion.
- Le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et les réseaux internationaux de prostitution.
- Une politique amitié d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre, contre le sexism et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Seule une politique volontariste qui applique simultanément l'ensemble de ces différents points pourra sur le long terme produire des résultats.

Fenêtre n°3 – 2^e partie : versions contradictoires

Version 1 : De manière plus générale, nous réclamons pour tou-te-s, sans conditions (notamment d'activité, de frontière, de nationalité, de condition financière avec ou sans travail utile et sain).

Versions 2 : La partie 2.B sera soumise au vote si la partie 2.A est majoritaire

Versions 2 .A : Aujourd'hui ce sont les personnes prostituées qui sont victimes de la répression : ce choix gouvernemental n'a rien à voir avec une politique abolitionniste. Nous exigeons l'arrêt de toute forme de répression à l'encontre des personnes prostituées et la mise en place d'une politique réellement abolitionniste. Concernant les clients, d'ores et déjà nous demandons la mise en place d'une politique de sensibilisation de l'ensemble population et des clients en particulier.

Version 2 .B : La pénalisation des clients - qui participent au système prostitutionnel – ne pourra se poser qu'après la mise en place de l'ensemble de ces mesures.

III. Les questions internes

Le NPA n'est pas hors de la société ; les rapports de domination, d'oppression et d'exploitation sexistes, racistes, homophobes s'y reproduisent. Et la situation politique actuelle y a un impact également. Nous considérons comme urgent d'alerter l'ensemble des camarades sur les départs disproportionnés de femmes et les problèmes de sexism interne. La proportion de femmes, leur place dans les directions, la répartition des tâches, les modes de débats, les propos sexistes récurrents, doivent être partout l'objet d'une réflexion collective.

La réflexion entamée sur le fonctionnement de notre parti doit prendre en compte les oppressions spécifiques et les dominations existant au sein de celui-ci (genre, âge, expé-

rience, rapport à l'écrit...). Nous devons développer la prise en compte de ces problématiques dans la formation (en incluant les femmes et les jeunes dans la commission nationale de formation, en produisant du matériel, en finançant les trajets de formatrices pour répondre aux demandes...).

Enfin, la commission nationale d'intervention féministe est mandatée pour animer l'intervention féministe du parti.